

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE



LOI N°2000.001

**ARRETANT LE BUDGET DE LA
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
POUR L'ANNEE 2000**

~~~~~

**L'ASSEMBLEE NATIONALE  
A DELIBERE ET ADOPTE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT,**

**PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :**

## TITRE I

### DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES.

**Article 1er :** Les recettes et les dépenses du Budget de l'Etat ainsi que les opérations de trésorerie rattachées à l'exécution dudit Budget sont, pour l'année 2000, régies conformément aux dispositions de la présente Loi.

**Article 2 :** Aucune mesure susceptible d'entraîner au-delà des montants globaux fixés par les articles ci-après, une dépense nouvelle ou une perte de recettes par rapport aux voies et moyens évalués à l'article 6 ci-dessous, ne pourra intervenir au cours de l'année 2000 sans avoir fait l'objet de l'ouverture préalable d'un crédit supplémentaire au chapitre intéressé et avant qu'aient été dégagées en contrepartie et pour un montant équivalent des ressources nouvelles ne figurant pas parmi les recettes dont il est fait état dans la présente Loi.

**Article 3 :** Sous réserve des dispositions de la présente Loi, continueront d'être opérées pendant l'année 2000 conformément aux lois et règlements en vigueur :

- la perception des impôts, taxes, redevances, produits et revenus divers de l'Etat;
- la perception des impôts, taxes, redevances, produits et revenus affectés aux collectivités locales, aux Etablissements Publics et Organismes divers dûment habilités.

**Article 4 :** Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les lois et décrets en vigueur et par la présente loi, à quelque titre ou sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, sous peine pour les fonctionnaires et agents qui confectionneraient les rôles et tarifs et ceux qui en assureraient le recouvrement, d'être poursuivis pour concussion conformément aux articles 108 et 109 du Code Pénal.

Sont également passibles des peines prévues pour concussion, tous détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation légale ou réglementaire, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôts ou taxes publics ou auront effectué gratuitement la délivrance des produits des établissements de l'Etat. Ces dispositions sont aussi applicables aux personnels d'autorité des entreprises nationales du secteur public et parapublic qui auront effectué gratuitement sans autorisation légale ou réglementaire, la délivrance de produits ou services de ces entreprises.

**Article 5 :** Toute exonération de droits de douanes, création, modification ou dégrèvement d'un impôt ou d'une taxe fiscale ou parafiscale doit être soumise à l'approbation préalable du Ministre chargé des Finances sous peine de nullité.

**Article 6 :** Les ressources et les charges inscrites au Budget de l'Etat pour l'année 2000 sont fixées conformément aux états de développement annexés à la présente Loi.

**Article 7 :** Le Ministre des Finances est l'ordonnateur unique du Budget Général de l'Etat. Il peut, s'il le juge nécessaire déléguer tout ou partie de ses prérogatives.

**Article 8 :** Le Ministre des Finances est tenu de produire un rapport annuel de gestion des crédits présentant la situation des engagements effectués ainsi que leur utilisation.

**Article 9 :** Les ressources du Budget de l'Etat pour l'exercice 2000 sont fixées globalement à : **123.574.940.000 F. CFA** et réparties comme suit :

- Recettes propres : **70.965.940.000 F. CFA**

- Financements extérieurs acquis : **52.609.000.000 F.CFA**

**Article 10 :** Le montant maximum des crédits de paiement ouverts au budget de fonctionnement pour l'année 2000 est fixé à : **79.755.140.000 F. CFA**

**Article 11 :** Le montant maximum des crédits de paiement ouvert au Budget d'investissement pour l'année 2000 est fixé à : **64.772.000.000 F. CFA**

**Article 12 :** Le déficit prévisionnel du Budget de l'Etat au titre de l'année 2000 est fixé globalement à : **20.952.200.000 F. CFA**

**Article 13 :** Le besoin de financement correspondant sera assuré par la mobilisation de ressources propres et extérieures.

**Article 14 :** Pour l'exécution du Budget de l'Etat, le montant global des engagements financiers que peut contracter l'Etat au titre de l'année 2000 est fixé à : **144.527.140.000 F. CFA.**



## TITRE II

### DISPOSITIONS RELATIVES AUX RECETTES

#### A - DISPOSITIONS FISCALES

#### CHAPITRE I : IMPOTS ET TAXES

##### I/ CONTRIBUTIONS DES PATENTES

Article 15 : Les dispositions du Tableau B des Patentes sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit:

##### A - Activités de Traficant Ambulant

Au lieu de :

##### **Code 2054, Traficant Ambulant sans limite** ( à pieds, bicyclette, animal)

|                 |                      |
|-----------------|----------------------|
| Droit fixe      | 17 300               |
| Taxe variable 1 | 4 030 par animal     |
| Taxe variable 2 | 1 150 par bicyclette |

##### **Code 2056, traficant ambulant Sous-Préfecture.** ( à pied avec résidence permanente)

|                 |                       |
|-----------------|-----------------------|
| Droit fixe      | 3 500                 |
| Taxe variable 1 | 1 150 par bicyclette. |
| Taxe variable 2 | 2 300 par animal.     |

Lire :

##### **Code 2.054 Traficant Ambulant sans limite** ( bicyclette, motocyclette)

|                 |                        |
|-----------------|------------------------|
| Droit fixe      | 17 300                 |
| Taxe variable 1 | 1 150 par bicyclette   |
| Taxe variable 2 | 3 450 par motocyclette |

##### **Code 2056 Traficant Ambulant Sous-Préfecture** ( bicyclette, motocyclette)

|                 |                        |
|-----------------|------------------------|
| Droit fixe      | 3 500                  |
| Taxe variable 1 | 1 150 par bicyclette   |
| Taxe variable 2 | 3 450 par motocyclette |

B- Activités d'exploitant de bac

Code 2057 Exploitant de bacs

|                 |                        |
|-----------------|------------------------|
| Droit fixe      | 17 300                 |
| Taxe variable 1 | 7 000 par bac          |
| Taxe variable 2 | 1 000 par tonne        |
| Taxe variable 3 | 120 par cheval vapeur. |

II/ IMPOT SUR LE REVENU

A - Bénéfices Industriels et Commerciaux

a) Régime du forfait

**Article 16 :** Les dispositions de l'article 22 alinéa 1er du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit:

Au lieu de :

...Toutefois, il peut être révisé dans les trois premiers mois de chaque année en cas de changement notoire dans la nature ou les conditions de l'exploitation.

Lire :

...Toutefois, il peut être révisé à tout moment en cas de changement notoire dans la nature ou les conditions de l'exploitation et les droits qui en découlent sont réclamés.

**Article 17 :** Il est créé au Titre II, chapitre II, section III - a du Code Général des Impôts un article 22 bis libellé ainsi qu'il suit:

Article 22 bis : Lorsque la détermination du forfait est la conséquence d'une inexactitude constatée dans les renseignements ou documents dont la production est exigée par le présent code, le forfait arrêté pour la période à laquelle se rapporte ces renseignements ou documents devient caduc, et il est procédé à l'établissement d'un nouveau forfait et au rappel des droits qui en découlent si l'entreprise remplit encore les conditions prévues à l'article 20 du Code Général des Impôts pour bénéficier du régime forfaitaire. Il en est de même lorsque la dénonciation entraîne la perte de l'imposition selon le régime du forfait.

Lorsque le contribuable visé à l'article 20 du Code Général des Impôts ne fournit pas dans les délais impartis les renseignements prévus au 2ème alinéa de l'article 22 du Code Général des Impôts ou lorsque ces documents fournis dans le délai imparti ne peuvent être considérés comme probants, notamment du fait de l'absence des justificatifs prévus aux alinéas 3 et 4 de l'article 22, le bénéfice forfaitaire est évalué d'office.

La non production dans le délai ou la production incomplète des documents prévus à l'alinéa 2 de l'article 22 donnera lieu à l'application d'une amende fixe de 1 000 000 de francs CFA après une mise en demeure de huit (8) jours francs.

**b) Régime d'imposition d'après le bénéfice du réel**

**Article 18 :** Les dispositions de l'article 23 du Code Général des impôts sont complétées par la création d'un 2<sup>e</sup> alinéa libellé comme suit :

Cependant, sont d'office soumises au régime du réel les catégories suivantes :

- les marchands de biens, lotisseurs, administrateurs de biens, gérants d'affaires et agents immobiliers ;
- les importateurs, commerçants de gros et demi-gros ;
- les pharmaciens ;
- les pâtisseries ;
- les boulangers utilisant des procédés mécaniques de fabrication ;
- les commerçants de biens d'équipement électroménager ;
- les exploitants d'établissements hôteliers de plus de quinze (15) chambres ;
- les exploitants de restaurants, débits de boissons et salons de thé, équipés d'un ou plusieurs appareils de climatisation, ou offrant plus de vingt (20) places assises et servant des repas dont le menu est supérieur à 500 francs ;
- les transporteurs internationaux.

**B - Impôt sur le Revenu**

**a) Calcul de l'impôt**

**Article 19 :** Pour compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2000, la dernière tranche du barème de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP), modifié par l'article 19 de la Loi n° 94.003 du 22 Mars 1994, arrêtant le Budget de la République Centrafricaine pour l'année 1994, est supprimée.

**b) Du mode de perception de l'impôt sur le revenu**

**Article 20 :** Les dispositions de l'article 99 du Code Général des Impôts, modifiées partiellement par l'article 27 de la Loi des Finances 99-002 du 11 Février 1999 sont complétées comme suit :

**Article 99-3 :** Les importateurs, fabricants, grossistes et demi-grossistes qui versent des ristournes, commissions ou remises à leurs revendeurs principaux sont tenus de prélever à la source pour le compte du Trésor Public, une retenue de 5 % sur les sommes brutes mises en paiement.

Les retenues afférentes aux sommes mises en paiement au cours d'un mois donné doivent être versées entre le 1<sup>er</sup> et le 15 du mois suivant à la Recette des Impôts dont dépend la partie versante ;

Le paiement des retenues s'effectue au moyen d'un bordereau de versement établi en trois (3) exemplaires. A l'appui de ce bordereau doivent être obligatoirement joints des états nominatifs pour chaque bénéficiaire comportant notamment :

- Nom et prénoms ;
- adresse géographique, postale et téléphonique ;
- montant mis en paiement ;
- montant de la retenue effectuée.

- Les états nominatifs énumérés ci-dessus doivent être accompagnés pour chaque bénéficiaire, d'une attestation individuelle de retenue établie conformément au modèle prescrit par l'Administration.

- Les attestations individuelles visées par le Receveur des Impôts compétent sont remises par la partie versante aux bénéficiaires pour leur permettre de faire valoir ultérieurement les retenues qu'ils ont subies. Celles-ci sont imputables sur les cotisations d'I.R. ou d'I.S. Elles ne sont en aucun cas remboursables.

- Les omissions ou insuffisances constatées dans les retenues sont sanctionnées d'une part, par une pénalité égale au montant des retenues non effectuées et d'autre part, par la non déductibilité des sommes versées.

- Le défaut de versement partiel ou total dans le délai légal des retenues effectuées est sanctionné par une pénalité de 100 %. Cette pénalité est toutefois ramenée à 50 % si le retard de paiement n'excède pas un mois.

- Le fait pour tout importateur, fabricant, grossiste ou demi - grossiste de ne pas reverser à la Recette des Impôts les retenues effectivement opérées est sanctionné par une amende égale au triple des droits compromis.

- Le refus ou le défaut de production des états nominatifs visés ci-dessus est sanctionné par une amende de 500.000 FCFA. qui est perçue autant de fois qu'il y a d'états non produits.

Article 99-4 : Les exportateurs de café sont tenus de prélever à la source pour le compte du Trésor Public une retenue de 5 % sur les sommes brutes mises en paiement au profit de leurs traitants.

Les dispositions relatives aux obligations et sanctions visées au 99-3 sont applicables mutatis mutandis à la retenue instituée par le présent article.

Article 99-5 : Les entrepreneurs de bâtiment et des travaux publics, sont tenus de prélever à la source pour le compte du Trésor Public, une retenue de 5 % sur les sommes brutes mises en paiement au profit des sous-traitants, architectes, métreurs, géomètres et autres professionnels auxquels ils ont recours pour l'exécution de leurs marchés.

Les dispositions relatives aux obligations et sanctions visées au 99-3 sont applicables mutatis mutandis à la retenue instituée par le présent article.

Article 99-6 : Les personnes morales, les organismes publics ou privés quelque soient leur forme juridique, leur nationalité et leur régime fiscal et les personnes physiques passibles de l'I.R. qui versent des honoraires, vacations et autres rémunérations à des personnes non salariées exerçant une profession libérale, sont tenus de prélever à la source pour le compte du Trésor Public, une retenue de 5 % sur les sommes brutes mises en paiement.



Les dispositions relatives aux obligations et sanctions visées au 99-3 sont applicables mutatis mutandis à la retenue instituée par le présent article.

- Le Trésor Public est tenu d'opérer une retenue à la source de 5 % sur les paiements qu'il effectue sur les marchés et bons de commandes de fournitures, des travaux et prestations de services au titre d'acompte de l'Impôt sur le Revenu. Sont également soumis aux mêmes obligations de précompte et de reversement, les établissements publics et sociétés para - publiques et d'économie mixte.

### **III/ IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**

#### **A - Obligations des personnes imposables**

**Article 21 :** Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 142 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Les redevables doivent en outre fournir obligatoirement en triple exemplaire les documents suivants, établis conformément au plan comptable UDEAC.

Lire :

Les redevables doivent en outre fournir obligatoirement en double exemplaire les documents suivants, établis conformément au plan comptable CEMAC et dûment certifiés par une société d'expertise comptable ou comptable, par un expert comptable, un comptable ou un commissaire aux comptes agréés par la CEMAC.

Le reste sans changement.

#### **B - Majorations, pénalités et amendes**

**Article 22 :** Les dispositions des articles 147 et 148 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées comme suit :

Article 147 :

Déclaration tardive

Au lieu de :

- 30 % de majoration appliquée sur le montant dû ;
- à défaut d'impôt dû, amende fiscale de 50.000 Francs si le retard est inférieur à un mois, augmenté de 50.000 Francs par mois de retard supplémentaire, et limitée à 500.000 Francs.

Lire :

- 50 % de majoration appliquée sur le montant de l'impôt dû ;
- à défaut d'impôt dû, amende fiscale de 500.000 Francs par mois, si le retard est inférieur à un mois, augmentée de 300.000 Francs par mois de retard supplémentaire, tout mois commencé étant compté pour un mois entier, et limitée à 2.000.000 Francs.

Insuffisance de déclaration

Au lieu de :

- Majoration de 50 % calculée sur le montant des droits compromis, lorsque l'insuffisance de déclaration est supérieure à 1/10<sup>e</sup> du bénéfice déclaré ou à 1.000.000 de francs.

Cette pénalité est portée à 100 % lorsque le Contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Lire :

- En cas de retard ou absence de dépôt de déclaration, l'amende fiscale est de 2.000.000 francs si le retard est inférieur à un mois. Ce montant est augmenté de 300.000 francs par mois ou fraction de mois de retard supplémentaire. Tout mois commencé étant considéré comme entier, et limitée à 5.000.000 de francs.

- Cette amende est portée au double des droits éludés lorsque le Contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Au lieu de :

Taxation d'Office :

- Majoration de 50 % calculée sur la totalité de la cote si la bonne foi du Contribuable est établie ou présumée.
- Majoration de 100 % lorsque le Contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Lire :

Taxation d'Office et Absence de Déclaration :

- Majoration de 50 % calculée sur la totalité de la cote si la bonne foi du Contribuable est établie ou présumée.
- Majoration du double des droits éludés lorsque le Contribuable n'établit pas sa bonne foi.

Article 148 :

Au lieu de :



- Le refus de communiquer les documents comptables et toute pièce justificative visés aux alinéas 1, 2 et 3 de l'article 143 est sanctionné par une astreinte de 50.000 francs par mois de retard, tout mois commencé étant compté pour un mois entier.

Lire :

- Le refus de communiquer les documents comptables et toute pièce justificative visés aux alinéas 1, 2 et 3 de l'article 143, ainsi que le défaut de production de la Déclaration Statistique et Fiscale est sanctionné par une astreinte de 2.000.000 francs majoré de 300.000 francs par mois ou fraction de mois de retard. Tout mois commencé étant compté pour un mois entier avec un maximum de 5.000.000 de francs.

C - Retenue à la source

**Article 23 :** Il est créé un 6ème alinéa à l'article 150-2 du Code Général des Impôts libellé ainsi qu'il suit :

Article 150-2 alinéa 6: Les Administrations, les organismes et toutes les autres personnes morales ou physiques qui payent à des tiers des loyers, des commissions, des honoraires, et autres catégories de revenus quel que soit le régime d'imposition, sont tenus d'effectuer pour le compte du Trésor Public la retenue au titre de l'Impôt sur le Revenu et de la reverser dans les mêmes conditions prévues à l'article 65 du Code Général des Impôts.

La retenue sur les loyers n'est pas obligatoire si le montant du loyer est inférieur à 50.000 FCFA par mois. Les dispositions relatives aux traitements et salaires notamment celles prévues aux articles 75 et 76 sont applicables à la retenue visée au présent article.

D - Impôt Minimum Forfaitaire

**Article 24 :** Les dispositions de l'article 152 - 1 du Code Général des Impôts sont modifiées en son alinéa 2 comme suit :

Au lieu de :

- Une majoration de 10 % par mois ou fraction de mois de retard est appliquée aux acomptes ou parties d'acompte non réglés dans les délais, sans qu'elle puisse excéder un total de 100 % des droits éludés.

Lire :

- Une majoration de 50 % par mois ou fraction de mois de retard est appliquée aux acomptes ou parties d'acompte non réglés dans les délais, sans qu'elle puisse excéder un total de 100 % des droits éludés.

**IV/ CONTRIBUTION DE DEVELOPPEMENT SOCIAL**

**A - Base d'imposition**

**Article 25 :** Les dispositions de l'alinéa 1er de l'article 217 sont modifiées ainsi qu'il suit:

Au lieu de :

La contribution de développement social est assise au titre de chaque exercice budgétaire, sur le montant des rétributions de toutes sortes, payées ou fournies gratuitement au personnel de l'entreprise au cours de l'année civile correspondant audit exercice.

Lire :

La contribution de développement social est assise au titre de chaque exercice budgétaire sur le montant des rétributions brutes de toutes sortes, payées ou fournies gratuitement au personnel de l'entreprise au cours de l'année civile correspondant audit exercice.

Le reste sans changement

**B - Paiement des droits, obligations des redevables et sanctions**

**Article 26 :** Les dispositions de l'article 220 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit:

Au lieu de :

Article 220 : les dispositions des articles 249 à 269 sont applicables mutatis mutandis à la Contribution de Développement Social (CDS).

Lire :

Article 220 : Les dispositions de l'article 250 nouveau - 3 à 6 du CGI, sont applicables mutatis mutandis à la Contribution de Développement Social (CDS).

**V/ TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES**

**Article 27 :** Les dispositions de l'article 250 nouveau du Code Général des Impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Les règles de perception, des déclarations et de prescription de la TCA et du droit d'accises, ainsi que les obligations et les sanctions y afférentes sont définies par Arrêté du Ministre des Finances.

Lire:

## **Section II : Dispositions finales**

### **Article 250 nouveau -1 : Déclaration des Contribuables**

a) Sous réserve des dispositions de l'article 244 nouveau ci-dessus relatives au régime du forfait, tout redevable de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires et (ou) du droit d'accises est tenu de remettre ou d'adresser, avant le 15 de chaque mois, à la Direction Générale des Impôts et des Domaines une déclaration sur imprimé fourni par l'Administration, indiquant pour le mois précédent :

- 1 - Le montant des affaires taxables aux différents taux ;
- 2 - Le montant des déductions opérées, accompagnées des pièces justificatives ;
- 3 - Le total de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires et du Droit d'Accises à acquitter ;

La déclaration doit être produite dans le même délai lorsque, exceptionnellement, l'assujetti n'a effectué au cours d'un mois déterminé aucune opération imposable.

Toutefois si la taxe due mensuellement est inférieure à 10.000 francs, les redevables sont admis à souscrire les déclarations par trimestre.

En cas de cession, de cessation d'entreprise, la déclaration doit être établie dans les dix jours de l'événement. Toutefois, en cas de décès du redevable, ce délai est porté à un mois.

b) La Taxe sur le Chiffre d'Affaires et les droits d'accises dus à raison d'opérations d'importations sont exigibles au point d'entrée sur le territoire de la République Centrafricaine.

c) Toute personne physique ou morale redevable de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires et du Droit d'Accises est tenue d'adresser à l'Administration des Impôts, en même temps que la déclaration des résultats déposée en vue de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices, un état récapitulatif faisant ressortir mensuellement ou trimestriellement selon le cas, le chiffre d'affaires imposable réalisé au cours de l'année civile précédente, la Taxe ou le Droit correspondant versé, ainsi que la date et le numéro de la quittance de chacun des versements.

Dans le cas où la taxe ou le droit versé est supérieur à la cotisation effectivement due, le trop versé constitue un crédit d'impôt à valoir sur les versements ultérieurs.

Dans le cas contraire les droits ou compléments de droits dus sont exigés par ordre de recouvrement.

### **Article 250 nouveau - 2 : Obligations diverses**

a) Les redevables de la Taxe sur le chiffre d'Affaires sont astreints à la tenue et à la présentation, à toute réquisition des agents chargés de l'assiette de l'impôt, des documents et pièces comptables visés aux articles 142 et 143 du Code Général des Impôts dans les formes définies aux dits articles.

Lorsque la comptabilité de l'entreprise ne fait pas ressortir nettement les recettes passibles du présent impôt, le redevable est tenu d'ouvrir, au lieu d'imposition, un livre journal coté et paraphé, sur lequel sont inscrites au jour le jour, sans blanc ni rature, chacune de ces recettes.

b) Sauf dans le cas de vente au consommateur au détail, les redevables de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires sont obligatoirement tenus de délivrer des factures au nom de l'acquéreur, comportant le numéro d'identification de l'entreprise et faisant apparaître sur une ligne distincte, la valeur taxée et le montant de l'impôt correspondant ou la formule "Taxe sur le CA inclus" s'il s'agit de prix forfaitaire ou tarifé.

c) Les exportations de marchandises ou produits effectuées, soit directement par un producteur, soit par un intermédiaire, devront être justifiées à toutes réquisitions de l'Agent des Impôts, par la présentation du bon de sortie délivré par la douane. Au cas où l'exportation ou la livraison n'est pas réalisée par suite d'un changement de destination ou toute autre cause, l'impôt est immédiatement exigible sans préjudice des pénalités normalement applicables.

d) Toute personne physique ou morale, toute administration utilisant, à titre habituel ou occasionnel, pour des opérations effectuées en République Centrafricaine, les services d'une entreprise n'ayant pas en République Centrafricaine d'installation permanente est tenue d'en faire la déclaration au service des Impôts, dans les huit jours de la conclusion de toute convention verbale ou écrite la liant à cette entreprise, sous peine d'être solidairement responsable de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires dont celle-ci serait éventuellement redevable à l'occasion de la convention en cause.

#### Article 250 nouveau – 3 : Paiement des Droits et des Pénalités

a) Les redevables doivent acquitter dans le même délai que celui imparti pour le dépôt des déclarations visées à l'article 1, ou celui fixé pour le forfait à l'article 244 nouveau du Code, le montant de l'impôt dû, par versement ou au moyen de chèques barrés tirés sur un établissement bancaire installé en République Centrafricaine et libellés à l'ordre du Trésorier Payeur Général.

Les dates portées soit sur le mandat de versement, soit sur le chèque de virement justifieront de la libération dans le délai prescrit.

Les marchés, contrats et actes assimilés réglés sur fonds publics par l'Etat et ses démembrements, les collectivités locales, les établissements publics et les entreprises publiques, sont soumis à un précompte de la TCA.

Le montant de la TCA à reverser au Trésor Public est celui figurant sur la facture et déterminé par application du taux en vigueur. Un état indiquant par entreprise la base, le taux et le montant de la taxe retenue accompagné du règlement est adressé à la Recette des Impôts au plus tard le 15 du mois suivant par le service ayant opéré la retenue.

L'impôt acquitté du fait de la retenue est admis en déduction de la taxe exigible sur les mêmes opérations.

b) En cas de retard dans le paiement de l'impôt exigible, d'après la déclaration ou le forfait, toutes autres formalités requises ayant été remplies, le redevable sera passible d'une



amende fiscale égale à 2 % de l'impôt qui aurait dû être acquitté, si le paiement est effectué entre l'échéance légale et le dernier jour du même mois. Si le paiement intervient au cours du mois suivant, le taux de l'amende est porté à 5 %.

Par mois ou fraction de mois supplémentaire, le taux de l'amende sera majoré de 1%. Au-delà du sixième mois de retard, le taux de la majoration sera porté de 1 à 5 %.

c) Toutes autres contraventions, en particulier tout défaut de déclaration, toute minoration ou inexactitude dans la déclaration du montant de la base imposable, sont punies d'une amende au plus égale au triple des droits ou de ceux dont la perception a été comprise.

En cas de manœuvre frauduleuse l'amende sera doublée.

#### Article 250 nouveau - 4 : Liquidation des Droits

La Taxe sur le Chiffre d'Affaires est liquidée au vu des déclarations souscrites par les redevables, du forfait accepté par eux ou d'un titre de liquidation faisant suite à un redressement.

Le Directeur Général des Impôts et des Domaines établit chaque mois l'état de ces liquidations, sous forme comptable, qu'il transmet au Trésorier Payeur Général pour prise en charge.

#### Article 250 nouveau - 5: Poursuites et Recours

a) Le Directeur Général des Impôts et des Domaines est chargé des poursuites, en vue du recouvrement de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires, ainsi que des amendes et pénalités y afférentes.

b) A défaut de paiement, le Directeur Général des Impôts et des Domaines établit un ordre de recouvrement. Celui-ci est visé et rendu exécutoire par le Ministre des Finances.

c) L'ordre de recouvrement, contenant sommation de payer dans un délai de 15 jours, est notifié au redevable par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette notification peut aussi être faite en la forme ordinaire des actes d'huissier, par huissier de justice, par porteur de contraintes ou par tout autre agent commissionné par le Ministre des Finances.

Cette forme de notification est obligatoire lorsque la lettre recommandée prévue par le paragraphe premier n'a pas été remise au redevable. Cette notification est valablement faite, suivant le cas, et conformément aux dispositions applicables aux assignations en matière civile, à la personne du redevable, à son domicile, en mairie ou au parquet du Procureur de la République.

d) Le redevable qui conteste la créance de l'Administration en tout ou partie, peut, dans le délai fixé au premier alinéa de c) du présent article, saisir de sa réclamation le Directeur Général des Impôts et des Domaines.

La réclamation est faite par lettre recommandée, elle contient, à peine d'irrecevabilité, les motifs sur lesquels elle se fonde, ainsi que le montant des sommes dont le réclamant se reconnaît débiteur à l'égard du Trésor.

Ne peuvent être reçues les réclamations afférentes à des créances nées de déclarations souscrites par le contribuable, de forfait accepté, de procès-verbaux ou autres actes signés sans réserves par lui.

e) Le Directeur Général des Impôts et des Domaines statue dans les quinze jours du dépôt de la réclamation. La décision est notifiée à l'intéressé dans les formes prévues en d).

Au cas où la réclamation est admise en partie seulement, de recouvrement reste exécutoire pour les sommes laissées par le Directeur Général à la charge du réclamant.

f) Dans les huit (8) jours qui suivent la notification de la décision du Directeur Général, des Impôts et des Domaines, le redevable peut se pourvoir devant le Tribunal Administratif, dans les formes prévues par les règles fixant la procédure suivie devant cette juridiction.

g) Lorsque le Tribunal Administratif déclare que le réclamant n'est pas redevable des sommes qui sont exigées par l'Administration, celle-ci annule l'ordre de recouvrement.

Si le recours n'est admis que pour partie, l'ordre de recouvrement cesse d'être exécutoire pour les sommes dont le contribuable a été déchargé.

h) La réclamation adressée au Directeur Général des Impôts et des Domaines, non plus que le recours au Tribunal Administratif, ne suspendent l'exécution de l'ordre de recouvrement.

Toutefois, en cas de réclamation adressée au Directeur Général, jusqu'à l'expiration du délai de recours au Tribunal Administratif et, si cette juridiction est saisie, jusqu'à l'intervention de sa décision, le contribuable peut, par simple lettre adressée au secrétariat général de la juridiction, demander au Président d'ordonner la suspension des poursuites.

Le Président statue par ordonnance, les parties entendues. Il fixe la durée de la suspension s'il croit devoir l'ordonner. La suspension ordonnée ne peut, en aucun cas, produire effet au-delà du jour qui suit celui de la décision du Tribunal Administratif s'il a été saisi au fond, ou du délai de recours devant cette juridiction si elle n'est pas saisie par le redevable.

i) Les voies d'exécution forcée, dont dispose l'Administration pour parvenir au paiement des sommes dont elle est créancière, sont, tant au point de vue du fond que de la forme, celles qui sont prévues par les dispositions légales réglementant la procédure civile, sous réserve des points j à n suivants :

j) Il ne peut être procédé à aucune vente de biens saisis sans autorisation écrite du Ministre des Finances. Cette autorisation doit être visée dans tous avis, placards affiches insertions portant publicité de la vente.

k) La vente ne peut avoir lieu que huit (8) jours après l'autorisation donnée, sauf dispense spéciale lorsqu'il y a lieu de redouter la détérioration du corps de la saisie.

La vente aux enchères est faite par les soins du commissaire-priseur ou par un agent de l'Administration spécialement désigné par le ministre des Finances, dans les formes prévues par le Code de Procédure Civile.

Les enchères ne sont poursuivies que jusqu'à concurrence de la créance augmentée des frais de poursuites calculés conformément au tarif applicable en la matière.

l) Le Directeur Général des Impôts et des Domaines peut saisir - arrêter entre les mains des tiers détenteurs, les sommes dont ces derniers sont débiteurs à l'égard du redevable. Il notifie son opposition au tiers détenteur par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette notification contient copie certifiée conforme de l'ordre de recouvrement, elle porte sommation faite au détenteur d'avoir à verser entre les mains du receveur compétent les sommes dont il est débiteur envers le contribuable, à concurrence de sa dette. Le versement ainsi effectué libère le tiers détenteur.

m) Le détenteur qui ne défère pas à la sommation prévue au point j ci-dessus, devient personnellement responsable sur des biens de la dette du redevable à l'égard du Trésor et ce, à concurrence des sommes dont il est débiteur vis-à-vis du contribuable, à moins que, dans le délai de trois jours qui suit la notification à lui faite de l'opposition du Directeur Général des Impôts et des Domaines, il ait notifié à ce dernier par lettre recommandée, qu'il ne se reconnaît pas débiteur du contribuable.

Cette notification fait connaître les moyens dont se prévaut le détenteur : inexistence de la dette, prescription, compensation, etc.

n) Lorsque le contribuable est domicilié ou réside dans un Etat ayant passé avec la République Centrafricaine des accords d'assistance fiscale, ou s'il y possède des biens, le recouvrement de la créance est effectué dans les conditions prévues par lesdits accords.

#### Article 250 nouveau - 6 : Dispositions Diverses

Les dispositions du Code Général des Impôts relatives au droit de répétition, au droit de communication et de recherches, à l'assiette, au contentieux et au recouvrement des impôts directs, sont applicables mutatis mutandis à la Taxe sur le Chiffre d'Affaires et au Droit d'Accises.

## **VI/ DROIT DE COMMUNICATION AUPRES DES ENTREPRISES PRIVEES**

**Article 28 :** Les dispositions des articles 286 et 287 du Code Général des Impôts sont complétées ainsi qu'il suit:

**Article 286:** Au premier tiret après ... dépenses, ajouter le complément suivant : "Si la comptabilité est informatisée, les données comptables doivent être conservées sur supports adaptés pendant la période légale prévue par le Code de Commerce".

Article 287:

Au lieu de :

Le refus de communiquer les livres, pièces, documents renseignements visés à l'article 286, sur réquisition verbale des Agents disposant du Droit de Communication, sera suivi d'une mise en demeure adressé, par lettre avec accusé de réception, au Contribuable intéressé. Si à l'expiration du délai franc de deux (2) jours après réception de cette lettre, la communication demandée n'a pas été obtenue, une amende fiscale de 50.000 francs sera appliquée, amende qui sera majorée de 10.000 francs par jour de retard supplémentaire. La Communication partielle est assimilée au défaut de communication.

Lire :

Le refus de communiquer les livres, pièces, documents et renseignements visés à l'article 286, sur réquisition verbale des Agents disposant du Droit de communication, sera suivi d'une mise en demeure par lettre portée au Contribuable intéressé avec décharge qui vaut accusé de réception. Si à l'expiration du délai franc de deux (2) jours après réception de cette lettre, la communication demandée n'a pas été obtenue, les amendes pour infractions au droit de communication seront appliquées dans les cas suivants :

- a) Refus de communication suite au passage d'un Agent des Impôts: 2.000.000 Francs.
- b) Refus de communication suite à une demande écrite : 2.000.000 Francs.
- c) Omission ou inexactitude dans les renseignements fournis :
  - 200.000 par omission si la bonne foi est prouvée.
  - 500.000 si la bonne foi n'est pas prouvée.
- d) Absence de conservation des documents soumis au droit de communication:
  - 2.000.000 francs par document non conservé.

Ces amendes sont majorées de 50.000 francs par jour de retard supplémentaire et limitées à 5.000.000 francs.

Les amendes susvisées sont constatées par l'Agent des Impôts qui en assure la liquidation. Le montant des droits sont immédiatement exigibles pour la totalité.

**VII/**

**VERIFICATIONS DE COMPTABILITE**

**Article 29 :** Les dispositions des articles 290 et 293 du Code Général des Impôts sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit:

Article 290 : à compléter comme suit :

3è alinéa : "En cas de tenue d'une comptabilité informatisée, le Vérificateur peut demander une assistance informatique d'un Agent ayant une expérience en la matière".

Article 293:

Au lieu de :

Article 293 : En cas de vérification simultanée ... que, si la vérification des bases de cet impôt est achevée antérieurement à celle des bases des autres impôts.

Lire :

Article 293 : En cas de vérification simultanée, chez une même personne, de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires, des impôts fonciers, de la contribution des patentes et licences, de l'Impôt sur le Revenu, le Contribuable peut demander que les droits simples, résultant de la vérification soient admis, selon le droit commun, en déduction des rehaussements apportés aux bases d'imposition selon les modalités définies ci-après:

1°) Le supplément des contributions des patentes et licences afférent aux opérations effectuées au cours d'un exercice donné est pour l'Assiette de l'Impôt sur le revenu, déductible des résultats du même exercice. Il en est de même des rehaussements de revenu net foncier, donnant lieu à un supplément de contribution foncière.

2°) En ce qui concerne les personnes morales et, dans la mesure où le bénéfice correspondant aux rehaussements effectués est considéré comme distribué aux associés et actionnaires, la retenue à la source de l'Impôt sur le Revenu dans la catégorie des Revenus des Capitaux Mobiliers, due à raison de cette distribution, est établie sur le montant des rehaussements soumis à l'Impôt sur les Sociétés diminué du montant de ce dernier impôt.

On entend par bénéfices distribués, les sommes correspondant aux redressements effectués, qui n'ont pas été mis en réserve, ni incorporés au capital, tel est le cas notamment des redressements portant sur des recettes non déclarées ou des frais généraux non justifiés.

En revanche, ne sont pas considérés comme bénéfices distribués les redressements, portant sur les amortissements, les frais généraux justifiés, les stocks.

3°) Pour l'établissement du supplément d'Impôt sur le Revenu, le supplément d'Impôt sur les Sociétés établis au titre d'une année est déductible du revenu global de ladite année.

Le bénéfice des dispositions qui précèdent est subordonné à la triple condition que la mauvaise foi du contribuable n'ait pas été établie, qu'il ait accepté par écrit, les rehaussements proposés, et qu'il en fasse expressément la demande ou que la proposition lui soit faite par l'Administration fiscale avant l'établissement des cotisations résultant de la vérification.

En outre, l'imputation de l'Impôt sur le Revenu prévue au paragraphe 3 du 1<sup>er</sup> alinéa du présent article n'est applicable que si les associés ou actionnaires, bénéficiaires des distributions reversent dans la caisse du Receveur des Impôts les sommes nécessaires au paiement des suppléments d'impôts et taxes, résultant de la vérification. Si des dégrèvements ou restitutions sont ultérieurement accordés sur le montant des impôts et taxes ayant donné lieu aux imputations visées ci-dessus, le montant de ces dégrèvements ou restitutions est, le cas échéant, rattaché dans les conditions de droit commun, aux bénéfices ou revenus de l'année en cours à la date de l'ordonnancement.

Tel est le cas notamment des redressements portant sur des recettes non déclarées, des frais généraux non justifiés, ou tous bénéfices indirectement transférés soit, par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tous autres moyens.

Les dispositions du présent article sont applicables dans les mêmes conditions, en cas de vérification séparée des Impôts énumérés au premier alinéa.

## VIII/ CONTROLES PONCTUELS

**Article 30 :** Il est créé au Livre Quatrième, chapitre II du Code Général des Impôts une Section VIII intitulée Des Contrôles Ponctuels et un article 296 bis dont les dispositions sont les suivantes :

### Section VIII DES CONTROLES PONCTUELS

**Article 296 bis :** Le Directeur Général des Impôts et des Domaines peut autoriser des contrôles ponctuels sur toute l'étendue du territoire Centrafricain à l'endroit des contribuables reliquataires des impôts.

Pendant les contrôles ponctuels, des saisies peuvent être effectuées par les Agents des Impôts appuyés par ceux de la Force Publique mis à la disposition de la Direction Générale des Impôts et des Domaines ; ces saisies seront constatées sur procès verbal signé contradictoirement.

Les mêmes Agents cités ci-dessus et désignés pour les contrôles ponctuels, peuvent procéder à la fermeture des Etablissements qui ne se sont pas acquittés de la totalité de leurs dettes fiscales.

Les droits liquidés lors des contrôles ponctuels sont assortis des pénalités dont le montant est déterminé en tenant compte des dispositions propres à chaque impôt, et du comportement (bonne ou mauvaise foi, manœuvre frauduleuse) du contribuable concerné.

## IX/ EXIGIBILITE DE L'IMPÔT

**Article 31 :** Les dispositions de l'article 346 du Code Général des Impôts sont complétées ainsi qu'il suit :

Après le premier paragraphe, insérer un deuxième paragraphe nouveau :

2 ème paragraphe : La validité de l'attestation délivrée à cet effet est d'un an.

## X/ REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS

**Articles 32 :** Les dispositions de l'article 79 bis 14<sup>cmc</sup> du Code Général des Impôts sont modifiées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :



**Article 79 bis 14<sup>ème</sup>**

Les revenus des capitaux mobiliers visés à la présente section et entrant dans les prévisions des articles 79 bis 1<sup>er</sup> à 79 bis 12<sup>ème</sup> donnent lieu à l'application d'une retenue à la source dont le taux est fixé à 30%.

Lire :

**Article 79 bis 14<sup>ème</sup>**

Les revenus des capitaux mobiliers visés à la présente section et entrant dans les prévisions des articles 79 bis 1<sup>er</sup> à 79 bis 13<sup>ème</sup> donnent lieu à l'application d'une retenue à la source dont le taux est fixé à 15%.

Le reste sans changement.

**XI/ DROITS D'ENREGISTREMENT ET DU TIMBRE**

**Article 33 :** Les dispositions de l'article 43 de la loi des Finances n° 95.001 du 22 février 1995, relatives aux droits du timbre applicables aux documents officiels sont modifiées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

|                                                            |              |
|------------------------------------------------------------|--------------|
| - Passeport : durée de validité 3 ans .....                | 15.000 FCFA  |
| - Carte d'identité : durée de validité 5 ans .....         | 2.000 FCFA   |
| - Laissez-Passer : durée de validité 3 mois .....          | 5.000 FCFA   |
| - Carte de séjour :                                        |              |
| • privilégiés : durée de validité 6 ans .....              | 200.000 FCFA |
| • Non privilégiés : durée de validité 3 ans .....          | 150.000 FCFA |
| - Sauf-conduit : durée de validité 3 mois (1 voyage) ..... | 30.000 FCFA  |
| - Visa d'entrée                                            |              |
| • 1 ère catégorie : Principe de réciprocité                |              |
| • 2 ème catégorie                                          |              |
| a) Transit (maximum 12 jours) .....                        | 15.000 FCFA  |
| b) Court séjour (1 mois) .....                             | 20.000 FCFA  |
| c) Long séjour (3 mois) .....                              | 100.000 FCFA |
| - Permis de conduire .....                                 | 15.000 FCFA  |
| - Duplicata de permis de conduire .....                    | 30.000 FCFA  |
| - Carte grise .....                                        | 15.000 FCFA  |
| - Duplicata carte grise .....                              | 30.000 FCFA  |
| - Capacité de renouvellement .....                         | 20.000 FCFA  |
| - Duplicata capacité .....                                 | 30.000 FCFA  |
| - Certificat de mise sur cale .....                        | 30.000 FCFA  |
| - Autorisation de transport .....                          | 25.000 FCFA  |

Lire :

|                                                     |             |
|-----------------------------------------------------|-------------|
| - Passeport : durée de validité 3 ans .....         | 15.000 FCFA |
| - Carte d'identité : durée de validité 10 ans ..... | 2.000 FCFA  |
| - Laissez-Passer : durée de validité 3 mois .....   | 5.000 FCFA  |

LOI DE FINANCES 2000

- Carte de séjour :
  - privilégiés - CEMAC: durée de validité 3 ans ..... 50.000 FCFA
  - résidents temporaires : durée de validité 2 ans..... 100.000 FCFA
- Sauf-conduit : durée de validité 3 mois (1 voyage) ..... 30.000 FCFA
- Visa d'entrée
  - 1 ère catégorie : Principe de réciprocité
  - 2 ème catégorie
    - a) Transit (maximum 12 jours) ..... 15.000 FCFA
    - b) court séjour (1 mois).....20.000 FCFA
    - c) long séjour (3 mois)..... 100.000 FCFA
    - d) visa de groupe touristique  
(20 personnes minimum)..... 10.000 FCFA
- Permis de conduire ..... 10.000 FCFA
- Duplicata de permis de conduire ..... 30.000 FCFA
- Carte grise ..... 15.000 FCFA
- Duplicata carte grise ..... 30.000 FCFA
- Capacité de renouvellement ..... 15.000 FCFA
- Duplicata capacité ..... 30.000 FCFA
- Certificat de mise sur cale ..... 30.000 FCFA
- Autorisation de transport ..... 20.000 FCFA

Le reste sans changement



## CHAPITRE II TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

**Article 34 :** Les dispositions des articles 229 à 250 nouveaux du Code Général des Impôts relatives à la taxe sur chiffre d'affaires (TCA) sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après :

Article 229 du CGI : Il est institué sur les activités économiques exercées en République Centrafricaine un régime de taxe sur la valeur ajoutée, en abrégé TVA. Ce régime entre en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2000.

La taxe sur la valeur ajoutée remplace la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA).

Les modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée sont définies dans les dispositions ci-dessous.

### SECTION I : CHAMP D'APPLICATION

#### PARAGRAPHE I : LES ASSUJETTIS

Article 230 du CGI : Sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, les personnes physiques ou morales y compris les collectivités publiques et les organismes de droit public, qui réalisent à titre habituel ou occasionnel et d'une manière indépendante, des opérations imposables entrant dans le champ d'application de la taxe et accomplies dans le cadre d'une activité économique effectuée à titre onéreux.

Les personnes ci-dessus définies qui effectuent de manière indépendante une activité économique sous leur propre responsabilité et qui jouissent d'une totale liberté dans l'organisation et l'exécution des travaux qu'elle comporte sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), quels que soient leur statut juridique, leur situation au regard des autres impôts, la forme ou la nature de leurs interventions.

Les activités économiques s'entendent de toutes les activités de producteur, d'importateur ou de prestataire de services y compris les activités commerciales, agricoles, extractives, industrielles, forestières, artisanales et celles des professions libérales ou assimilées.

Ne sont pas considérés comme assujettis, les salariés et les autres personnes qui sont liées par un contrat de travail ou par tout autre rapport juridique créant des liens de subordination en ce qui concerne les conditions de travail, les modalités de rémunération et la responsabilité de l'employeur.

Les personnes ci-dessus visées, soumises à l'impôt sur le revenu et réalisant des opérations pour un chiffre d'affaires annuel supérieur à 30 millions sont des redevables de plein droit, qu'elles soient ou non enregistrées comme prévu à l'article 248 ci-dessous :



Les personnes réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur au seuil d'imposition susvisé sont exclues du champ d'application de la TVA et soumises à un impôt libératoire (impôt synthétique).

## **PARAGRAPHE II : LES OPERATIONS IMPOSABLES**

Article 231 du CGI : Le champ d'application de la T.V.A. est constitué par l'ensemble des opérations effectuées à titre onéreux par un assujetti agissant comme tel et relevant d'une activité économique.

### **Sont soumis à la TVA :**

1) Les livraisons des biens meubles corporels et les livraisons à soi-même :

a) La livraison consiste en un transfert du pouvoir de disposer d'un bien meuble corporel comme propriétaire, même si ce transfert est opéré en vertu d'une réquisition de l'autorité publique;

b) par la livraison à soi-même de bien, il faut entendre les opérations qui ne sont pas effectuées à titre onéreux telles que :

- les prélèvements des biens utilisés pour des besoins autres que ceux de l'entreprise;
- la fabrication de biens utilisés pour les besoins de l'entreprise.
- l'échange, l'apport en société, la vente à tempérament sont assimilés à des livraisons de biens

2) - Les prestations de services et les prestations à soi-même :

L'expression « prestation de service » recouvre toutes les opérations autres que les opérations de livraisons de biens.

La prestation de service à soi-même est l'utilisation d'un bien affecté à l'entreprise pour les besoins privés de l'assujetti ou de son personnel. Il s'agit des prestations de services faites pour des besoins autres que ceux de l'entreprise.

Les prestations de services concernent notamment :

- les locations de biens meubles et immeubles;
- les réparations;
- les transports de personnes et de marchandises, le transit et la manutention;
- les travaux d'études, de recherches et d'expertises;
- la fourniture d'eau, d'électricité, de gaz, de téléphone;
- les prestations des professions libérales.

Sont assimilées à des prestations de services, certaines opérations qui emportent transfert de propriétés telles que :

- la livraison de biens meubles incorporels (brevets, marques, etc.)
- les ventes à consommer sur place de produits alimentaires ou de boissons;
- les travaux immobiliers exécutés par les différents corps de métiers participant à la construction, à l'entretien et la réparation de bâtiments et d'ouvrages immobiliers, les travaux publics, les travaux de construction métallique, de

démolition, les travaux accessoires ou préliminaires aux travaux immobiliers, y compris les marchés publics financés de l'extérieur.;

- les travaux à façon;
- les opérations de leasing et de crédit-bail.

3) - Les exportations

Sont considérées comme exportations, les livraisons de biens expédiés ou transportés hors du territoire national ;

4) - Les importations ;

Est considéré comme importation de biens, le franchissement par lesdits biens du cordon douanier ;

5) - Les subventions à caractère commercial quelle qu'en soit la nature, perçues par les assujettis à raison de leur activité imposable ;

6) - Les remises de prêts et les abandons de créances;

7) - La mise à la consommation et la distribution des produits pétroliers à l'exclusion de la revente au détail de ces produits ;

8) - Les activités extractives autres que celles qui acquittent un impôt spécifique;

9) - Les activités agricoles, de chasse, pêche et d'élevage;

10) - La vente des intrants et de matériels agricoles;

11) - Les cessions de biens usagés ou d'occasion.

### PARAGRAPHE III : LES EXONERATIONS

Article 232 du CGI: Sont exonérés de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) :

1) les biens reconnus de première nécessité (liste en annexe) dont la première tranche de consommation d'eau pour les ménages ainsi que les ventes d'eau dans les kiosques publics.

2) les prestations relevant de l'exercice des professions médicales, para-médicales, vétérinaires et d'enseignement à l'exception des frais d'hébergement et de restauration;

3) Les opérations suivantes, dès lors qu'elles sont soumises à des taxations spécifiques exclusives de toute taxation sur le chiffre d'affaires :

- les ventes de produits des activités extractives en ce qui concerne exclusivement l'or et le diamant ;
- les intérêts, agios et autres produits perçus par les Banques et les Etablissements de crédits ;

- les opérations liées aux contrats d'assurances et de réassurances réalisées par les compagnies d'assurances dans le cadre normal de leurs activités ainsi que les prestations de services afférentes à ces opérations effectuées par les courtiers et autres intermédiaires d'assurances ;

- les opérations ayant pour objet la transmission de biens immobiliers et des biens meubles incorporels passibles des droits d'enregistrement;

- les opérations relatives aux locations civiles de terrains non aménagés et de locaux nus;

4) Les opérations d'impression, d'importation, de vente de journaux et périodiques à l'exception des recettes de publicité. Pour bénéficier de cette exonération, les journaux et les publications périodiques doivent remplir les conditions prévues conformément à la législation, à la réglementation et aux normes arrêtées par le Haut Conseil de la Communication.

5) Les opérations portant sur les timbres postaux, les timbres fiscaux et papiers timbrés émis par l'Etat ;

6) Les sommes versées par le Trésor à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission des billets ;

7) Les opérations réalisées par les organismes sans but lucratif et dont la gestion est bénévole et désintéressée au profit de toute personne, lorsque ces opérations présentent un caractère social, éducatif, sportif, culturel ou philanthropique conforme à leur objet. L'organisme doit être agréé par l'autorité compétente; chaque opération doit faire l'objet du visa préalable du Directeur Général des Impôts et des Domaines ;

8) Les opérations réalisées par les personnes morales de droit public pour l'activité de leurs services administratifs, sociaux et éducatifs;

9) Les opérations liées au trafic international concernant :  
- Les aéronefs et les navires pour leurs opérations d'entretien et d'avitaillement ;  
- Les opérations de transit inter-Etats et les services y afférents, conformément aux dispositions des articles 158 et suivants du Code des Douanes de la CEMAC ;

10) Sous réserve de réciprocité et de quotas fixés par les autorités compétentes, les biens et services destinés à l'usage officiel des missions diplomatiques étrangères ainsi que des organisations internationales, à l'usage des agents diplomatiques, des membres du personnel administratif et technique de ces missions, et des membres de leurs familles habitant avec eux.

#### **PARAGRAPHE IV : LA TERRITORIALITE**

Article 233 du CGI: Sont soumises à la TVA toutes les affaires réalisées en Centrafrique, non comprises dans la liste des exonérations prévues à l'article 232 ci-dessus, alors même que le domicile ou la résidence de la personne physique ou le siège de la société assujettie serait situé en dehors des limites territoriales de la République Centrafricaine.

Les critères à retenir pour une affaire réputée faite en Centrafrique sont différents selon qu'il s'agit de livraisons de biens meubles corporels ou de prestations de services :

1- les livraisons de biens meubles corporels sont imposables en Centrafrique si ces biens sont :

- situés en Centrafrique lors de leur expédition ou, en l'absence d'expédition, lors de leur livraison à l'acquéreur ;
- montés ou installés en Centrafrique ;
- livrés en Centrafrique par l'importateur ou pour son compte.

2- Les prestations de services sont imposables en Centrafrique lorsque le prestataire de service a, en Centrafrique le Siège de son activité ou un établissement stable à partir duquel le service est rendu ou à défaut, son domicile ou sa résidence habituelle. Toutefois, les régimes applicables diffèrent selon qu'il s'agit de prestations de services matériellement localisables (avec assise matérielle) ou de prestations de services immatérielles (sans assise matérielle) :

a)- Prestation de services avec assise matérielle

- Pour les locations de moyens de transport, la TVA est applicable en Centrafrique:
  - \* lorsque le loueur est établi en Centrafrique et le bien utilisé en Centrafrique,
  - \* lorsque le loueur est établi hors du territoire de Centrafrique et le bien utilisé en Centrafrique.
- Pour les prestations de services se rattachant à un immeuble, le critère à retenir est celui de la situation de l'immeuble.
- Pour les prestations culturelles, artistiques, sportives, scientifiques, éducatives, récréatives, les travaux et expertises portant sur des biens meubles corporels, les opérations d'hébergement et de ventes à consommer sur place, le critère à retenir est celui du lieu d'exécution du service.

b) - Prestation de services sans assise matérielle

Les prestations immatérielles sont notamment :

- les cessions et concessions de droits d'auteurs, de brevets, de droits de licences, de marque de fabriques et de commerce ;
- les locations de biens meubles corporels autres que des moyens de transport ;
- les prestations de publicité ;
- les prestations des conseillers, des ingénieurs, des bureaux d'études dans tous les domaines ;
- les prestations des comptables et experts comptables ;
- les traitements de données et la fourniture d'information ;
- les opérations bancaires et financières.

La TVA est applicable en Centrafrique lorsque le prestataire est établi dans un pays étranger et le bénéficiaire en Centrafrique.

3- le terme Centrafrique désigne le territoire national, l'espace aérien et les autres zones fluviales sur lesquels la RCA a des droits souverains.

Article 234 du CGI : Le paiement de la taxe s'effectue à la recette des Impôts de la Direction Générale des Impôts et des Domaines. Le redevable non résident est tenu de désigner à l'Administration fiscale un représentant solvable accrédité résidant sur le territoire centrafricain, qui est solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt. Ce représentant doit être unique et lui-même assujéti à la TVA.

En cas de non-désignation d'un représentant, la TVA et, le cas échéant, les pénalités y afférentes doivent être payées par la personne cliente pour le compte de la personne n'ayant pas en Centrafrique un établissement stable ou une installation professionnelle permanente.

## **SECTION II : MODALITES DE CALCUL ET PROCEDURE**

### **PARAGRAPHE I : LE FAIT GENERATEUR ET L'EXIGIBILITE**

Article 235 du CGI : Le fait générateur se définit comme « le fait par lequel sont réalisées les conditions légales nécessaires à l'existence d'une créance de l'Etat au titre de la TVA ».

Le fait générateur se produit à :

- la livraison du bien, pour les ventes, les échanges et les travaux à façon ;
- la mise à la consommation pour les importations;
- l'exécution des services et travaux en ce qui concerne les prestations de services et les travaux immobiliers;
- la première utilisation ou la première mise en service dans le cas des livraisons et des prestations à soi-même.

L'exigibilité est définie comme le droit que l'autorité publique peut faire valoir à partir d'un moment donné, auprès du redevable pour obtenir le paiement de la taxe. L'exigibilité rend le contribuable immédiatement redevable de la TVA et détermine pour le fournisseur la période au titre de laquelle l'opération doit être déclarée et payée, et pour le client la date de naissance du droit à déduction.

L'exigibilité intervient :

- pour les ventes, lors de la livraison ;
- pour les importations, lors de la mise à la consommation;
- pour les livraisons et les prestations à soi-même, lors de la première utilisation ou mise en service;
- pour les prestations de services et les affaires réalisées avec l'Etat ou les collectivités locales, lors de l'encaissement du prix ou des acomptes.

Toute TVA facturée est due.



## **PARAGRAPHE II : LA BASE D'IMPOSITION**

Article 236 du CGI : La base d'imposition comprend l'ensemble des sommes ou valeurs reçues ou à recevoir en contrepartie de la livraison des biens ou de la prestation de service rendue. Elle est constituée par le prix principal auquel il faut ajouter les compléments de prix et les frais accessoires acquittés par le client, les impôts, droits et taxes à l'exclusion de la TVA elle-même.

La base d'imposition est notamment constituée par :

- le montant des marchés, mémoires ou factures pour les travaux immobiliers;
- la valeur des produits reçus en paiement du bien livré, augmentée éventuellement du montant de la soulte encaissée pour les échanges ;
- toutes les sommes et tous les avantages reçus et, le cas échéant, la valeur des biens incorporés dans l'exécution du service, en ce qui concerne les prestations de services;
- le prix de revient des biens pour les livraisons à soi-même;
- la valeur en douane augmentée des droits de douanes et du droit d'accises;
- d'une manière générale, le prix payé par le client y compris les droits et taxes dont le droit d'accises à l'exclusion de la TVA elle-même.

Article 237 du CGI : Sont exclus de la base d'imposition :

- les escomptes de caisse, remises, rabais et ristournes et autres réductions de prix consenties à condition qu'ils bénéficient effectivement et pour leur montant exact au client et ne constituent pas la contrepartie d'une prestation quelconque;
- les débours qui ne sont que des remboursements de frais et qui sont facturés pour leur montant exact au client ;
- les encaissements qui ne sont pas la contrepartie d'une affaire tels que les intérêts moratoires et les indemnités de rupture de contrat ;

Article 238 du CGI : Sont également exclues de la base d'imposition, les sommes perçues à titre de consignation lors de la livraison d'emballages identifiables, récupérables et réutilisables.

Lorsque ces emballages n'ont pas été rendus au terme des délais en usage dans la profession, la TVA est due sur le prix de cession.

Article 239 du CGI : En ce qui concerne les marchés de l'Etat financés par les Budgets publics, les prêts ou aides extérieurs, la base d'imposition à la TVA est constituée par le montant des marchés toutes taxes comprises à l'exclusion de la TVA.

Les dispositions du paragraphe ci-dessus s'appliquent également aux marchés concernant les établissements publics à caractère industriel, commercial, scientifique, technique et administratif, les sociétés d'économie mixte, les collectivités et organismes de droit public jouissant ou non de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Un arrêté du Ministre des Finances fixe les procédures d'assujettissement et les modalités particulières de perception de la TVA pour ces marchés.

La base d'imposition est arrondie au millier de francs CFA inférieur.



### **PARAGRAPHE III : LES TAUX :**

Article 240 du CGI : Les taux de la TVA sont les suivants :

- un taux général : 18% applicable à toutes les opérations taxables à l'exclusion des opérations soumises au taux zéro;
- un taux zéro : 0% applicable aux exportations et aux transports internationaux;

Le taux zéro s'applique uniquement aux exportations ayant fait l'objet d'une déclaration visée par les Services des Douanes.

Le taux général et le taux zéro s'appliquent à une base calculée hors taxe sur la valeur ajoutée.

### **PARAGRAPHE IV : LES DEDUCTIONS**

#### **A/ PRINCIPES**

Article 241 du CGI : La taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé les éléments du prix d'une opération imposable est déductible de la taxe sur la valeur ajoutée applicable à cette opération.

Le droit à déduction prend naissance lorsque la taxe déductible devient exigible chez le redevable.

Les assujettis sont autorisés à déduire la taxe sur la valeur ajoutée afférente aux livraisons à soi-même de biens.

La déduction de la taxe ayant grevé les biens et services est opérée par imputation sur la taxe due par le redevable au titre du mois pendant lequel le droit à déduction a pris naissance.

Article 242 du CGI : Dans la mesure où les biens et les services sont utilisés pour les besoins de leurs opérations imposables, et à la condition que ces opérations ouvrent droit à déduction, la taxe sur la valeur ajoutée dont les redevables peuvent opérer la déduction, est selon le cas :

- celle qui figure sur les factures délivrées par les fournisseurs légalement autorisés à la mentionner ;
- celle perçue à l'importation justifiée par la présentation d'une quittance émise par les services des Douanes faisant apparaître la taxe effectivement payée ;
- celle qui figure sur les déclarations souscrites par le redevable en cas de livraison à soi-même des biens ou des services.

#### **B/ EXCLUSIONS DU DROIT A DEDUCTION**

Article 243 du CGI : N'ouvre pas droit à déduction la taxe ayant grevé le prix d'une opération non imposable.

N'ouvrent pas non plus droit à déduction :

- les dépenses de restauration, d'hébergement, de spectacle et de réception ;
- les dépenses liées à l'acquisition et l'entretien des véhicules de tourisme;
- les produits pétroliers à l'exception des fiouls lourds utilisés comme combustibles ou agents de fabrication dans les entreprises industrielles sur des appareils fixes;
- les importations de biens et marchandises réexpédiées en l'état;
- les biens cédés sans rémunération ou moyennant une rémunération inférieure à leur prix normal, notamment à titre de commission, salaire, gratification, cadeau, quelle que soit la qualité du bénéficiaire ou la forme de la distribution.
- les prestations de services liées à des biens eux-mêmes exclus du droit à déduction.
- les véhicules et engins, quelle que soit leur nature, conçus ou aménagés pour le transport de personnes ou à usage mixte qui constituent des immobilisations ainsi que leurs éléments constitutifs (pièces détachées et accessoires de ces véhicules ou engins).

Toutefois, l'exclusion ci-dessus mentionnée ne concerne pas :

- \* les véhicules routiers comportant, outre le siège du conducteur, plus de 8 places assises et utilisés par les entreprises pour le transport exclusif de leur personnel;
- \* les immobilisations des entreprises de location de véhicules;
- \* les immobilisations des entreprises de transport public de personnes.

#### C/ LIMITATIONS DU DROIT A DEDUCTION:

##### LE PRORATA

Article 244 du CGI : Les biens et services dont l'utilisation aboutit concurremment à l'obtention de produits ou à la réalisation de services dont les uns sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée et les autres non, ouvrent droit à une déduction partielle calculée par application d'un pourcentage général appelé prorata au montant de la taxe.

Ce calcul s'effectue en deux temps :

1) Le prorata provisoire est constitué par le rapport entre :

- au numérateur, le montant des recettes provenant des opérations pour lesquelles la TVA est déductible et,
- au dénominateur, le montant des recettes provenant de toutes les opérations réalisées, qu'elles soient soumises ou non à la TVA ou que la déduction soit possible ou non.

Les recettes à prendre en compte sont celles de l'année précédente ou les recettes prévisionnelles pour les nouvelles sociétés.

2) Le prorata définitif est arrêté au plus tard le 31 mars suivant l'exercice, sur la base des recettes effectivement réalisées au cours de l'année précédente

Article 245 du CGI: La déduction est de:

- 0% si le pourcentage obtenu est compris entre 0% et 20%
- 30% si le pourcentage obtenu est compris entre 20% et 40%
- 50% si le pourcentage obtenu est compris entre 40% et 60%
- 70% si le pourcentage obtenu est compris entre 60% et 80%
- 100% si le pourcentage obtenu est supérieur à 80%.

**D/ REGULARISATIONS**

Article 246 du CGI : Les entreprises qui cessent leurs activités au bout de cinq ans d'exercice sont redevables d'une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) antérieurement déduite sur leurs immobilisations et sur les biens autres qu'immobilisations qui ne concourent plus à la réalisation d'une opération imposable. Cette fraction est égale au montant de la déduction diminuée d'un cinquième par année ou fraction d'année depuis l'acquisition.

La régularisation est exigée lorsque la cessation d'activité intervient avant le commencement de la quatrième année de l'acquisition.

Le reversement de la taxe sur la valeur ajoutée initialement déduite est intégralement exigé en ce qui concerne les biens et services ne constituant pas des immobilisations lorsque ceux-ci ont été utilisés à des opérations non soumises à la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 247 du CGI: La taxe sur la valeur ajoutée acquittée à l'occasion des ventes ou des services qui sont par la suite résiliés, annulés ou restent impayés peut être récupérée par voie d'imputation sur l'impôt dû pour les opérations faites ultérieurement.

Pour les opérations annulées ou résiliées, la récupération de la taxe acquittée à raison de ces opérations est subordonnée à l'établissement et à l'envoi au client d'une facture nouvelle en remplacement de la facture initiale.

Pour les opérations impayées, lorsque la créance est réellement et définitivement irrécouvrable, la rectification de la facture consiste dans l'envoi d'un duplicata de la facture initiale avec des indications réglementaires surchargées de la mention « facture demeurée impayée pour la somme de (.....) prix hors TVA et pour le montant de (.....) TVA correspondante qui ne peut faire l'objet d'une déduction ».

## **SECTION III :      MODALITES PRATIQUES**

### **PARAGRAPHE I :      LES OBLIGATIONS DES ASSUJETTIS**

Article 248 du CGI: Tout redevable de la taxe sur la valeur ajoutée est tenu de souscrire dans les quinze jours qui suivent le début de son activité, une déclaration d'existence auprès de l'Administration des Impôts. Une déclaration modificative doit également être souscrite lors de toute modification substantielle des conditions d'exercice de l'activité (ouverture d'un établissement secondaire, d'une succursale) dans les quinze jours qui suivent la survenance de l'événement.

Un numéro individuel d'identification fiscale est attribué à chaque redevable par le service des impôts compétent chargé de l'enregistrement des assujettis.

Un redevable ne peut se prévaloir de la qualité d'assujetti qu'après enregistrement et attribution d'un numéro d'identification fiscale.

Article 249 du CGI : Les redevables de la taxe sur la valeur ajoutée qui cessent leur activité ou cèdent leur fonds de commerce doivent, dans les trente jours de cette cessation ou de cette cession, en faire la déclaration auprès du service des impôts compétent.

Article 250 du CGI : Les redevables de la TVA doivent tenir une comptabilité régulière comportant au minimum :

- un livre journal côté et paraphé ;
- un journal des ventes ;
- un journal des achats ;
- un livre d'inventaire.

La comptabilité doit être disponible en République Centrafricaine.

Article 251 du CGI : Tout redevable de la TVA qui livre des biens ou rend des services à un autre redevable, ou qui lui réclame des acomptes, est tenu de délivrer à son client une facture, ou un document en tenant lieu. Cette facture ou ce document doit faire apparaître :

- le nom, l'adresse et le numéro d'identification fiscale de l'assujetti qui délivre la facture;
- la date d'établissement de la facture ;
- la nature de l'opération ;
- le taux d'imposition, le prix hors taxe et la taxe correspondante;
- le nom, l'adresse et le numéro d'identification fiscale du client;
- le numéro de la facture pris dans une série continue.

Article 252 du CGI : Pour les assujettis partiels, les opérations soumises à la taxe sur la valeur ajoutée doivent être distinguées de celles qui n'y sont pas soumises. Pour

chaque opération ayant donné lieu à l'établissement d'une facture, doivent être indiqués:

- le montant non taxable de l'opération;
- le montant taxable, le taux applicable et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 253 du CGI : Les documents comptables ainsi que les pièces justificatives des opérations effectuées par le redevable, notamment les factures d'achat, doivent être conservés pendant un délai de dix ans après l'année au cours de laquelle les opérations ont été constatées dans les écritures comptables.

Ces documents doivent être présentés à toute requête des agents de l'administration fiscale sous peine des sanctions prévues aux articles. 263 et suivants du présent Code.

Article 254 du CGI : La facture délivrée à un non assujetti peut être établie pour un montant toutes taxes comprises.

Article 255 du CGI : Toute personne qui mentionne la taxe sur la valeur ajoutée sur une facture ou sur tout autre document en tenant lieu est redevable de la taxe du seul fait de sa facturation.

Lorsque la facture ou le document ne correspond pas à la livraison d'une marchandise ou à l'exécution d'une prestation de service ou fait état d'un prix non acquitté effectivement par l'acheteur, la taxe est due par la personne qui l'a facturée.

## **PARAGRAPHE II : LA LIQUIDATION ET LE RECOUVREMENT**

Article 256 du CGI : La taxe sur la valeur ajoutée perçue à l'importation est liquidée et recouvrée par l'Administration des Douanes.

La taxe sur la valeur ajoutée doit être obligatoirement déclarée, recouvrée et versée avant l'enlèvement de la marchandise.

Toutefois, la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation n'est pas exigible au vu des déclarations établies dans le cadre des régimes douaniers suspensifs ou sous le régime du crédit d'enlèvement.

Afin de permettre la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation, le redevable concerné doit produire à l'appui de sa demande :

- une déclaration en Douane mentionnant le numéro d'identification fiscale de l'assujetti ;
- une quittance délivrée par les services des douanes précisant le montant de la taxe sur la valeur ajoutée, les droits des douanes et le nom de l'importateur.

Article 257 du CGI : La Direction Générale des Impôts et des Domaines est chargée de la liquidation, du recouvrement et du contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée qui est reversée à la recette des impôts.

La taxe exigible est reversée spontanément chaque mois. Les redevables sont tenus de remettre au service des Impôts compétent une déclaration mensuelle conforme au modèle prescrit par l'Administration. Cette déclaration qui concerne les opérations du mois précédent doit être déposée accompagnée du paiement entre le 1<sup>er</sup> et le 15 du mois suivant celui au cours duquel les opérations ont été effectuées. Elle est souscrite même si aucune affaire n'a été réalisée au cours du mois concerné et est, dans ce cas, revêtue de la mention « NEANT ».

Les exportateurs sont tenus d'annexer à leur déclaration mensuelle les références douanières justificatives des exportations effectuées pendant le mois.

Les régularisations qui découlent des cas de reversements de taxe prévus à l'Article 246 ci-dessus font l'objet d'une déclaration spéciale.

Article 258 du CGI : Lorsque le montant de la taxe déductible au titre d'un mois est supérieur à celui de la taxe exigible, l'excédent constitue un crédit d'impôt imputable sur la taxe exigible pour la période suivante.

Le report de crédit par l'assujetti est limité à douze (12) mois pour compter de la période au cours de laquelle la taxe sur la valeur ajoutée est devenue exigible. Au delà de ce délai, l'Entreprise perd le bénéfice du crédit.

Par exception, les entreprises assujetties réalisant des opérations d'exportation et celles dont le niveau d'investissement est supérieur à cent millions (100.000.000) de francs CFA sont autorisées à reporter leurs crédits sans limitation de durée.

Les entreprises qui exportent, celles qui investissent et les entreprises qui cessent leur activité peuvent également demander le remboursement de leur crédit de TVA. Le droit au remboursement est accordé si ces entreprises présentent un crédit de TVA pendant trois mois consécutifs.

La demande de remboursement est déposée à la Direction Générale des Impôts et des Domaines au cours du mois suivant le trimestre considéré et jointe à la déclaration de TVA. Puis elle est transmise au service de gestion qui l'instruit. En cas d'acceptation, le Receveur Principal des impôts procède au remboursement par chèques bancaires après visa de contrôle du Directeur Général des Impôts et des Domaines dans le mois qui suit celui au cours duquel la demande est acceptée.

Le remboursement est accordé si l'entreprise est à jour dans toutes ses obligations fiscales. Il est plafonné au montant du crédit du dernier mois du trimestre. Un arrêté du Ministre des Finances fixe les modalités d'application de ces remboursements.

Le crédit de TVA dont le remboursement a été demandé ne peut donner lieu à imputation dans la déclaration du mois suivant. Ce crédit est automatiquement annulé, notamment lorsque le remboursement a été rejeté par l'administration des impôts.

Article 259 du CGI : Après authentification de la créance fiscale, le Receveur Principal des impôts a la pleine et entière capacité d'agir en matière de recouvrement. Le receveur des Impôts est responsable du recouvrement des impositions dont il a la charge. Il est tenu de justifier de leur entière réalisation.

Un avis de mise en recouvrement des sommes non acquittées à la date d'échéance est établi sur un imprimé fixé par l'Administration et adressé aux redevables. L'avis de mise en recouvrement est signé et rendu exécutoire par le Receveur Principal ou son intérimaire désigné par le Directeur Général des Impôts et des Domaines.

A défaut de paiement des sommes mentionnées sur l'avis de mise en recouvrement ou de réclamation assortie d'une demande de sursis de paiement avec constitution de garanties, le redevable qui ne régularise pas sa situation dans les huit (8) jours est poursuivi conformément aux textes en vigueur.

Article 260 du CGI : Les dispositions du Code Général des Impôts en vigueur en matière de perception de l'impôt, de sûretés du Trésor, de poursuites et de contentieux sont applicables mutatis mutandis à la taxe sur la valeur ajoutée.

### **PARAGRAPHE III : LE CONTROLE ET LES PROCEDURES DE REDRESSEMENT.**

Article 261 du CGI : Les agents de la Direction Générale des Impôts et des Domaines ayant au moins le grade d'Inspecteur Adjoint sont habilités à constater et à relever toutes les infractions relatives à la Taxe sur la valeur ajoutée quelle que soit la nature des opérations concernées. Ils peuvent être assistés par les agents ayant au moins le grade de contrôleur.

Le contrôle sur place est engagé par les agents dûment mandatés après envoi ou remise en mains d'un avis de vérification. Lorsque le contrôle donne lieu à des redressements, une notification motivée avec accusé de réception est adressée au contribuable, qui dispose d'un délai de huit (8) jours pour faire parvenir son acceptation ou ses observations. Le contribuable accepte les redressements soit expressément en faisant mention de son accord, soit tacitement en s'abstenant de répondre avant l'expiration du délai.

Lorsque le contrôle aboutit à diminuer ou à supprimer un crédit de taxe existant, les pénalités sont calculées sur la totalité du redressement.

Toute personne assujettie à la TVA doit fournir aux agents des impôts compétents, toutes les justifications concernant les opérations imposables.

Article 262 du CGI : Les agents des impôts ayant au moins le grade d'Inspecteur - Adjoint peuvent se faire présenter les factures, la comptabilité matière ainsi que les livres, les registres et les documents professionnels pouvant se rapporter à des opérations ayant donné ou devant donner lieu au paiement de la TVA, les documents de dédouanement se rapportant aux marchandises importées et procéder à la constatation matérielle des éléments physiques à l'exploitation.

A cette fin, ils peuvent accéder pendant les heures d'activité professionnelle de l'assujetti aux locaux à usage professionnel, ainsi qu'aux moyens de transports et à leur chargement.

Article 263 du CGI : Le défaut de présentation des documents énumérés à l'article 262 ci-dessus est constaté par procès-verbal que le contribuable est invité à contre signer. L'absence de justification du paiement de la TVA donne lieu à un rappel effectué dans les conditions définies par la circulaire du Ministre chargé des Finances.

Article 264 du CGI : Le dépôt tardif ou le défaut de déclaration d'existence est sanctionné par la perte du droit à déduction pendant la période de non - déclaration dans les conditions prévues à l'article 241 ci-dessus.

En cas de retard dans le paiement de l'impôt exigible, d'après la déclaration mensuelle, le redevable sera passible d'un intérêt de retard égal à 2% par mois avec un maximum de 50 % de l'impôt qui aurait dû être acquitté.

Article 265 du CGI : Le défaut de production de la déclaration après une mise en demeure, donne lieu à une taxation d'office. Les droits liquidés sont passibles en sus des indemnités de retard, d'une majoration de 25%.

Article 266 du CGI: Toute omission ou insuffisance constatée dans la déclaration mensuelle est sanctionnée par une pénalité de 25%.

Une majoration de 50 % en cas de mauvaise foi et de 100% en cas de manœuvre frauduleuse est appliquée.

Est considéré comme étant de mauvaise foi le contribuable qui, sciemment, a omis de passer des écritures comptables ou qui a passé ou fait passer des écritures inexactes se rapportant à des opérations soumises à la TVA.

Est considérée comme manœuvre frauduleuse, toute action consciente consistant en la mise en œuvre des procédés ayant pour effet soit de faire disparaître ou de réduire la matière imposable, soit d'obtenir des remboursements de TVA injustifiés.

Article 267 du CGI : Le non paiement de la TVA dûment liquidée est passible après mise en demeure des sanctions suivantes:

- 1°- publication dans un journal d'annonces légales des noms des reliquataires ;
- 2°- diffusion à la radio des noms des réfractaires ;
- 3°- fermeture de l'entreprise.
- 4°- saisie ;
- 5°- vente.

En cas de récidive, la contrainte par corps et une peine d'emprisonnement peuvent être prononcées.

Article 268 du CGI : Les infractions concernant les marchandises importées sont constatées, poursuivies et réprimées selon la législation et la réglementation des Douanes en vigueur.

**PARAGRAPHE IV : LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES.**

Article 269 du CGI: Dès lors qu'ils sont soumis à la TVA, les assujettis cessent d'être soumis à la TCA.

Cependant, les sommes perçues par les prestataires de service en paiement des ventes, des travaux ou des services exécutés ou facturés avant la date de mise en application de la TVA, demeurent soumises à la TCA.

Les crédits de TCA à fin juin 2000 sont reportables, après validation, sur la TVA à payer à compter de la date d'instauration de celle-ci jusqu'au 31 décembre 2000. Passé ce délai, le redevable autorisé perd le bénéfice de la déduction.

Toutefois, en attendant l'institution de l'impôt libérateur (impôt synthétique), les personnes visées à l'article 230 seront soumises à la TVA selon le régime du forfait.

**ANNEXE****Liste des biens de première nécessité exonérés de TVA**

| N° du Tarif       | Désignation Tarifaire                                                                                                                                  |
|-------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2937.91.00        | Insuline et ses sels                                                                                                                                   |
| 2930.21.00        | Quinine et ses sels                                                                                                                                    |
| 29.41             | Antibiotiques                                                                                                                                          |
| 30                | Produits pharmaceutiques                                                                                                                               |
| 3007.00.90        | Cire pour art dentaire                                                                                                                                 |
| 3701.10.00        | Plaques et films pour rayons X                                                                                                                         |
| 3702.10.00        | Pellicule pour rayons X                                                                                                                                |
| 40.14             | Articles d'hygiène et de pharmacie en caoutchouc (y compris les tétines, en caoutchouc vulcanisées non durcies, même avec parties en caoutchouc durci) |
| 40.14.10.00       | Préservatifs                                                                                                                                           |
| 40.14.90.00       | Autres articles d'hygiène                                                                                                                              |
| 4015.11.00        | Gants pour la chirurgie                                                                                                                                |
| 4901.10.00        | Livres scolaires                                                                                                                                       |
| 7015.10.00        | Verrerie des lunettes                                                                                                                                  |
| 8419.20.00        | Stérilisateurs médico-chirurgicaux de laboratoires                                                                                                     |
| 87.13             | Fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides                                                                                                  |
| 8714.20.00        | Parties de fauteuils roulants et autres véhicules pour invalides                                                                                       |
| 90.04             | Lunettes (correctrices, protectrices ou autres) et articles similaires                                                                                 |
| 9018.11 à 9022.90 | Appareils médicaux, d'analyses médicales, d'ophtalmologie, etc.                                                                                        |

## B : DISPOSITIONS DOUANIERES

### I/ DE LA VALEUR EN DOUANE

**Article 35 :** La valeur en douane applicable aux importations en République Centrafricaine est la valeur transactionnelle telle que adoptée par l'acte n° 2/98 – UDEAC – CD – 60 du 21 janvier 1997.

**Article 36 :** Les dispositions de l'article 60 de loi n°95.001 arrêtant le budget de la République Centrafricaine pour l'année 1995 sont modifiées ainsi qu'il suit en ce qui concerne la taxe communautaire d'intégration (TCI).

Au lieu de :

Le taux de taxe communautaire d'intégration (TCI) au profit de l'UDEAC est de 1 % sur les marchandises de 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> catégorie et 2 % pour les produits soumis au droit d'accises.

Lire :

Le taux de taxe communautaire d'intégration (TCI) au profit de la CEMAC est de 1,5 % sur les marchandises de 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> catégorie et 2,5 % pour les produits soumis au droit d'accises.

### II/ DES PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE

**Article 37 :** Les dispositions de l'article 24 de la loi des Finances pour l'exercice 1997 qui fixent la valeur imposable des produits de première nécessité en les soumettant au taux réduit de la T.C.A. sont abrogées.

### III/ DROIT D'ACCISES

**Article 38 :** Les dispositions de l'article 23 alinéa 2 de la loi des finances n°97.009 du 02 juillet 1997 sont modifiées ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Le taux du droit d'accises est fixé à 20% majoré de 2% au titre de prélèvement destiné au budget des organismes de l'UDEAC. Il s'applique uniformément au cordon douanier ainsi qu'à l'intérieur et vise les produits énumérés au tarif des douanes et relevant des chapitres et positions tarifaires indiquées ci-dessous.

Lire :

Le taux du droit d'accises est fixé à 20% majoré de 2,5% au titre de prélèvement destiné au budget des organes de la CEMAC. Il s'applique uniformément au cordon douanier ainsi qu'à l'intérieur et vise les produits énumérés au tarif des douanes et relevant des mêmes chapitres et positions tarifaires.

#### **IV/ DES EXONERATIONS**

**Article 39 :** Il est mis fin à toute exonération et franchise sur les tabacs, les alcools et les produits pétroliers.

Toutefois, des mesures particulières seront prises concernant les Chefs de Mission Diplomatiques, Consulaires.

Un arrêté du Ministre chargé des Finances précisera les modalités pratiques de ces dispositions.

#### **V/ DES OBLIGATIONS PREALABLES**

**Article 40 :** Toute opération de dédouanement quelle qu'elle soit, effectuée par qui que ce soit est subordonnée à l'enregistrement et à l'attribution d'un numéro d'identification fiscale par la Direction Générale des Impôts.

**Article 41 :** Les transitaires et les commissionnaires en douane agréés doivent obligatoirement effectuer les opérations de dédouanement en précisant :

- le nom ou la raison sociale de l'importateur ;
- le numéro individuel d'identification fiscale ;
- l'adresse postale et géographique ;
- les numéros de téléphone et de fax.

#### **VI/ DE LA PROFESSION DE COMMISSIONNAIRE EN DOUANE AGREE**

**Article 42 :** L'exercice de la profession de commissionnaire en douane agréée est subordonnée à la souscription, outre la caution bancaire fixée à l'article 6 de l'acte n° 31-CD-1220-UDEAC/CEMAC du 14 décembre 1981 de deux autres cautions du même type dont l'une couvre les crédits d'enlèvement, l'autre les opérations diverses.

Un arrêté du Ministre Chargé des Finances fixe les modalités d'application de ces dispositions.

#### **VII/ DE LA FISCALITE DIAMENTAIRE ET AURIFERE**

**Article 43 :** Sont abrogées les dispositions de l'article 9 de la loi de finances rectificatives pour l'année 1998. Cette abrogation entraîne le rétablissement des dispositions exonératoires contenues dans le Code Minier de la République Centrafricaine.

## VIII/ DES EXPORTATIONS DE BOIS

**Article 44 :** A compter de l'an 2001 les conditions d'exportation de bois sous forme de grumes sont désormais les suivantes :

Pour les sociétés ayant plus de cinq (5) ans d'existence, le quota d'exportation de grumes est équivalent au niveau de transformation locale. A cet effet, le volume de grumes autorisé à l'exportation devra être égal au volume de bois scié exporté.

Pour les sociétés nouvellement créées, ces dispositions ne s'appliquent que cinq (5) années après la date d'attribution de leur permis forestier.

Dans tous les cas, le quota d'exportation des essences dites secondaires à promouvoir n'est pas limité pour le moment.

Les différents quotas seront fixés par arrêté du Ministre chargé des Forêts.



### TITRE III

## DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES.

**Article 45 :** Il est établi une corrélation entre les engagements et la trésorerie de l'Etat, à l'exception des dépenses obligatoires.

Lorsque le Trésor Public accuse un déficit de trésorerie, le Ministre chargé des Finances est tenu de limiter le niveau des engagements des dépenses courantes en dessous du montant du plafonnement mensuel du crédit inscrit.

**Article 46 :** Seules les sociétés ou entreprises légalement constituées, agréées par le service des marchés et pouvant justifier d'une situation fiscale régulière par production d'un quitus délivré conjointement par la Direction Générale des Impôts, la Direction Générale des Douanes et le Trésor Public peuvent être autorisées à soumissionner aux marchés de l'Etat, des organismes de l'Etat ou Para - Etatiques et des collectivités locales.

Dans le cadre de cette procédure, celle de l'appel d'offre ouvert ou restreint est également obligatoire ; les seules exceptions à cette règle sont celles édictées par les textes officiels régissant le régime des marchés publics.

Les marchés sont soumis à la procédure d'enregistrement et au paiement des droits y afférents.

Les seules exceptions sont régies par les actes ou conventions particulières dispensant de ces droits la ou les parties contractantes.

**Article 47 :** Les fournisseurs et prestataires de services doivent avant tout commencement d'exécution des travaux, s'assurer que le bon de commande ou le marché a bien été visé par le Directeur du contrôle financier, sous peine de ne pouvoir prétendre au paiement sur le Budget de l'Etat de leur facture.

**Article 48 :** Le montant maximum autorisé des achats sur facture est fixé comme suit :

|                                                           |                  |
|-----------------------------------------------------------|------------------|
| - dépenses d'alimentations de fournitures et d'équipement | 7.500.000 F CFA  |
| - dépenses de prestation de service                       | 8.500.000 F CFA  |
| - dépenses de travaux                                     | 15.000.000 F CFA |

Au-delà de ces limites, la procédure d'achat sur marché est obligatoire.

**Article 49 :** Au début de chaque exercice, le Ministère des Finances publie la liste des entreprises habilitées à exécuter des travaux pour le compte de l'Etat. Cette liste est révisable tous les six mois. Le visa du Contrôle Financier ne pourra pas être délivré à un fournisseur ne figurant pas sur cette liste.

**Article 50 :** Tout administrateur de crédits ayant certifié un service fait sans que la prestation, la fourniture ou les travaux aient été exécutés sera pécuniairement responsable vis-à-vis de l'Etat du montant du paiement effectué irrégulièrement. Un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'administrateur concerné, sans préjudice des poursuites pénales qui peuvent être menées contre lui.

Tout gestionnaire de caisse d'avance, qui n'aurait pas apuré une précédente dans un délai d'un mois n'a pas droit à une autre. Un ordre de recette sera établi à l'encontre du gestionnaire concerné, trois mois après la décision de création de la caisse d'avance et après un rappel par l'ordonnateur ou le comptable public

A handwritten signature in black ink, consisting of several stylized, overlapping strokes.

## TITRE IV

### DISPOSITIONS PARTICULIERES.

#### A - DES RECETTES D'EXPORTATION

**Article 51 :** Les opérateurs économiques résidant en République Centrafricaine sont tenus d'effectuer le rapatriement d'une partie de leurs recettes d'exportation.

Un arrêté du Ministre Chargé des Finances fixe les modalités d'application de cette disposition.

#### B - DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE DU TRESOR

**Article 52 :** Il est créé quatre comptes d'affectation spéciale du trésor ci-dessous dénommés :

- compte d'affectation spéciale : Droits et taxes sur diamants et or
- compte d'affectation spéciale : Développement forestier et touristique
- compte d'affectation spéciale : aménagement et Equipements urbains
- compte d'affectation spéciale : Redevance informatique.

#### B 1 - DISPOSITIONS COMMUNES

Les opérations sur ces comptes sont prévues, autorisées et exécutées dans les mêmes conditions que les opérations du budget général.

Le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre de ces comptes ne peut à aucun moment excéder le total des recettes encaissées.

#### B 2 - COMPTES D'AFFECTION SPECIALE : DROITS ET TAXES SUR DIAMANTS ET OR :

Les recettes de ce compte sont constituées par :

- Les droits de sortie (DS) à l'exportation des diamants bruts et de l'or ;
- L'impôt minimum forfaitaire (IMF) sur le diamant et l'or ;
- Les taxes de la promotion minière sur le diamant et l'or ;
- Les frais d'expertise d'échantillons d'intérêt géologique et géotechnique autres que le diamant et l'or ;
- Les frais de façonnage d'ouvrages d'or.

- Les subventions d'équilibre en provenance du budget général de l'Etat ;

Le financement des dépenses ci-après, qui sont autorisées sur ce compte se présente ainsi qu'il suit :

- Le service de la dette par le droit de sortie, l'IMF sur diamant et or et la subvention d'équilibre en provenance du budget général de l'Etat.

- Les primes aux évaluateurs, cadres et agents relevant la promotion minière ainsi que le projet de promotion minière sont financés par les taxes de promotion minière, les frais d'expertise d'échantillons d'intérêt géologique et géotechnique autres que le diamant et l'or et les frais de façonnage d'ouvrages d'or.

L'ordonnateur, pour ce qui concerne le service de la dette, et les agents comptables du compte spécial sont nommés par arrêté du Ministre des Finances.

L'ordonnateur des dépenses relatives aux primes aux évaluateurs, cadres et agents relevant la promotion minière ainsi que le projet de promotion minière est nommé par arrêté du Ministre des Mines et de l'Energie.

Les dispositions concernant le fonctionnement et la gestion courante du compte sont prises par arrêté du Ministre des Finances.

### **B 3 - COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE : DEVELOPPEMENT FORESTIER ET TOURISTIQUE :**

- Les recettes de ce compte sont constituées par :
  - Les taxes et redevances forestières, cynégétiques et touristiques ;
  - Les subventions, dons, legs et aides ;
  - Les emprunts ;
  - Les produits de cessions ;
  - Les produits de services rendus ;
- Les dépenses autorisées sur ce compte sont les suivantes ;
  - L'exécution en régie ou en entreprise des programmes de travaux et d'équipement ;
  - Les dépenses de fonctionnement, carburant, matériel et fournitures du compte spécial ;
  - Les contributions nationales aux organisations internationales forestières et touristiques ;
  - Les contreparties nationales au financement des projets .

La répartition des dépenses entre ces quatre postes est fixée annuellement par un arrêté conjoint du Ministre des finances, du Ministre de l'Environnement, des Eaux, Forêts, Chasses et Pêches et du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme.

L'ordonnateur du compte spécial est nommé par décret, sur proposition conjointe du Ministre de l'Environnement, des Eaux, Forêts, Chasses et Pêches et du Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme.

L'agent comptable est nommé par un arrêté du Ministre des Finances, sur proposition du Directeur Général du Trésor.

Les dispositions concernant le fonctionnement et la gestion courante du compte sont fixées par arrêté du Ministre des Finances.

**B 4 - COMPTE D'AFFECTION SPECIALE : AMENAGEMENT ET EQUIPEMENTS URBAINS :**

Les recettes de ce compte sont constituées par :

- Les produits des taxes d'équipement ;
- Les recettes du budget des collectivités locales affectées aux travaux urbains ;
- Les recettes des infractions au permis de construire et aux opérations des cadastres ;
- L'allocation au taux de cinq pour cent du Fonds Routier affecté à l'entretien des voiries urbaines ;
- Les subventions, dons et legs ;
- Les dons ou prêts d'organismes extérieurs consentis à la République Centrafricaine ;
- Les produits de l'activité propre ;

Les dépenses autorisées sur ce compte sont les dépenses d'investissement : travaux, marchés d'études urbaines ou d'aménagement du territoire, contreparties nationales au financement des projets.

L'ordonnateur du compte spécial est nommé par décret sur proposition conjointe du Ministre de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat et des Edifices Publics.

L'agent comptable est nommé par arrêté du Ministre des Finances, sur proposition du Directeur Général du Trésor.

Les dispositions concernant le fonctionnement et la gestion courante du compte sont fixées par arrêté du Ministre des Finances.

**B 5 - COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE : REDEVANCE  
INFORMATIQUE :**

Les recettes de ce compte sont constituées par :

- Le produit de la redevance informatique recouvré par les services de la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects.

Les dépenses autorisées sur ce compte sont les suivantes :

- L'achat d'équipements informatiques des services placés sous l'autorité du Ministre des Finances ;

- La maintenance des systèmes informatiques des services placés sous l'autorité du Ministre des Finances ;

- La formation du personnel du Ministère des Finances en Informatique ;

- Les autres besoins entrant dans la logistique.

L'ordonnateur du compte spécial est nommé par arrêté du Ministre des finances, sur proposition du directeur Général du Trésor.

Les dispositions concernant le fonctionnement et la gestion courante du compte sont fixées par arrêté du Ministre des Finances.

**C - DE LA CHARTE NATIONALE DES INVESTISSEMENTS**

**Article 53 :** En attendant la promulgation de la Charte Nationales des Investissements, toutes les Entreprises nouvelles qui désirent s'installer en République Centrafricaine sont assujetties aux régimes fiscaux et douaniers de la CEMAC.



## TITRE V

### DISPOSITIONS DIVERSES.

**Article 54 :** Un recensement physique général des fonctionnaires et agents de l'Etat doit être effectué au cours de l'année 2000 dans les administrations civiles et militaires.

Un crédit est inscrit au budget des charges communes afin d'assurer le financement de cette opération.

**Article 55 :** Toute nouvelle construction d'un niveau supérieur à cinq (5) étages bénéficie de la détaxe sur l'ensemble des matériaux de construction.

Un arrêté du ministre chargé des Finances fixe les modalités pratiques de cette disposition.

**Article 56 :** Sont autorisés, l'arrêt et l'apurement définitifs des comptes de l'Etat, antérieurs à l'exercice 2 000 sans préjudice des droits constatés.

Un arrêté du Ministre chargé des Finances précise les modalités d'application de la présente disposition.

**Article 57 :** La date limite des engagements de l'Etat pour l'exercice 2000 est fixée au 15 novembre 2000.

**Article 58 :** La date limite des ordonnancements pour l'exercice 2000 est fixée au 31 décembre 2000.

**Article 59 :** Un arrêté du Ministre chargé des Finances déterminera la période complémentaire pour la comptabilisation des dépenses ordonnancées au titre de l'année 2000.

**Article 60 :** Les dispositions des Lois de Finances antérieures non expressément abrogées restent en vigueur.

**Article 61 :** Les dispositions des articles ci-dessus mentionnés prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000 à l'exception de celles se rapportant à la TVA qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2000.

**Article 62 :** La présente Loi sera enregistrée et publiée au Journal Officiel de la République Centrafricaine./-



Fait à BANGUI, le 29 FEV. 2000

Ange - Félix P A T A S S E .-

# **TABLEAU D'EQUILIBRE**

## **GENERAL**

**EQUILIBRE GENERAL DE LA LOI DE FINANCES  
INITIALE 2000**

| <i>(en milliers de F.CFA)</i>                                          | Loi de finances<br>initiale<br>1 999 | Loi de finances<br>rectificative<br>1 999 | Loi de Finances<br>initiale<br>2 000 | Variation<br>2000/1999<br>(%) |
|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|
| <b>Charges:</b>                                                        |                                      |                                           |                                      |                               |
| <b>Dépenses primaires</b>                                              | <b>45 048 926</b>                    | <b>46 638 626</b>                         | <b>49 314 550</b>                    | <b>5,74</b>                   |
| Traitement et salaires                                                 | 26 452 600                           | 26 412 600                                | 26 398 600                           | -0,05                         |
| Biens et services                                                      | 12 772 546                           | 13 477 646                                | 14 706 170                           | 9,12                          |
| Transferts et subventions                                              | 5 823 780                            | 6 748 380                                 | 8 209 780                            | 21,66                         |
| <b>Service de la dette</b>                                             | <b>20 066 610</b>                    | <b>20 066 610</b>                         | <b>30 440 590</b>                    | <b>51,70</b>                  |
| Intérêt                                                                | 6 524 620                            | 6 524 620                                 | 9 481 990                            | 45,33                         |
| Capital                                                                | 13 541 990                           | 13 541 990                                | 20 958 600                           | 54,77                         |
| <b>Dépenses d'équipement</b>                                           | <b>61 779 848</b>                    | <b>61 425 848</b>                         | <b>64 772 000</b>                    | <b>5,45</b>                   |
| Budget de l'Etat                                                       | 18 694 939                           | 18 340 939                                | 12 163 000                           | -33,68                        |
| Financements extérieurs                                                | 43 084 909                           | 43 084 909                                | 52 609 000                           | 22,11                         |
| <b>Total des charges</b>                                               | <b>126 895 384</b>                   | <b>128 131 084</b>                        | <b>144 527 140</b>                   | <b>12,80</b>                  |
| <b>Ressources:</b>                                                     |                                      |                                           |                                      |                               |
| Recettes fiscales                                                      | 52 142 000                           | 53 292 000                                | 56 349 000                           | 5,74                          |
| Revenu des domaines                                                    | 1 200 000                            | 1 200 000                                 | 1 362 940                            | 13,58                         |
| Recettes et produits divers                                            | 6 869 000                            | 6 869 000                                 | 4 775 000                            | -30,48                        |
| Contributions, subventions Fonds de concours et produits participation | 400 000                              | 400 000                                   | 400 000                              | 0,00                          |
| Recettes à affectation spéciale                                        | 5 339 000                            | 4 839 000                                 | 5 129 000                            | 5,99                          |
| Recettes exceptionnelles                                               | 3 000 000                            | 3 498 000                                 | 2 400 000                            | -31,39                        |
| Produits des avalis                                                    | 350 000                              | 350 000                                   | 550 000                              | 57,14                         |
| <b>Ressources propres</b>                                              | <b>69 300 000</b>                    | <b>70 448 000</b>                         | <b>70 965 940</b>                    | <b>0,74</b>                   |
| <b>Ressources extérieures</b>                                          | <b>43 084 909</b>                    | <b>43 084 909</b>                         | <b>52 609 000</b>                    | <b>22,11</b>                  |
| <b>Total des ressources</b>                                            | <b>112 384 909</b>                   | <b>113 532 909</b>                        | <b>123 574 940</b>                   | <b>8,85</b>                   |
| <b>Solde budgétaire</b>                                                | <b>-14 510 475</b>                   | <b>-14 598 175</b>                        | <b>-20 952 200</b>                   | <b>43,53</b>                  |

# **RESSOURCES**

| TABLEAU PREVISIONNEL DETAILLÉ DES RESSOURCES                                    |                   |                   |                   |                      |                |
|---------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| NOMENCLATURE DES RECETTES                                                       | PREVISION<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | PREVISION<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
| <b>RECETTES FISCALES</b>                                                        | <b>52 142 000</b> | <b>53 292 000</b> | <b>56 349 000</b> | <b>3 057 000</b>     | <b>5,7</b>     |
| <b>IMPOTS DIRECTS</b>                                                           | <b>11 562 000</b> | <b>12 062 000</b> | <b>12 645 000</b> | <b>583 000</b>       | <b>4,8</b>     |
| Impôts forfaitaires sur le revenu                                               | 1 360 000         | 1 360 000         | 1 325 000         | -35 000              | -2,6           |
| Impôts sur le revenu                                                            | 4 000 000         | 4 000 000         | 3 600 000         | -400 000             | -10,0          |
| Impôts sur les sociétés                                                         | 1 500 000         | 1 500 000         | 2 300 000         | 800 000              | 53,3           |
| Impôts fonciers                                                                 | 500 000           | 500 000           | 500 000           | 0                    | 0,0            |
| Patentes et Licences                                                            | 1 600 000         | 1 600 000         | 1 900 000         | 300 000              | 18,8           |
| Autres impôts directs                                                           | 2 602 000         | 3 102 000         | 3 020 000         | -82 000              | -2,6           |
| <b>IMPOTS INDIRECTS</b>                                                         | <b>39 659 000</b> | <b>40 309 000</b> | <b>42 733 000</b> | <b>2 424 000</b>     | <b>6,0</b>     |
| Impôts indirects DGID                                                           | 8 575 000         | 8 575 000         | 10 865 000        | 2 290 000            | 26,7           |
| Droits et Taxes à l'importation                                                 | 21 174 000        | 21 724 000        | 24 784 000        | 3 060 000            | 14,1           |
| Droits et Taxes à l'exportation                                                 | 4 020 000         | 4 020 000         | 2 884 000         | -1 136 000           | -28,3          |
| Autres recettes douanières                                                      | 5 890 000         | 5 990 000         | 4 200 000         | -1 790 000           | -29,9          |
| <b>DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRES</b>                                       | <b>760 000</b>    | <b>760 000</b>    | <b>810 000</b>    | <b>50 000</b>        | <b>6,6</b>     |
| <b>TAXES ACCESSOIRES</b>                                                        | <b>161 000</b>    | <b>161 000</b>    | <b>161 000</b>    | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| <b>REVENUS DES DOMAINES</b>                                                     | <b>1 200 000</b>  | <b>1 200 000</b>  | <b>1 362 940</b>  | <b>162 940</b>       | <b>13,6</b>    |
| <b>RECETTES ET PRODUITS DIVERS</b>                                              | <b>6 869 000</b>  | <b>6 869 000</b>  | <b>4 775 000</b>  | <b>-2 094 000</b>    | <b>-30,5</b>   |
| Recettes des exploitations & services                                           | 196 000           | 196 000           | 223 000           | 27 000               | 13,8           |
| Produits divers                                                                 | 1 728 000         | 1 728 000         | 1 128 000         | -600 000             | -34,7          |
| Comptes d'affectation spéciale                                                  | 4 945 000         | 4 945 000         | 3 424 000         | -1 521 000           | -30,8          |
| <b>CONTRIBUTIONS SUBVENTIONS FONDS<br/>DE CONCOURS ET PRODUITS DE PARTICIP.</b> | <b>400 000</b>    | <b>400 000</b>    | <b>400 000</b>    | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| Produits de participation                                                       | 400 000           | 400 000           | 400 000           | 0                    | 0,0            |
| <b>RECETTES A AFFECTATION SPEC.</b>                                             | <b>5 339 000</b>  | <b>4 839 000</b>  | <b>5 129 000</b>  | <b>290 000</b>       | <b>6,0</b>     |
| Fonds Routier                                                                   | 3 156 000         | 2 656 000         | 3 166 000         | 510 000              | 19,2           |
| Autres recettes affectées                                                       | 2 183 000         | 2 183 000         | 1 963 000         | -220 000             | -10,1          |
| <b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>                                                 | <b>3 000 000</b>  | <b>3 498 000</b>  | <b>2 400 000</b>  | <b>-1 098 000</b>    | <b>-31,4</b>   |
| <b>PRODUITS DES AVALS</b>                                                       | <b>350 000</b>    | <b>350 000</b>    | <b>550 000</b>    | <b>200 000</b>       | <b>57,1</b>    |
| <b>TOTAL RESSOURCES</b>                                                         | <b>69 300 000</b> | <b>70 448 000</b> | <b>70 965 940</b> | <b>517 940</b>       | <b>0,7</b>     |

Loi de Finances 2000

| NOMENCLATURE DES RECETTES                              | PREVISION<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | PREVISION<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|--------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <b>TITRE 01 - RECETTES FISCALES</b>                    | <b>52 142 000</b> | <b>53 292 000</b> | <b>56 349 000</b> | <b>3 057 000</b>     | <b>5,7</b>     |
| <b>CHAPITRE 1 - IMPOTS DIRECTS</b>                     | <b>11 562 000</b> | <b>12 062 000</b> | <b>12 645 000</b> | <b>583 000</b>       | <b>4,8</b>     |
| <b>1-01 - Impôts forfaitaires sur le revenu</b>        | <b>1 360 000</b>  | <b>1 360 000</b>  | <b>1 325 000</b>  | <b>-35 000</b>       | <b>-2,6</b>    |
| 1-01-01 - Impôt forfaitaire rev. P.P.                  | 1 300 000         | 1 300 000         | 1 300 000         | 0                    | 0,0            |
| 1-01-02 - Taxe additionnelle                           | 60 000            | 60 000            | 25 000            | -35 000              | -58,3          |
| <b>1-02 - Impôts sur le revenu</b>                     | <b>4 000 000</b>  | <b>4 000 000</b>  | <b>3 600 000</b>  | <b>-400 000</b>      | <b>-10,0</b>   |
| 1-02-01 - Impôt sur le revenu                          | 2 000 000         | 2 000 000         | 1 500 000         | -500 000             | -25,0          |
| 1-02-02 - MF/BIC                                       | 800 000           | 800 000           | 1 000 000         | 200 000              | 25,0           |
| 1-02-04 - Retenus sur Revenus Capitaux Mobiliers (RCM) | 200 000           | 200 000           | 100 000           | -100 000             | -50,0          |
| 1-02-05 - Autres (T/achats Diamants)                   | 1 000 000         | 1 000 000         | 1 000 000         | 0                    | 0,0            |
| <b>1-03 - impôts sur les sociétés</b>                  | <b>1 500 000</b>  | <b>1 500 000</b>  | <b>2 300 000</b>  | <b>800 000</b>       | <b>53,3</b>    |
| 1-03-01 - IMF                                          | 1 000 000         | 1 000 000         | 2 000 000         | 1 000 000            | 100,0          |
| 1-03-02 - Impôts sur les sociétés                      | 500 000           | 500 000           | 300 000           | -200 000             | -40,0          |
| <b>1-04 - Impôts fonciers</b>                          | <b>500 000</b>    | <b>500 000</b>    | <b>500 000</b>    | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| 1-04-01 - Contrib. foncière des propriétés bâties      | 410 000           | 410 000           | 410 000           | 0                    | 0,0            |
| 1-04-02 - Contrib. foncière non bâties                 | 90 000            | 90 000            | 90 000            | 0                    | 0,0            |
| 1-04-03 - Taxe sur terrains à bâtir                    | 0                 | 0                 | 0                 | 0                    | 0,0            |
| <b>1-05 - Patentes et licences</b>                     | <b>1 600 000</b>  | <b>1 600 000</b>  | <b>1 900 000</b>  | <b>300 000</b>       | <b>18,8</b>    |
| 1-05-01 - Contribution des patentes                    | 1 400 000         | 1 400 000         | 1 700 000         | 300 000              | 21,4           |
| 1-05-02 - Contribution des licences                    | 200 000           | 200 000           | 200 000           | 0                    | 0,0            |
| <b>1-06 - Pénalités</b>                                | <b>215 000</b>    | <b>215 000</b>    | <b>320 000</b>    | <b>105 000</b>       | <b>48,8</b>    |
| 1-06-01 - Majoration pour retard                       | 15 000            | 15 000            | 20 000            | 5 000                | 33,3           |
| 1-06-02 - Pénalités D.G.I.D.                           | 200 000           | 200 000           | 300 000           | 100 000              | 50,0           |
| <b>1-07 - Recettes sur exercices antérieurs</b>        | <b>2 387 000</b>  | <b>2 887 000</b>  | <b>2 700 000</b>  | <b>-187 000</b>      | <b>-6,5</b>    |
| 1-07-01 - Recettes sur exercices antérieurs            | 2 387 000         | 2 887 000         | 2 700 000         | -187 000             | -6,5           |

## Loi de Finances 2000

| NOMENCLATURE DES RECETTES                          | PREVISION<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | PREVISION<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|----------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAPITRE 2 - IMPOTS INDIRECTS</b>               | <b>39 659 000</b> | <b>40 309 000</b> | <b>42 733 000</b> | <b>2 424 000</b>     | <b>6,0</b>     |
| <b>2-01 - Taxe sur le CA et Droits d'Accises</b>   | <b>6 700 000</b>  | <b>6 700 000</b>  | <b>8 980 000</b>  | <b>2 280 000</b>     | <b>33,7</b>    |
| 2-01-01 - Taxe sur le chiffre d'affaires           | 5 500 000         | 5 500 000         | 7 460 000         | 1 960 000            | 35,6           |
| 2-01-02 - Droits d'Accises                         | 1 200 000         | 1 200 000         | 1 500 000         | 300 000              | 25,0           |
| <b>2-02 - Autres impôts indirects</b>              | <b>1 625 000</b>  | <b>1 625 000</b>  | <b>1 655 000</b>  | <b>30 000</b>        | <b>1,8</b>     |
| 2-02-01 - Contribution au développement social     | 1 530 000         | 1 530 000         | 1 550 000         | 20 000               | 1,3            |
| 2-02-03 - Taxe sur les transferts de fonds         | 80 000            | 80 000            | 100 000           | 20 000               | 25,0           |
| 2-02-04 - Taxe sur les produits de jeux            | 15 000            | 15 000            | 5 000             | -10 000              | -66,7          |
| <b>2-03 - Pénalités</b>                            | <b>250 000</b>    | <b>250 000</b>    | <b>250 000</b>    | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| 2-03-01 - Pénalités                                | 250 000           | 250 000           | 250 000           | 0                    | 0,0            |
| <b>2-04 - Droits et taxes à l'importation</b>      | <b>21 174 000</b> | <b>21 724 000</b> | <b>24 784 000</b> | <b>3 060 000</b>     | <b>14,1</b>    |
| 2-04-01 - Droits de douanes                        | 5 700 000         | 5 700 000         | 6 970 000         | 1 270 000            | 22,3           |
| 2-04-02 - Droits d'Accises                         | 650 000           | 650 000           | 650 000           | 0                    | 0,0            |
| 2-04-03 - Taxe chiffre d'affaires Import.          | 6 500 000         | 7 050 000         | 8 080 000         | 1 030 000            | 14,6           |
| 2-04-04 - Surtaxe Temporaire                       | 300 000           | 300 000           | 0                 | -300 000             | -100,0         |
| 2-04-05 - Redevance Intérieure spécifique          | 3 700 000         | 3 700 000         | 5 508 000         | 1 808 000            | 48,9           |
| 2-04-06 - Taxe complémentaire Hydrocarbures        | 2 400 000         | 2 400 000         | 1 890 000         | -510 000             | -21,3          |
| 2-04-08 - Taxe sur consommation hydrocarbures      | 1 000 000         | 1 000 000         | 560 000           | -440 000             | -44,0          |
| 2-04-09 - Financement dépôts intérieurs            | 303 000           | 303 000           | 315 000           | 12 000               | 4,0            |
| 2-04-10 - Recherche et exploration                 | 121 000           | 121 000           | 201 000           | 80 000               | 66,1           |
| 2-04-11 - Redev. pour gestion des exonérations     | 350 000           | 350 000           | 10 000            | -340 000             | -97,1          |
| 2-04-13 - Redevance Conseil Centrafricain Chargeur | 150 000           | 150 000           | 100 000           | -50 000              | -33,3          |
| 2-04-14 - Autres perceptions                       | 0                 | 0                 | 500 000           | 500 000              |                |
| <b>2-05 - Droits et taxes à l'exportation</b>      | <b>4 020 000</b>  | <b>4 020 000</b>  | <b>2 884 000</b>  | <b>-1 136 000</b>    | <b>-28,3</b>   |
| 2-05-01 - Droits de sorties autres                 | 3 900 000         | 3 900 000         | 2 884 000         | -1 016 000           | -26,1          |
| 2-05-04 - Taxes diverses à l'exportation           | 120 000           | 120 000           | 0                 | -120 000             | -100,0         |
| <b>2-07 - Autres recettes intérieures</b>          | <b>5 300 000</b>  | <b>5 400 000</b>  | <b>4 400 000</b>  | <b>-1 000 000</b>    | <b>-18,5</b>   |
| 2-07-01 - Produit du contentieux douane            | 300 000           | 300 000           | 400 000           | 100 000              | 33,3           |
| 2-07-02 - Droits sur projets d'investissement      | 5 000 000         | 5 100 000         | 4 000 000         | -1 100 000           | -21,6          |
| <b>2-08 - Recettes sur exercices antérieurs</b>    | <b>590 000</b>    | <b>590 000</b>    | <b>550 000</b>    | <b>-40 000</b>       | <b>-6,8</b>    |
| 2-08-01 - Recettes sur exercices antérieurs        | 590 000           | 590 000           | 550 000           | -40 000              | -6,8           |
| <b>2-09 - Prélèvement sur recettes fiscales</b>    | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>-750 000</b>   | <b>-750 000</b>      |                |
| 2-09-01 - Remboursement crédits TCA SOCOCA         | 0                 | 0                 | -750 000          | -750 000             |                |

| NOMENCLATURE DES RECETTES                    | PREVISION<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | PREVISION<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|----------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 3 - DROITS D'ENREGIST. ET TIMB.</b> | <b>760 000</b>    | <b>760 000</b>    | <b>810 000</b>    | <b>50 000</b>        | <b>6,6</b>     |
| <b>3-01 - Droits d'enregistrement</b>        | <b>550 000</b>    | <b>550 000</b>    | <b>550 000</b>    | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| 3-01-01 - Droits d'enregistrement            | 550 000           | 550 000           | 550 000           | 0                    | 0,0            |
| <b>3-02 - Pénalités</b>                      | <b>30 000</b>     | <b>30 000</b>     | <b>10 000</b>     | <b>-20 000</b>       | <b>-66,7</b>   |
| 3-02-01 - Pénalités                          | 30 000            | 30 000            | 10 000            | -20 000              | -66,7          |
| <b>3-03 - Droits de timbre</b>               | <b>180 000</b>    | <b>180 000</b>    | <b>250 000</b>    | <b>70 000</b>        | <b>38,9</b>    |
| 3-03-01 - Droits de timbre                   | 180 000           | 180 000           | 250 000           | 70 000               | 38,9           |
| <b>CHAPITRE 4 - TAXES ACCESSOIRES</b>        | <b>161 000</b>    | <b>161 000</b>    | <b>161 000</b>    | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| <b>4-01 - Taxes accessoires</b>              | <b>70 000</b>     | <b>70 000</b>     | <b>70 000</b>     | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| 4-01-02 - Taxes sur les armes à feu          | 30 000            | 30 000            | 30 000            | 0                    | 0,0            |
| 4-01-03 - Commissions sur les transferts     | 40 000            | 40 000            | 40 000            | 0                    | 0,0            |
| <b>4-02 - Taxes pour services rendus</b>     | <b>91 000</b>     | <b>91 000</b>     | <b>91 000</b>     | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| 4-02-01 - Délivrance permis de chasse        | 20 000            | 20 000            | 20 000            | 0                    | 0,0            |
| 4-02-03 - Délivrance permis de conduire      | 50 000            | 50 000            | 50 000            | 0                    | 0,0            |
| 4-02-04 - Délivrance de cartes grises        | 15 000            | 15 000            | 15 000            | 0                    | 0,0            |
| 4-02-06 - Autres recettes sur véhicules      | 6 000             | 6 000             | 6 000             | 0                    | 0,0            |

| NOMENCLATURE DES RECETTES                             | PREVISION<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | PREVISION<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <b>TITRE 02 - REVENUS DES DOMAINES</b>                | <b>1 200 000</b>  | <b>1 200 000</b>  | <b>1 362 940</b>  | <b>162 940</b>       | <b>13,6</b>    |
| <b>CHAPITRE 5 - REVENUS DES DOMAINES</b>              | <b>1 200 000</b>  | <b>1 200 000</b>  | <b>1 362 940</b>  | <b>162 940</b>       | <b>13,6</b>    |
| <b>5-01 - Revenus du domaine immobilier</b>           | <b>124 000</b>    | <b>124 000</b>    | <b>109 000</b>    | <b>-15 000</b>       | <b>-12,1</b>   |
| 5-01-02 - Domaine privé                               | 50 000            | 50 000            | 20 000            | -30 000              | -60,0          |
| 5-01-04 - Location de logements                       | 30 000            | 30 000            | 30 000            | 0                    | 0,0            |
| 5-01-05 - Taxe de publicité foncière                  | 30 000            | 30 000            | 51 500            | 21 500               | 71,7           |
| 5-01-08 - Taxe domaniale                              | 8 000             | 8 000             | 5 000             | -3 000               | -37,5          |
| 5-01-09 - Bornages                                    | 6 000             | 6 000             | 2 500             | -3 500               | -58,3          |
| <b>5-02 - Revenus eaux, forêts, pêche, chasse</b>     | <b>988 000</b>    | <b>988 000</b>    | <b>1 222 940</b>  | <b>234 940</b>       | <b>23,8</b>    |
| 5-02-01 - Recettes forestières (taxe abat. et loyer)  | 875 000           | 875 000           | 1 126 440         | 251 440              | 28,7           |
| 5-02-02 - Taxes d'abattage chasseurs résidents        | 3 000             | 3 000             | 3 000             | 0                    | 0,0            |
| 5-02-03 - Taxes d'abattage non résidents              | 82 000            | 82 000            | 87 500            | 5 500                | 6,7            |
| 5-02-04 - Vente cornes et peaux                       | 3 000             | 3 000             | 3 000             | 0                    | 0,0            |
| 5-02-05 - Transactions forêts et chasses (ristournes) | 3 000             | 3 000             | 3 000             | 0                    | 0,0            |
| 5-02-06 - Taxe d'amodiation domaines de chasse        | 22 000            | 22 000            | 0                 | -22 000              | -100,0         |
| <b>5-03 - Revenus des mines</b>                       | <b>76 000</b>     | <b>76 000</b>     | <b>20 000</b>     | <b>-56 000</b>       | <b>-73,7</b>   |
| 5-03-01 - Domaine minier                              | 26 000            | 26 000            | 20 000            | -6 000               | -23,1          |
| 5-03-02 - Saisies du service des mines                | 50 000            | 50 000            | 0                 | -50 000              | -100,0         |
| <b>5-04 - Revenus mobiliers</b>                       | <b>12 000</b>     | <b>12 000</b>     | <b>11 000</b>     | <b>-1 000</b>        | <b>-8,3</b>    |
| 5-04-01 - Revenus des biens mobiliers                 | 11 000            | 11 000            | 10 000            | -1 000               | -9,1           |
| 5-04-02 - Recettes du journal officiel                | 1 000             | 1 000             | 1 000             | 0                    | 0,0            |

| NOMENCLATURE DES RECETTES                            | PREVISION<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | PREVISION<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <b>TITRE 03 - RECETTES ET PRODUITS DIVERS</b>        | <b>6 869 000</b>  | <b>6 869 000</b>  | <b>4 775 000</b>  | <b>-2 094 000</b>    | <b>-30,5</b>   |
| <b>CHAP. 6 - RECETTES D'EXPLOITATION DES SERV.</b>   | <b>196 000</b>    | <b>196 000</b>    | <b>223 000</b>    | <b>27 000</b>        | <b>13,8</b>    |
| <b>6-02 - Services de l'élevage</b>                  | 1 000             | 1 000             | 1 000             | 0                    | 0,0            |
| 6-02-01 - Services de l'élevage                      | 1 000             | 1 000             | 1 000             | 0                    | 0,0            |
| <b>6-03 - Service de santé publique</b>              | 40 000            | 40 000            | 40 000            | 0                    | 0,0            |
| 6-03-01 - Produits journées hospitalisation (public) | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,0            |
| 6-03-02 - Produits journées hospitalisation (privé)  | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,0            |
| 6-03-03 - Reversement honoraires                     | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,0            |
| 6-03-04 - Prod. cession hôpitaux (analyses, radios)  | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,0            |
| <b>6-04 - Services judiciaires et pénitentiaires</b> | 3 000             | 3 000             | 30 000            | 27 000               | 900,0          |
| 6-04-02 - Amendes et frais de justice                | 3 000             | 3 000             | 30 000            | 27 000               | 900,0          |
| <b>6-07 - Service des travaux publics</b>            | 2 000             | 2 000             | 2 000             | 0                    | 0,0            |
| 6-07-02 - Garages régionaux fiches vérif. techn.     | 2 000             | 2 000             | 2 000             | 0                    | 0,0            |
| <b>6-08 - Services de l'urbanisme</b>                | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,0            |
| 6-08-01 - Recettes du cadastre                       | 1 000             | 1 000             | 1 000             | 0                    | 0,0            |
| 6-08-02 - Ordonnances arbitrales et autres           | 9 000             | 9 000             | 9 000             | 0                    | 0,0            |
| <b>6-09 - Services Radio / Télévision</b>            | 60 000            | 60 000            | 60 000            | 0                    | 0,0            |
| 6-09-01 - Communiqués                                | 40 000            | 40 000            | 40 000            | 0                    | 0,0            |
| 6-09-02 - Publicités                                 | 20 000            | 20 000            | 20 000            | 0                    | 0,0            |
| <b>6-10 - Services Education National</b>            | 80 000            | 80 000            | 80 000            | 0                    | 0,0            |
| 6-10-01 - Droits d'inscription                       | 30 000            | 30 000            | 30 000            | 0                    | 0,0            |
| 6-10-02 - droits d'examen                            | 50 000            | 50 000            | 50 000            | 0                    | 0,0            |

## Loi de Finances 2000

| NOMENCLATURE DES RECETTES                                                             | PREVISION<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | PREVISION<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAPITRE 7 - PRODUITS DIVERS</b>                                                   | <b>1 728 000</b>  | <b>1 728 000</b>  | <b>1 128 000</b>  | <b>-600 000</b>      | <b>-34,7</b>   |
| <b>7-01 - Amendes et transactions</b>                                                 | <b>28 000</b>     | <b>28 000</b>     | <b>8 000</b>      | <b>-20 000</b>       | <b>-71,4</b>   |
| 7-01-01 - Amendes forfaitaires police gendarmerie                                     | 25 000            | 25 000            | 5 000             | -20 000              | -80,0          |
| 7-01-02 - Transactions du contrôle économique                                         | 3 000             | 3 000             | 3 000             | 0                    | 0,0            |
| <b>7-02 - Produits divers</b>                                                         | <b>250 000</b>    | <b>250 000</b>    | <b>0</b>          | <b>-250 000</b>      | <b>-100,0</b>  |
| 7-02-01 - Produits divers                                                             | 250 000           | 250 000           | 0                 | -250 000             | -100,0         |
| <b>7-03 - Sureté aéroport</b>                                                         | <b>50 000</b>     | <b>50 000</b>     | <b>70 000</b>     | <b>20 000</b>        | <b>40,0</b>    |
| 7-03-01 - Sureté aéroport                                                             | 50 000            | 50 000            | 70 000            | 20 000               | 40,0           |
| <b>7-04 - Taxe Cession Diam. Tail. Priv.</b>                                          | <b>50 000</b>     | <b>50 000</b>     | <b>50 000</b>     | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| 7-04-01 - Taxe Cession Diamants Taileries Privées                                     | 50 000            | 50 000            | 50 000            | 0                    | 0,0            |
| <b>7-05 - Retenues et reversement sur pensions</b>                                    | <b>350 000</b>    | <b>350 000</b>    | <b>0</b>          | <b>-350 000</b>      | <b>-100,0</b>  |
| 7-05-01 - Retenues et reversement sur pensions                                        | 350 000           | 350 000           | 0                 | -350 000             | -100,0         |
| <b>7-06 - Produits d'investissement</b>                                               | <b>900 000</b>    | <b>900 000</b>    | <b>900 000</b>    | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| 7-06-01 - Produits d'investissement                                                   | 900 000           | 900 000           | 900 000           | 0                    | 0,0            |
| <b>7-07 - Redevance Statistique</b>                                                   | <b>100 000</b>    | <b>100 000</b>    | <b>100 000</b>    | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| 7-07-01 - Redevance Statistique                                                       | 100 000           | 100 000           | 100 000           | 0                    | 0,0            |
| <b>CHAPITRE 8 - COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>                                    | <b>4 945 000</b>  | <b>4 945 000</b>  | <b>3 424 000</b>  | <b>-1 521 000</b>    | <b>-30,8</b>   |
| <b>8-01 - Compte d'Affectation Spéciale Droits et Taxes sur diamants et or</b>        | <b>3 525 000</b>  | <b>3 525 000</b>  | <b>2 000 000</b>  | <b>-1 525 000</b>    | <b>-43,3</b>   |
| 8-01-01 - Droits de sortie diamant et or                                              | 2 000 000         | 2 000 000         | 1 200 000         | -800 000             | -40,0          |
| 8-01-02 - IMF sur diamants et or                                                      | 1 200 000         | 1 200 000         | 600 000           | -600 000             | -50,0          |
| 8-01-03 - Taxes de promotion minière                                                  | 325 000           | 325 000           | 200 000           | -125 000             | -38,5          |
| <b>8-02 - Compte d'Affectation Spéciale de développement Forestier et Touristique</b> | <b>960 000</b>    | <b>960 000</b>    | <b>950 000</b>    | <b>-10 000</b>       | <b>-1,0</b>    |
| 8-02-01 - Produits Dévelop. Forestier Tourist.                                        | 960 000           | 960 000           | 950 000           | -10 000              | -1,0           |
| <b>8-03 - Compte d'Affectation Spéciale Equipement Urbain</b>                         | <b>100 000</b>    | <b>100 000</b>    | <b>114 000</b>    | <b>14 000</b>        | <b>14,0</b>    |
| 8-03-01 - Aménagement et Equipements urbains                                          | 100 000           | 100 000           | 114 000           | 14 000               | 14,0           |
| <b>8-04 - Compte d'Affectation Spéciale Redevance Informatique</b>                    | <b>360 000</b>    | <b>360 000</b>    | <b>360 000</b>    | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| 8-04-01 - Redevance Informatique Finances                                             | 360 000           | 360 000           | 360 000           | 0                    | 0,0            |

| NOMENCLATURE DES RECETTES                                                                     | PREVISION<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | PREVISION<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <b>TITRE 4 - CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS</b><br>FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS PARTICIPATION    | 400 000           | 400 000           | 400 000           | 0                    | 0,0            |
| <b>CHAPITRE 9 - CONTRIBUTIONS, SUBVENTIONS</b><br>FONDS DE CONCOURS ET PRODUITS PARTICIPATION | 400 000           | 400 000           | 400 000           | 0                    | 0,0            |
| <b>9-01- Produit Participation</b>                                                            | 400 000           | 400 000           | 400 000           | 0                    | 0,0            |
| 9-01-01 - Produit Participation                                                               | 200 000           | 200 000           | 200 000           | 0                    | 0,0            |
| 9-01-02 - Dividendes BEAC                                                                     | 200 000           | 200 000           | 200 000           | 0                    | 0,0            |
| <b>TITRE 6 - RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>                                                     | 3 000 000         | 3 498 000         | 2 400 000         | -1 098 000           | -31,4          |
| <b>CHAPITRE 10 - RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>                                                 | 3 000 000         | 3 498 000         | 2 400 000         | -1 098 000           | -31,4          |
| 10-(1-01 - Vente de participation                                                             | 3 000 000         | 3 000 000         | 2 400 000         | -600 000             | -20,0          |
| 10-(1-03 - Fonds de Concours                                                                  | 0                 | 498 000           | 0                 | -498 000             |                |
| <b>TITRE 7 - PRODUITS DES AVALS</b>                                                           | 350 000           | 350 000           | 550 000           | 200 000              | 57,1           |
| <b>CHAPITRE 11 - REMBOURSEMENT SUR AVALS</b>                                                  | 350 000           | 350 000           | 550 000           | 200 000              | 57,1           |
| 11-(1-01 - Remboursements sociétés d'Etat                                                     | 200 000           | 200 000           | 400 000           | 200 000              | 100,0          |
| 11-(1-02 - Autres remboursements                                                              | 150 000           | 150 000           | 150 000           | 0                    | 0,0            |

| NOMENCLATURE DES RECETTES                           | PREVISION<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | PREVISION<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-----------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <b>TITRE 8 - RECETTES A AFFECTATION SPECIALE</b>    | <b>5 339 000</b>  | <b>4 839 000</b>  | <b>5 129 000</b>  | <b>290 000</b>       | <b>6,0</b>     |
| <b>CHAP. 12 - RECETTES A AFFECTATION SPECIALE</b>   | <b>5 339 000</b>  | <b>4 839 000</b>  | <b>5 129 000</b>  | <b>290 000</b>       | <b>6,0</b>     |
| <b>12-02 - Fonds Routier</b>                        | <b>3 156 000</b>  | <b>2 656 000</b>  | <b>3 166 000</b>  | <b>510 000</b>       | <b>19,2</b>    |
| 12-02-01 - Redevance d'usage routier                | 2 280 000         | 2 280 000         | 2 430 000         | 150 000              | 6,6            |
| 12-02-02 - Amend surch véhic. Pont basc             | 100 000           | 100 000           | 160 000           | 60 000               | 30,0           |
| 12-02-03 - Taxe à l'essieu                          | 96 000            | 96 000            | 100 000           | 4 000                | 4,2            |
| 12-02-04 - Prestations DMTP                         | 150 000           | 150 000           | 100 000           | -50 000              | -33,3          |
| 12-02-05 - Bacs                                     | 6 000             | 6 000             | 6 000             | 0                    | 0,0            |
| 12-02-06 - Recettes diverses                        | 24 000            | 24 000            | 20 000            | -4 000               | -16,7          |
| 12-02-07 - Péages routiers                          | 500 000           | 0                 | 350 000           | 350 000              |                |
| <b>12-03- Taxe Communautaire CEMAC</b>              | <b>153 000</b>    | <b>153 000</b>    | <b>433 000</b>    | <b>280 000</b>       | <b>183,0</b>   |
| 12-03-01 - Taxe Communautaire d'intégration         | 120 000           | 120 000           | 400 000           | 280 000              | 233,3          |
| 12-03-02 - Taxe de Préférence Communautaire         | 33 000            | 33 000            | 33 000            | 0                    | 0,0            |
| <b>12-04 - Recettes des hopitaux</b>                | <b>2 000 000</b>  | <b>2 000 000</b>  | <b>1 500 000</b>  | <b>-500 000</b>      | <b>-25,0</b>   |
| 12-04-01 - Ventes des médicaments                   | 1 000 000         | 1 000 000         | 1 000 000         | 0                    | 0,0            |
| 12-04-02 - Recettes des hopitaux                    | 1 000 000         | 1 000 000         | 500 000           | -500 000             | -50,0          |
| <b>12-05 - Produits Interprof. Dévelop. Elevage</b> | <b>30 000</b>     | <b>30 000</b>     | <b>30 000</b>     | <b>0</b>             | <b>0,0</b>     |
| 12-05-01 - Produits Interprof. Dévelop. Elevage     | 30 000            | 30 000            | 30 000            | 0                    | 0,0            |
| <b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>                         | <b>69 300 000</b> | <b>70 448 000</b> | <b>70 965 940</b> | <b>517 940</b>       | <b>0,7</b>     |

**DEPENSES DE  
FONCTIONNEMENT**

| DEPENSES BUDGETAIRES TABLEAU DE SYNTHESE    |                    |                    |                    |                      |                |
|---------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------|----------------|
| REPARTITION DES DEPENSES<br>PAR DESTINATION | CREDITS<br>1999    | COLLECTIF<br>1999  | CREDITS<br>2000    | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
| <b>DEPENSES PRIMAIRES</b>                   | <b>45 048 926</b>  | <b>46 638 626</b>  | <b>49 314 550</b>  | <b>2 675 924</b>     | <b>5,74</b>    |
| <b>Traitement et Salaires</b>               | <b>26 452 600</b>  | <b>26 412 600</b>  | <b>26 398 600</b>  | <b>-14 000</b>       | <b>-0,05</b>   |
| Personnel Titulaire                         | 25 529 614         | 25 529 614         | 25 523 614         | -6 000               | -0,02          |
| Personnel Temporaire                        | 922 986            | 882 986            | 874 986            | -8 000               | -0,91          |
| <b>Biens et Services</b>                    | <b>12 772 546</b>  | <b>13 477 646</b>  | <b>14 706 170</b>  | <b>1 228 524</b>     | <b>9,12</b>    |
| Fonds spéciaux                              | 166 550            | 166 550            | 166 550            | 0                    | 0,00           |
| Frais de mission                            | 245 000            | 353 000            | 350 000            | -3 000               | -0,85          |
| Frais de transport                          | 647 000            | 885 100            | 750 000            | -135 100             | -15,26         |
| Location immeubles                          | 350 000            | 475 000            | 475 000            | 0                    | 0,00           |
| Consommations publiques                     | 1 589 425          | 1 589 425          | 1 590 425          | 1 000                | 0,06           |
| Autres (matériels et fournitures)           | 9 774 571          | 10 008 571         | 11 374 195         | 1 365 624            | 13,64          |
| <b>Transferts et Subventions</b>            | <b>5 823 780</b>   | <b>6 748 380</b>   | <b>8 209 780</b>   | <b>1 461 400</b>     | <b>21,66</b>   |
| Pensions et OCSS                            | 921 400            | 921 400            | 2 864 400          | 1 943 000            | 210,87         |
| Bourses                                     | 1 433 380          | 1 483 380          | 1 483 380          | 0                    | 0,00           |
| Organismes nationaux                        | 2 879 000          | 3 748 000          | 2 829 000          | -919 000             | -24,52         |
| Organismes internationaux                   | 590 000            | 595 600            | 1 033 000          | 437 400              | 73,44          |
| <b>SERVICE DE LA DETTE</b>                  | <b>20 066 610</b>  | <b>20 066 610</b>  | <b>30 440 590</b>  | <b>10 373 980</b>    | <b>51,70</b>   |
| <b>1°) Intérêts</b>                         | <b>6 524 620</b>   | <b>6 524 620</b>   | <b>9 481 990</b>   | <b>2 957 370</b>     | <b>45,33</b>   |
| <b>Extérieurs</b>                           | <b>4 386 970</b>   | <b>4 386 970</b>   | <b>8 086 090</b>   | <b>3 699 120</b>     | <b>84,32</b>   |
| Dette multilatérale                         | 1 670 440          | 1 670 440          | 3 960 350          | 2 289 910            | 137,08         |
| Dette bilatérale                            | 2 716 530          | 2 716 530          | 4 125 740          | 1 409 210            | 51,88          |
| <b>Intérieurs</b>                           | <b>2 137 650</b>   | <b>2 137 650</b>   | <b>1 395 900</b>   | <b>-741 750</b>      | <b>-34,70</b>  |
| Commission FMI                              | 142 310            | 142 310            | 70 560             | -71 750              | -50,42         |
| BEAC                                        | 1 760 000          | 1 760 000          | 1 090 000          | -670 000             | -38,07         |
| Banques commerciales                        | 135 340            | 135 340            | 135 340            | 0                    | 0,00           |
| Autres                                      | 100 000            | 100 000            | 100 000            | 0                    | 0,00           |
| <b>2°) Capital</b>                          | <b>13 541 990</b>  | <b>13 541 990</b>  | <b>20 958 600</b>  | <b>7 416 610</b>     | <b>54,77</b>   |
| Extérieur                                   | 10 526 860         | 10 526 860         | 19 360 510         | 8 833 650            | 83,92          |
| Intérieur                                   | 3 015 130          | 3 015 130          | 1 598 090          | -1 417 040           | -47,00         |
| <b>DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>                | <b>61 779 848</b>  | <b>61 425 848</b>  | <b>64 772 000</b>  | <b>3 346 152</b>     | <b>5,45</b>    |
| <b>Budget de l'Etat</b>                     | <b>18 694 939</b>  | <b>18 340 939</b>  | <b>12 163 000</b>  | <b>-6 177 939</b>    | <b>-33,68</b>  |
| Droits de douanes Projets                   | 5 000 000          | 5 000 000          | 4 000 000          | -1 000 000           | -20,00         |
| Budget Extraordinaire en capital            | 13 694 939         | 13 340 939         | 8 163 000          | -5 177 939           | -38,81         |
| <b>Financements extérieurs</b>              | <b>43 084 909</b>  | <b>43 084 909</b>  | <b>52 609 000</b>  | <b>9 524 091</b>     | <b>22,11</b>   |
| Subventions                                 | 42 350 909         | 42 350 909         | 49 409 000         | 7 058 091            | 16,67          |
| Prêts                                       | 734 000            | 734 000            | 3 200 000          | 2 466 000            | 335,97         |
| <b>DEPENSES TOTALES</b>                     | <b>126 895 384</b> | <b>128 131 084</b> | <b>144 527 140</b> | <b>16 396 056</b>    | <b>12,80</b>   |

| VENTILATION DES CREDITS PAR MINISTERE                                |                   |                   |                   |                      |                |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| REPARTITION DES DEPENSES<br>PAR DESTINATION                          | CREDITS<br>1999   | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000   | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
| <b>TITRE 1 : DETTE PUBLIQUE</b>                                      | <b>20 066 610</b> | <b>20 066 610</b> | <b>30 440 590</b> | <b>10 373 980</b>    | <b>51,70</b>   |
| <b>TITRE 2 : MOYENS DES SERVICES</b>                                 | <b>36 536 846</b> | <b>36 606 846</b> | <b>37 434 870</b> | <b>828 024</b>       | <b>2,26</b>    |
| dont :                                                               |                   |                   |                   |                      |                |
| - MASSE SALARIALE                                                    | 26 452 600        | 26 412 600        | 26 398 600        | -14 000              | -0,05          |
| - DEPENSES COURANTES ET DIVERSES                                     | 10 084 246        | 10 194 246        | 11 036 270        | 842 024              | 8,26           |
| Présidence                                                           | 976 400           | 1 026 400         | 1 050 200         | 23 800               | 2,32           |
| Assemblée Nationale                                                  | 1 301 811         | 1 316 811         | 1 709 210         | 392 399              | 29,80          |
| Primature                                                            | 243 500           | 258 500           | 308 950           | 50 450               | 19,52          |
| Cour Constitutionnelle                                               | 19 300            | 19 300            | 19 300            | 0                    | 0,00           |
| Min. des Transports, Aviation Civile et du Désenclavement            | 31 400            | 31 400            | 31 400            | 0                    | 0,00           |
| Min. de l'Intérieur                                                  | 266 950           | 266 950           | 282 200           | 15 250               | 5,71           |
| Min. du Commerce, de l'Industrie et Promo du Secteur Privé           | 53 625            | 53 625            | 50 000            | -3 625               | -6,76          |
| Min. des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies        | 0                 | 0                 | 11 500            | 11 500               |                |
| Min. de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire               | 63 610            | 63 610            | 63 610            | 0                    | 0,00           |
| Min. de la Justice Garde des Sceaux                                  | 175 650           | 175 650           | 176 250           | 600                  | 0,34           |
| Min. de la Défense                                                   | 1 037 750         | 1 037 750         | 1 037 750         | 0                    | 0,00           |
| Min. des Finances et Budget                                          | 547 600           | 557 600           | 562 600           | 5 000                | 0,90           |
| Min. des Affaires Étrangères et de la Francophonie                   | 656 300           | 656 300           | 656 300           | 0                    | 0,00           |
| Min. de l'Enseignement Supérieur et des Recherche Scientifiques      | 584 950           | 584 950           | 584 950           | 0                    | 0,00           |
| Min. de l'Éducation Nationale                                        | 1 443 600         | 1 443 600         | 1 488 600         | 45 000               | 3,12           |
| Min. des Mines et de l'Énergie                                       | 34 375            | 34 375            | 34 375            | 0                    | 0,00           |
| Min. de l'Économie, du Plan et Coop. Intern.                         | 135 900           | 135 900           | 135 900           | 0                    | 0,00           |
| Min. de l'Emploi de la Fonct. Pub. et Form. Prof.                    | 53 300            | 53 300            | 51 550            | -1 750               | -3,28          |
| Min. de la Promo. de la Cult. Civ. Chargé Relations avec Parlement   | 15 800            | 15 800            | 22 000            | 6 200                | 39,24          |
| Min. de la Communication                                             | 190 225           | 210 225           | 201 425           | -8 800               | -4,19          |
| Min. de la Jeunesse et des Sports                                    | 62 800            | 62 800            | 62 800            | 0                    | 0,00           |
| Min. des Aff. Sociales, de la Promo. de la Famille et des Handicapés | 120 175           | 120 175           | 116 675           | -3 500               | -2,91          |
| Min. de la Santé et de la Population                                 | 1 835 600         | 1 835 600         | 2 070 600         | 235 000              | 12,80          |
| Min. de l'Agriculture et Elevage                                     | 135 600           | 135 600           | 138 600           | 3 000                | 2,21           |
| Min. de la Culture                                                   | 24 925            | 24 925            | 24 925            | 0                    | 0,00           |
| Min. du Tourisme                                                     | 0                 | 0                 | 26 500            | 26 500               |                |
| Min. de l' Environ. Eaux, Forêts, Chasses et Pêches                  | 42 800            | 42 800            | 42 800            | 0                    | 0,00           |
| Min. de l'Urbanisme, de l'Habitat et Edifices Publics                | 30 300            | 30 300            | 30 300            | 0                    | 0,00           |
| Min. Chargé de la Relation avec le Monde Arabe                       | 0                 | 0                 | 30 000            | 30 000               |                |
| Conseil Economique et Social                                         | 0                 | 0                 | 15 000            | 15 000               |                |
| <b>TITRE 3 : DEPENSES COMMUNES</b>                                   | <b>2 688 300</b>  | <b>3 283 400</b>  | <b>3 669 900</b>  | <b>386 500</b>       | <b>11,77</b>   |
| Dépenses courantes et diverses                                       | 1 796 300         | 2 045 300         | 2 569 900         | 524 600              | 25,65          |
| Frais de mission                                                     | 245 000           | 353 000           | 350 000           | -3 000               | -0,85          |
| Frais de transport                                                   | 647 000           | 885 100           | 750 000           | -135 100             | -15,26         |
| <b>TITRE 4 : INTERVENTIONS DE L'ETAT</b>                             | <b>5 823 780</b>  | <b>6 748 380</b>  | <b>8 209 780</b>  | <b>1 461 400</b>     | <b>21,66</b>   |
| Transferts Organismes nationaux                                      | 3 800 400         | 4 669 400         | 5 693 400         | 1 024 000            | 21,93          |
| Transferts Organismes internationaux                                 | 590 000           | 595 600           | 1 033 000         | 437 400              | 73,44          |
| Bourses et Frais annexes                                             | 1 433 380         | 1 483 380         | 1 483 380         | 0                    | 0,00           |
| <b>TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT</b>                                | <b>65 115 536</b> | <b>66 705 236</b> | <b>79 755 140</b> | <b>13 049 904</b>    | <b>19,56</b>   |
| <b>DEPENSES COURANTES HORS DETTE</b>                                 | <b>45 048 926</b> | <b>46 638 626</b> | <b>49 314 550</b> | <b>2 675 924</b>     | <b>5,74</b>    |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                            | CREDITS<br>1999   | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000   | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <b>TITRE II : MOYENS DES SERVICES</b>                | <b>36 536 846</b> | <b>36 606 846</b> | <b>37 434 870</b> | <b>828 024</b>       | <b>2,26</b>    |
| <b>CHAP. 1 - PRESIDENCE</b>                          | <b>1 571 460</b>  | <b>1 621 460</b>  | <b>1 645 260</b>  | <b>23 800</b>        | <b>1,47</b>    |
| <b>1-10 - Personnel</b>                              | <b>595 060</b>    | <b>595 060</b>    | <b>595 060</b>    | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 1-10-10 - Personnel titulaire                        | 575 000           | 575 000           | 575 000           | 0                    | 0,00           |
| 1-10-98 - Personnel appui Présidence                 | 20 060            | 20 060            | 20 060            | 0                    | 0,00           |
| <b>1-15 - Dépenses courantes et diverses</b>         | <b>976 400</b>    | <b>1 026 400</b>  | <b>1 050 200</b>  | <b>23 800</b>        | <b>2,32</b>    |
| 1-15-13 - Hotel Chef de L'ETAT                       | 23 000            | 23 000            | 23 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-14 - Direction de Cabinet                       | 3 000             | 3 000             | 5 000             | 2 000                | 66,67          |
| 1-15-15 - Cabinet militaire                          | 2 500             | 2 500             | 2 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-16 - Secrétariat général                        | 5 000             | 5 000             | 5 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-17 - Conseillers                                | 2 000             | 2 000             | 2 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-18 - Direction protocole Etat                   | 1 500             | 1 500             | 1 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-19 - Grande Chancellerie                        | 1 000             | 1 000             | 1 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-20 - Presse Présidentielle                      | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-21 - Archives Nationales                        | 1 500             | 1 500             | 1 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-22 - Palais de la Renaissance entretien         | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-23 - Parcs et jardins entretiens                | 1 000             | 1 000             | 1 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-24 - Parc présidentiel d'AVAKABA (entretien)    | 4 500             | 4 500             | 4 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-25 - Parc auto présidentiel                     | 11 600            | 11 600            | 11 600            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-26 - Avions Présidentiels                       | 29 000            | 29 000            | 29 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-27 - Réceptions Palais de la Renaissance        | 15 000            | 15 000            | 15 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-28 - Fonds spéciaux                             | 135 000           | 135 000           | 135 000           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-29 - Accueil personnalités de passage           | 7 000             | 7 000             | 7 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-30 - Entretien Mausolée B. BOGANDA              | 600               | 600               | 600               | 0                    | 0,00           |
| 1-15-31 - Cabinet Inspecteur général Etat            | 2 000             | 2 000             | 2 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-32 - Inspection Générale Etat                   | 8 500             | 8 500             | 8 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-33 - Conseil discipline commission épuration    | 800               | 800               | 800               | 0                    | 0,00           |
| 1-15-34 - Alimentation Services spéciaux sécurité    | 225 000           | 225 000           | 225 000           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-35 - Sécurité aéroport                          | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-36 - Fonctionnement Services Spéciaux Sécurité  | 0                 | 0                 | 5 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-37 - Conseil de l'ordre                         | 650               | 650               | 650               | 0                    | 0,00           |
| 1-15-38 - Haut Com.chargé decent.et régionalisation  | 2 000             | 2 000             | 0                 | -2 000               | -100,00        |
| 1-15-39 - Carburant Haut Commissariat                | 1 200             | 1 200             | 0                 | -1 200               | -100,00        |
| 1-15-40 - Comité de lutte contre l'incendie          | 1 800             | 1 800             | 1 800             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-41 - Grande Chancellerie ( Médailles)           | 20 000            | 20 000            | 20 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-42 - Direction parc auto                        | 1 000             | 1 000             | 1 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-43 - Mobilier résidence Chef de l'Etat          | 5 000             | 5 000             | 5 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-44 - Edition Discours Ouvrages Chef Etat        | 2 000             | 2 000             | 2 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-45 - Habillement Personnel domestique           | 1 500             | 1 500             | 1 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-46 - Unité Médicale Présidence                  | 1 500             | 1 500             | 1 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-47 - Entretien Résidence Chef Etat              | 5 000             | 5 000             | 5 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-48 - Entretien Réparation Motos escorte         | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-49 - Direction Générale de Documentation d'Etat | 2 000             | 2 000             | 2 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-50 - Gouvernat Palais                           | 1 000             | 1 000             | 1 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-51 - Direction Générale Gestion Ressources      | 2 500             | 2 500             | 2 500             | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                          | CREDITS<br>1999   | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000   | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|----------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <b>TITRE I : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b>      | <b>20 066 610</b> | <b>20 066 610</b> | <b>30 440 590</b> | <b>10 373 980</b>    | <b>51,70</b>   |
| <b>CHAP. 0 - SERVICE DE LA DETTE</b>               | <b>20 066 610</b> | <b>20 066 610</b> | <b>30 440 590</b> | <b>10 373 980</b>    | <b>51,70</b>   |
| <b>0-0 - Dette extérieure</b>                      | <b>14 913 830</b> | <b>14 913 830</b> | <b>27 446 600</b> | <b>12 532 770</b>    | <b>84,03</b>   |
| <b>0-01 - Principal</b>                            | <b>10 526 860</b> | <b>10 526 860</b> | <b>19 360 510</b> | <b>8 833 650</b>     | <b>83,92</b>   |
| 0-01-01 - Dette bilatérale                         | 2 566 620         | 2 566 620         | 7 222 520         | 4 655 900            | 181,40         |
| 0-01-02 - Dette Multilatérale                      | 7 960 240         | 7 960 240         | 9 347 990         | 1 387 750            | 17,43          |
| 0-01-03 - Dette Bilatérale HC DP (Acompte)         | 0                 | 0                 | 2 374 000         | 2 374 000            |                |
| 0-01-04 - Dette Bilatérale HC DP ( Eché. supplém.) | 0                 | 0                 | 416 000           | 416 000              |                |
| <b>0-02 - Intérêts</b>                             | <b>4 386 970</b>  | <b>4 386 970</b>  | <b>8 086 090</b>  | <b>3 699 120</b>     | <b>84,32</b>   |
| 0-02-01 - Dette Bilatérale                         | 1 670 440         | 1 670 440         | 3 960 350         | 2 289 910            | 137,08         |
| 0-02-02 - Dette Bilatérale HC DP ( Eché. supplém.) | 0                 | 0                 | 207 000           | 207 000              |                |
| 0-02-03 - Dette Multilatérale                      | 2 716 530         | 2 716 530         | 3 918 740         | 1 202 210            | 44,26          |
| <b>0-1 - Dette Intérieure</b>                      | <b>5 152 780</b>  | <b>5 152 780</b>  | <b>2 993 990</b>  | <b>-2 158 790</b>    | <b>-41,90</b>  |
| <b>0-11 - Principal</b>                            | <b>3 015 130</b>  | <b>3 015 130</b>  | <b>1 598 090</b>  | <b>-1 417 040</b>    | <b>-47,00</b>  |
| 0-11-01 - Rachats FMI                              | 2 532 270         | 2 532 270         | 516 090           | -2 016 180           | -79,62         |
| 0-11-02 - Autres (BEAC)                            | 482 860           | 482 860           | 1 082 000         | 599 140              | 124,08         |
| <b>0-12 - Intérêts</b>                             | <b>2 137 650</b>  | <b>2 137 650</b>  | <b>1 395 900</b>  | <b>-741 750</b>      | <b>-34,70</b>  |
| 0-12-01 - Intérêts/Commissions FMI                 | 142 310           | 142 310           | 70 560            | -71 750              | -50,42         |
| 0-12-02 - Intérêts BEAC                            | 1 760 000         | 1 760 000         | 1 090 000         | -670 000             | -38,07         |
| 0-12-03 - Intérêts banques commerciales            | 135 340           | 135 340           | 135 340           | 0                    | 0,00           |
| 0-12-04 - Autres intérêts                          | 100 000           | 100 000           | 100 000           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                            | CREDITS<br>1999   | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000   | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <b>TITRE II : MOYENS DES SERVICES</b>                | <b>36 536 846</b> | <b>36 606 846</b> | <b>37 434 870</b> | <b>828 024</b>       | <b>2,26</b>    |
| <b>CHAP. 1 - PRESIDENCE</b>                          | <b>1 571 460</b>  | <b>1 621 460</b>  | <b>1 645 260</b>  | <b>23 800</b>        | <b>1,47</b>    |
| <b>1-10 - Personnel</b>                              | <b>595 060</b>    | <b>595 060</b>    | <b>595 060</b>    | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 1-10-10 - Personnel titulaire                        | 575 000           | 575 000           | 575 000           | 0                    | 0,00           |
| 1-10-98 - Personnel appui Présidence                 | 20 060            | 20 060            | 20 060            | 0                    | 0,00           |
| <b>1-15 - Dépenses courantes et diverses</b>         | <b>976 400</b>    | <b>1 026 400</b>  | <b>1 050 200</b>  | <b>23 800</b>        | <b>2,32</b>    |
| 1-15-13 - Hotel Chef de L'ETAT                       | 23 000            | 23 000            | 23 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-14 - Direction de Cabinet                       | 3 000             | 3 000             | 5 000             | 2 000                | 66,67          |
| 1-15-15 - Cabinet militaire                          | 2 500             | 2 500             | 2 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-16 - Secrétariat général                        | 5 000             | 5 000             | 5 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-17 - Conseillers                                | 2 000             | 2 000             | 2 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-18 - Direction protocole Etat                   | 1 500             | 1 500             | 1 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-19 - Grande Chancellerie                        | 1 000             | 1 000             | 1 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-20 - Presse Présidentielle                      | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-21 - Archives Nationales                        | 1 500             | 1 500             | 1 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-22 - Palais de la Renaissance entretien         | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-23 - Parcs et jardins entretiens                | 1 000             | 1 000             | 1 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-24 - Parc présidentiel d'AVAKABA (entretien)    | 4 500             | 4 500             | 4 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-25 - Parc auto présidentiel                     | 11 600            | 11 600            | 11 600            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-26 - Avions Présidentiels                       | 29 000            | 29 000            | 29 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-27 - Réceptions Palais de la Renaissance        | 15 000            | 15 000            | 15 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-28 - Fonds spéciaux                             | 135 000           | 135 000           | 135 000           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-29 - Accueil personnalités de passage           | 7 000             | 7 000             | 7 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-30 - Entretien Mausolée B. BOGANDA              | 600               | 600               | 600               | 0                    | 0,00           |
| 1-15-31 - Cabinet Inspecteur général Etat            | 2 000             | 2 000             | 2 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-32 - Inspection Générale Etat                   | 8 500             | 8 500             | 8 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-33 - Conseil discipline commission épuration    | 800               | 800               | 800               | 0                    | 0,00           |
| 1-15-34 - Alimentation Services spéciaux sécurité    | 225 000           | 225 000           | 225 000           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-35 - Sécurité aéroport                          | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-36 - Fonctionnement Services Spéciaux Sécurité  | 0                 | 0                 | 5 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-37 - Conseil de l'ordre                         | 650               | 650               | 650               | 0                    | 0,00           |
| 1-15-38 - Haut Com.chargé decent.et régionalisation  | 2 000             | 2 000             | 0                 | -2 000               | -100,00        |
| 1-15-39 - Carburant Haut Commissariat                | 1 200             | 1 200             | 0                 | -1 200               | -100,00        |
| 1-15-40 - Comité de lutte contre l'incendie          | 1 800             | 1 800             | 1 800             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-41 - Grande Chancellerie ( Médailles)           | 20 000            | 20 000            | 20 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-42 - Direction parc auto                        | 1 000             | 1 000             | 1 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-43 - Mobilier résidence Chef de l'Etat          | 5 000             | 5 000             | 5 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-44 - Edition Discours Ouvrages Chef Etat        | 2 000             | 2 000             | 2 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-45 - Habillement Personnel domestique           | 1 500             | 1 500             | 1 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-46 - Unité Médicale Présidence                  | 1 500             | 1 500             | 1 500             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-47 - Entretien Résidence Chef Etat              | 5 000             | 5 000             | 5 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-48 - Entretien Réparation Motos escorte         | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,00           |
| 1-15-49 - Direction Générale de Documentation d'Etat | 2 000             | 2 000             | 2 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-50 - Gouvernat Palais                           | 1 000             | 1 000             | 1 000             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-51 - Direction Générale Gestion Ressources      | 2 500             | 2 500             | 2 500             | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                   | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| 1-15-54 - Appui logistique Services spéciaux sécu.          | 87 500          | 87 500            | 87 500          | 0                    | 0,00           |
| 1-15-55 - Eau                                               | 23 800          | 23 800            | 23 800          | 0                    | 0,00           |
| 1-15-56 - Electricité                                       | 75 900          | 75 900            | 75 900          | 0                    | 0,00           |
| 1-15-57 - Téléphone, Téléx, Fax                             | 81 300          | 81 300            | 81 300          | 0                    | 0,00           |
| 1-15-58 - Direction Générale Documentation                  | 15 000          | 15 000            | 15 000          | 0                    | 0,00           |
| 1-15-59 - Actions Présidentielles                           | 65 000          | 115 000           | 65 000          | -50 000              | -43,48         |
| 1-15-60 - Secrétariat Particulier Chef de l'Etat            | 2 200           | 2 200             | 2 200           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-61 - Abonnements périodiques                           | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-62 - Cellule juridique                                 | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-80 - Carburants et lubrifiants Gouvernat Palais        | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-89 - Carburants et lubrifiants Sces Spéciaux Sécurités | 0               | 0                 | 70 000          | 70 000               |                |
| 1-15-90 - Carburants et lubrifiants Présidence              | 20 000          | 20 000            | 20 000          | 0                    | 0,00           |
| 1-15-91 - Carburants et lubrifiants IGE                     | 10 000          | 10 000            | 10 000          | 0                    | 0,00           |
| 1-15-92 - Carburants et lubrifiants AVAKABA                 | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-93 - Carburants et lub. DG Gestion Ressources          | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-94 - Carburants personnalités de passage               | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-95 - Carburants et lubr. missions prés. int.           | 3 500           | 3 500             | 3 500           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-96 - Carburants et lubr. Direction Archiv. Nat.        | 750             | 750               | 750             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-97 - Carburants et lubr. Cab/Militaire                 | 800             | 800               | 800             | 0                    | 0,00           |
| 1-15-98 - Carburants Presse Présidentielle                  | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 1-15-99 - Carb. et lubréfiants Direction Générale Document. | 8 000           | 8 000             | 8 000           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                    | CREDITS<br>1999  | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000  | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|----------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 2 - ASSEMBLEE NATIONALE</b>         | <b>1 339 204</b> | <b>1 354 204</b>  | <b>1 746 603</b> | <b>392 400</b>       | <b>28,98</b>   |
| <b>2-10 - Personnel</b>                      | <b>37 393</b>    | <b>37 393</b>     | <b>37 393</b>    | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 2-10-10 - Personnel Titulaire                | 37 393           | 37 393            | 37 393           | 0                    | 0,00           |
| <b>2-15 - Dépenses courantes et diverses</b> | <b>1 301 811</b> | <b>1 316 811</b>  | <b>1 709 210</b> | <b>392 400</b>       | <b>29,80</b>   |
| 2-15-10 - Dotation globale de fonctionnement | 1 301 811        | 1 316 811         | 1 709 210        | 392 400              | 29,80          |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                     | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|---------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 3 - PRIMATURE</b>                                    | <b>393 534</b>  | <b>408 534</b>    | <b>458 984</b>  | <b>50 450</b>        | <b>12,35</b>   |
| <b>3-10 - Personnel</b>                                       | <b>150 034</b>  | <b>150 034</b>    | <b>150 034</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 3-10-10 - Personnel Titulaire Primature                       | 59 228          | 59 228            | 59 228          | 0                    | 0,00           |
| 3-10-11 - Personnel Titulaire Secrétariat Général             | 47 271          | 47 271            | 47 271          | 0                    | 0,00           |
| 3-10-12 - Personnel Titulaire Droits de l'Homme               | 13 500          | 13 500            | 13 500          | 0                    | 0,00           |
| 3-10-13 - Personnel titulaire Décentralisation                | 20 000          | 20 000            | 20 000          | 0                    | 0,00           |
| 3-10-94 - Personnel appui Décentralisation                    | 1 819           | 1 819             | 1 819           | 0                    | 0,00           |
| 3-10-95 - Personnel d'appui Droits de l'Homme                 | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 3-10-97 - Personnel d'appui Secrétariat Général               | 2 553           | 2 553             | 2 553           | 0                    | 0,00           |
| 3-10-98 - Personnel d'appui ENAM                              | 1 325           | 1 325             | 1 325           | 0                    | 0,00           |
| 3-10-99 - Personnel d'appui Primature                         | 2 838           | 2 838             | 2 838           | 0                    | 0,00           |
| <b>3-15 - Dépenses courantes et diverses</b>                  | <b>243 500</b>  | <b>258 500</b>    | <b>308 950</b>  | <b>50 450</b>        | <b>19,52</b>   |
| 3-15-10 - Cabinet Premier Ministre                            | 4 500           | 4 500             | 4 500           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-11 - Fonctionnement Primature                            | 5 000           | 5 000             | 5 000           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-12 - Entretien Primature                                 | 0               | 0                 | 5 000           | 5 000                |                |
| 3-15-13 - Fonds spéciaux                                      | 31 550          | 31 550            | 31 550          | 0                    | 0,00           |
| 3-15-15 - Hôtel du Premier Ministre                           | 5 000           | 5 000             | 5 000           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-16 - Délégation Société d'Etat                           | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-17 - Confection fascicule économie Société Etat          | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-19 - CPRAC                                               | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-20 - Traitement informatique CPRAC                       | 9 000           | 9 000             | 7 000           | -2 000               | -22,22         |
| 3-15-21 - Réception Primature                                 | 5 000           | 5 000             | 20 000          | 15 000               | 300,00         |
| 3-15-24 - Presse Primature                                    | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-25 - Parc Auto Primature                                 | 3 000           | 3 000             | 4 500           | 1 500                | 50,00          |
| 3-15-26 - Dotation Haut commi. à la Décentra. Régionalisation | 0               | 0                 | 15 000          | 15 000               |                |
| 3-15-27 - Action Gouvernementale                              | 80 000          | 95 000            | 80 000          | -15 000              | -15,79         |
| 3-15-28 - Eau                                                 | 14 500          | 14 500            | 17 000          | 2 500                | 17,24          |
| 3-15-29 - Electricité                                         | 11 000          | 11 000            | 15 000          | 4 000                | 36,36          |
| 3-15-30 - Téléphone, Télec, Fax                               | 21 000          | 21 000            | 27 500          | 6 500                | 30,95          |
| 3-15-31 - Cabinet Secrétariat Général Gouvernement            | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-32 - Fonctionnement Secrétariat Général Gouv.            | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-33 - Journal Officiel                                    | 5 000           | 5 000             | 4 000           | -1 000               | -20,00         |
| 3-15-34 - ENAM                                                | 4 000           | 4 000             | 5 000           | 1 000                | 25,00          |
| 3-15-35 - Travaux Conseil Ministres                           | 4 500           | 4 500             | 4 500           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-36 - Achat Ouvr. abon. frais imprim. ENAM                | 1 450           | 1 450             | 1 450           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-37 - Abon. revues et journaux S.G.G                      | 1 000           | 1 000             | 450             | -550                 | -55,00         |
| 3-15-40 - Comité de privatisation                             | 9 000           | 9 000             | 5 500           | -3 500               | -38,89         |
| 3-15-41 - Dotation Haut Comm. Droit de l'Homme                | 0               | 0                 | 15 000          | 15 000               |                |
| 3-15-90 - Carburant et lubrifiants Secrétariat Général        | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-91 - Carburant Primature                                 | 6 000           | 6 000             | 7 500           | 1 500                | 25,00          |
| 3-15-92 - Carburants et lubrifiants CPRAC                     | 1 500           | 1 500             | 2 000           | 500                  | 33,33          |
| 3-15-93 - Carburant et lubrifiants services Secrét. Gén.      | 3 500           | 3 500             | 3 500           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-94 - Carburant et lubrifiants ENAM                       | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-95 - Carb. et Lubr. Délégation Société d'Etat            | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 3-15-96 - Carburants et lubrifiants Missions, sces Primature  | 0               | 0                 | 5 000           | 5 000                |                |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                    | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|----------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 4 - COUR CONSTITUTIONNELLE</b>      | <b>167 316</b>  | <b>167 316</b>    | <b>167 316</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| <b>4-10 - Personnel</b>                      | <b>148 016</b>  | <b>148 016</b>    | <b>148 016</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 4-10-10 - Personnel Titulaire                | 146 016         | 146 016           | 146 016         | 0                    | 0,00           |
| 4-10-90 - Personnel Appui                    | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| <b>4-15 - Dépenses courantes et diverses</b> | <b>19 300</b>   | <b>19 300</b>     | <b>19 300</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 4-15-10 - Fonctionnement Cabinet Président   | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 4-15-11 - Fonctionnement Services            | 5 500           | 5 500             | 5 500           | 0                    | 0,00           |
| 4-15-12 - Presse Cour Constitutionnelle      | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 4-15-13 - Documentation                      | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 4-15-14 - Hôtel Président                    | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 4-15-15 - Téléphone, Téléx, Fax              | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 4-15-90 - Carburant et Lubrifiant            | 2 800           | 2 800             | 2 800           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                        | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|--------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 5 - MIN. TRANSP. ET AVIATION CIVILE</b> | <b>148 200</b>  | <b>148 200</b>    | <b>148 200</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| <b>5-10 - Personnel</b>                          | <b>116 800</b>  | <b>116 800</b>    | <b>116 800</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 5-10-10 - Personnel titulaire transports         | 103 000         | 103 000           | 103 000         | 0                    | 0,00           |
| 5-10-94 - Personnel d'appui Transport            | 8 000           | 8 000             | 8 000           | 0                    | 0,00           |
| 5-10-95 - Personnel d'appui Agro-Météo           | 5 800           | 5 800             | 5 800           | 0                    | 0,00           |
| <b>5-15 - Dépenses courantes et diverses</b>     | <b>31 400</b>   | <b>31 400</b>     | <b>31 400</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 5-15-10 - Cabinet                                | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 5-15-11 - Secrétariat Général                    | 1 800           | 1 800             | 1 800           | 0                    | 0,00           |
| 5-15-13 - Direction Régionale                    | 900             | 900               | 900             | 0                    | 0,00           |
| 5-15-15 - Direction Génér. Transport Surface     | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 5-15-16 - Direct. Générale Aviation Civile Météo | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 5-15-17 - Eau                                    | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 5-15-18 - Electricité                            | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 5-15-19 - Téléphone, Téléx, Fax                  | 11 700          | 11 700            | 11 700          | 0                    | 0,00           |
| 5-15-90 - Carb. lub. Cabinet                     | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 5-15-91 - Carb.lub. Fonctionn. Services centraux | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 5-15-92 - Carb. lub. Directions Régionales       | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                 | CREDITS<br>1999  | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000  | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-----------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 6 MIN. INTERIEUR.</b>                            | <b>2 364 708</b> | <b>2 364 708</b>  | <b>2 379 958</b> | <b>15 250</b>        | <b>0,64</b>    |
| <b>6-10 - Personnel</b>                                   | <b>2 097 758</b> | <b>2 097 758</b>  | <b>2 097 758</b> | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 6-10-10 - Personnel Titulaire                             | 2 079 112        | 2 079 112         | 2 079 112        | 0                    | 0,00           |
| 6-10-12 - Personnel d'appui                               | 18 646           | 18 646            | 18 646           | 0                    | 0,00           |
| <b>6-15 - Dépenses courantes et diverses</b>              | <b>266 950</b>   | <b>266 950</b>    | <b>282 200</b>   | <b>14 250</b>        | <b>5,34</b>    |
| 6-15-10 - Cabinet ministre                                | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-11 - Inspection Centrale Admini. Sces Police         | 3 500            | 3 500             | 3 500            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-12 - Direction Générale de la police                 | 4 000            | 4 000             | 4 000            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-14 - Secrétariat Général                             | 1 500            | 1 500             | 2 000            | 500                  | 33,33          |
| 6-15-15 - Direction Générale Sces Centraux                | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-16 - Direction Générale Admini. Territoire           | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-17 - Fonctionn. Préfets Chargés de Mission           | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-18 - Mobilier, matériel et outillage                 | 2 800            | 2 800             | 2 800            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-20 - Ecole nationale de la police                    | 30 000           | 30 000            | 30 000           | 0                    | 0,00           |
| 6-15-21 - Attaché de Presse                               | 1 000            | 1 000             | 1 500            | 500                  | 50,00          |
| 6-15-22 - Cabinet Secrétariat d'Etat à la Sécurité        | 2 125            | 2 125             | 0                | -2 125               | -100,00        |
| 6-15-23 - Cabinet Secrétariat d'Etat au Désarmement       | 2 125            | 2 125             | 0                | -2 125               | -100,00        |
| 6-15-32 - Vacations école de police                       | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-40 - Administration préfectorale                     | 9 900            | 9 900             | 9 900            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-41 - Administration Sous Préfectorale                | 12 000           | 12 000            | 13 000           | 1 000                | 8,33           |
| 6-15-42 - Imprimés passeport                              | 15 000           | 15 000            | 30 000           | 15 000               | 100,00         |
| 6-15-43 - Fonctionn. services migration - immigration     | 0                | 0                 | 3 000            | 3 000                |                |
| 6-15-50 - Assignés à résidence                            | 200              | 200               | 200              | 0                    | 0,00           |
| 6-15-61 - Habillement police                              | 20 000           | 20 000            | 20 000           | 0                    | 0,00           |
| 6-15-70 - Equipement maintien de l'ordre                  | 7 500            | 7 500             | 7 500            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-71 - Instruments de musique                          | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-72 - Eau                                             | 40 800           | 40 800            | 30 800           | -10 000              | -24,51         |
| 6-15-73 - Electricité                                     | 15 200           | 15 200            | 15 200           | 0                    | 0,00           |
| 6-15-74 - Téléphone, Téléx, Fax                           | 40 000           | 40 000            | 52 500           | 12 500               | 31,25          |
| 6-15-85 - Carburants et lubrifiants Cabinet               | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-86 - Carb. et lub. Sces centraux Police              | 13 100           | 13 100            | 13 100           | 0                    | 0,00           |
| 6-15-87 - Carb. et lub. Police Admin. extérieure          | 5 000            | 5 000             | 5 000            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-88 - Carburants et lub. Préfets et S. Préfets        | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 6-15-89 - Carb. et lub. Direct. Gén. Admini. Territ.      | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-90 - Carburants et lubrifiants Ecole Police          | 1 700            | 1 700             | 1 700            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-91 - Carb. et lub. Inspection Centrale ATSP          | 1 500            | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-92 - Carb. et lub. Secrétaire d'Etat à la Sécurité   | 2 000            | 2 000             | 0                | -2 000               | -100,00        |
| 6-15-93 - Carb. et lub. Secrétaire Général                | 1 500            | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-94 - Carb. et lub. Dir. Gén. Services Centraux       | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-95 - Carb. et lub. Préfets Chargés de Mission        | 1 500            | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 6-15-96 - Carb. et lub. Secrét d'Etat au Désarmement      | 2 000            | 2 000             | 0                | -2 000               | -100,00        |
| 6-15-97 - Carb. et lub. Direction migration - immigration | 0                | 0                 | 1 000            | 1 000                |                |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                            | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 7 - MIN. COMMERCE INDUSTRIE</b>             | <b>224 271</b>  | <b>224 271</b>    | <b>206 646</b>  | <b>-17 625</b>       | <b>-7,86</b>   |
| <b>7-10 - Personnel</b>                              | <b>170 646</b>  | <b>170 646</b>    | <b>156 646</b>  | <b>-14 000</b>       | <b>-8,20</b>   |
| 7-10-10 - Personnel titulaire                        | 155 646         | 155 646           | 155 646         | 0                    | 0,00           |
| 7-10-90 - Personnel d'appui CAPMEA                   | 14 000          | 14 000            | 0               | -14 000              | -100,00        |
| 7-10-91 - Personnel d'appui Ministère                | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| <b>7-15 - Dépenses courantes et diverses</b>         | <b>53 625</b>   | <b>53 625</b>     | <b>50 000</b>   | <b>-3 625</b>        | <b>-6,76</b>   |
| 7-15-10 - Cabinet                                    | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 7-15-11 - Secrétariat Général                        | 1 800           | 1 800             | 1 800           | 0                    | 0,00           |
| 7-15-12 - Direction Générale Services Centraux       | 1 700           | 1 700             | 1 700           | 0                    | 0,00           |
| 7-15-13 - Direction Générale Services Régionaux      | 1 700           | 1 700             | 1 700           | 0                    | 0,00           |
| 7-15-14 - Foires et Expositions                      | 2 200           | 2 200             | 2 200           | 0                    | 0,00           |
| 7-15-15 - Accueils Missions Commerciales             | 500             | 500               | 500             | 0                    | 0,00           |
| 7-15-17 - Directions Services régionaux              | 1 800           | 1 800             | 1 800           | 0                    | 0,00           |
| 7-15-18 - Cellule investissement                     | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 7-15-19 - Impression Code Investissement             | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 7-15-20 - Direction Générale du Tourisme             | 2 000           | 2 000             | 0               | -2 000               | -100,00        |
| 7-15-21 - Délégations Régionales du Tourisme         | 2 000           | 2 000             | 0               | -2 000               | -100,00        |
| 7-15-22 - Mobilier et matériel de bureau             | 2 000           | 2 000             | 0               | -2 000               | -100,00        |
| 7-15-23 - Eau                                        | 2 800           | 2 800             | 2 800           | 0                    | 0,00           |
| 7-15-24 - Electricité                                | 4 000           | 4 000             | 4 000           | 0                    | 0,00           |
| 7-15-25 - Téléphone, Téléx, Fax                      | 18 000          | 18 000            | 18 000          | 0                    | 0,00           |
| 7-15-90 - Carb. et lubr. cabinet                     | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 7-15-91 - Carb. et lubr. lutte et répression fraudes | 3 500           | 3 500             | 3 500           | 0                    | 0,00           |
| 7-15-92 - Carb. et lubr. Services                    | 3 500           | 3 500             | 3 500           | 0                    | 0,00           |
| 7-15-93 - Carb. et lubr. services Tourisme           | 625             | 625               | 0               | -625                 | -100,00        |
| 7-15-94 - Carb. et lubr. Cellule investissement      | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                         | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|---------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 8 - MIN. POSTES ET TELECOM.</b>          | <b>0</b>        | <b>0</b>          | <b>28 340</b>   | <b>28 340</b>        |                |
| <b>8-10 - Personnel</b>                           | <b>0</b>        | <b>0</b>          | <b>16 840</b>   | <b>16 840</b>        |                |
| 8-10-10 - Personnel titulaire poste               | 0               | 0                 | 16 000          | 16 000               |                |
| 8-10-99 - Personnel Appui                         | 0               | 0                 | 840             | 840                  |                |
| <b>8-15 - Dépenses courantes et diverses</b>      | <b>0</b>        | <b>0</b>          | <b>11 500</b>   | <b>11 500</b>        |                |
| 8-15-10 - Cabinet                                 | 0               | 0                 | 2 500           | 2 500                |                |
| 8-15-12 - Inspection Générale et Chargés Missions | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 8-15-15 - Eau                                     | 0               | 0                 | 1 000           | 1 000                |                |
| 8-15-16 - Electricité                             | 0               | 0                 | 1 000           | 1 000                |                |
| 8-15-17 - Téléphone, Téléx, Fax                   | 0               | 0                 | 1 000           | 1 000                |                |
| 8-15-90 - Carburant et lubrifiant Cabinet         | 0               | 0                 | 2 500           | 2 500                |                |
| 8-15-91 - Carb. lub. Fonctionn. Services          | 0               | 0                 | 2 000           | 2 000                |                |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                                | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 9 - MIN. EQUIPEMENT P ET DE L'AMENAGEMENT<br/>DU TERRITOIRE</b> | <b>579 910</b>  | <b>579 910</b>    | <b>579 910</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| <b>9-10 - Personnel</b>                                                  | <b>516 300</b>  | <b>516 300</b>    | <b>516 300</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 9-10-10 - Personnel titulaire T.P                                        | 509 000         | 509 000           | 509 000         | 0                    | 0,00           |
| 9-10-96 - Personnel d'appui TP                                           | 4 100           | 4 100             | 4 100           | 0                    | 0,00           |
| 9-10-97 - Personnel d'appui Garages Régionaux                            | 1 400           | 1 400             | 1 400           | 0                    | 0,00           |
| 9-10-98 - Personnel d'appui Cellule                                      | 1 800           | 1 800             | 1 800           | 0                    | 0,00           |
| <b>9-15 - Dépenses courantes et diverses</b>                             | <b>63 610</b>   | <b>63 610</b>     | <b>63 610</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 9-15-10 - Cabinet                                                        | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 9-15-11 - Secrétariat Général                                            | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 9-15-16 - Matériel et Outillage Manif. Officielles                       | 2 100           | 2 100             | 2 100           | 0                    | 0,00           |
| 9-15-17 - Pièces détachées véhicules légers                              | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 9-15-18 - Entretien matériels roulants                                   | 12 000          | 12 000            | 12 000          | 0                    | 0,00           |
| 9-15-20 - Direct. Génér. TP                                              | 1 200           | 1 200             | 1 200           | 0                    | 0,00           |
| 9-15-22 - Direct. Génér. Services Appui                                  | 1 275           | 1 275             | 1 275           | 0                    | 0,00           |
| 9-15-23 - Divisions Provinciales                                         | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 9-15-24 - Eau                                                            | 5 500           | 5 500             | 5 500           | 0                    | 0,00           |
| 9-15-25 - Electricité                                                    | 10 000          | 10 000            | 10 000          | 0                    | 0,00           |
| 9-15-26 - Téléphone, Téléx, Fax                                          | 13 000          | 13 000            | 13 000          | 0                    | 0,00           |
| 9-15-27 - Cellule Planification                                          | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 9-15-28 - Cellule Coordination                                           | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 9-15-90 - Carb. lub. Cabinet                                             | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 9-15-91 - Carb. lub. Fonctionn. Services centraux                        | 5 535           | 5 535             | 5 535           | 0                    | 0,00           |
| 9-15-92 - Carburant et lubrifiant Cellule Planification                  | 500             | 500               | 500             | 0                    | 0,00           |
| 9-15-93 - Carburant et lubrifiant Cellule Coordinat                      | 500             | 500               | 500             | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                 | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-----------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP.10 - MIN. JUSTICE GARDE DES SCEAUX</b>            | <b>867 124</b>  | <b>867 124</b>    | <b>867 724</b>  | <b>600</b>           | <b>0,07</b>    |
| <b>10-10 - Personnel</b>                                  | <b>691 474</b>  | <b>691 474</b>    | <b>691 474</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 10-10-10 - Personnel titulaire                            | 686 000         | 686 000           | 680 000         | -6 000               | -0,87          |
| 10-10-99 - Personnel d'appui                              | 5 474           | 5 474             | 11 474          | 6 000                | 109,61         |
| <b>10-15 - Dépenses courantes et diverses</b>             | <b>175 650</b>  | <b>175 650</b>    | <b>176 250</b>  | <b>600</b>           | <b>0,34</b>    |
| 10-15-10 - Cabinet                                        | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-20 - Fonctionnement OHADA                           | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 10-15-21 - Cour d'Appel Ouest                             | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 10-15-22 - Cour d'Appel Est                               | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 10-15-23 - Fonctionn. Cour d'Appel                        | 2 500           | 2 500             | 2 000           | -500                 | -20,00         |
| 10-15-24 - Tribunal Grande inst. Bangui                   | 2 500           | 2 500             | 2 000           | -500                 | -20,00         |
| 10-15-25 - Imprimés pièces d'exécution                    | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-26 - Fonct. autr Trib. Grande inst                  | 5 500           | 5 500             | 0               | -5 500               | -100,00        |
| 10-15-27 - Direction administration pénitentiaire         | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 10-15-28 - Direction Affaires Civiles et du Sceaux        | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 10-15-29 - Direction Affaires Criminelles et des Grâces   | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 10-15-30 - Maison centrale alimentation                   | 55 000          | 55 000            | 50 000          | -5 000               | -9,09          |
| 10-15-31 - Etabliss. pénitentiaires provinciaux           | 22 000          | 22 000            | 22 000          | 0                    | 0,00           |
| 10-15-32 - Fonctionnement maison centrale                 | 2 000           | 2 000             | 0               | -2 000               | -100,00        |
| 10-15-35 - Entretiens Maisons Pénitentiaires              | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-36 - Fonct. DSAF Format. Perfect.                   | 2 000           | 2 000             | 1 500           | -500                 | -25,00         |
| 10-15-37 - Fonct. Cour Cassation                          | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-38 - Fonct. Conseil Etat                            | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-39 - Fonct. Cour Comptes                            | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-40 - Cession criminelle                             | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-41 - Direction Générale Services Judiciaires        | 1 200           | 1 200             | 1 200           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-42 - Direction de la reforme du droit               | 2 000           | 2 000             | 1 500           | -500                 | -25,00         |
| 10-15-43 - Tribunal pour enfants                          | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 10-15-44 - Fonct. Haute Cour Justice                      | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-46 - Tribunaux administratifs                       | 3 400           | 3 400             | 1 500           | -1 900               | -55,88         |
| 10-15-47 - Tribunal de travail                            | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-48 - Eau                                            | 3 500           | 3 500             | 3 000           | -500                 | -14,29         |
| 10-15-49 - Electricité                                    | 5 500           | 5 500             | 5 000           | -500                 | -9,09          |
| 10-15-50 - Téléphone, Téléx, Fax                          | 13 000          | 13 000            | 11 500          | -1 500               | -11,54         |
| 10-15-51 - Achats mobiliers Tribunaux                     | 8 000           | 8 000             | 8 000           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-52 - Frais soins médic. maison pénit                | 1 000           | 1 000             | 500             | -500                 | -50,00         |
| 10-15-53 - Rentrée judiciaire                             | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-54 - CSM, CCCE, CPPC                                | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-55 - Fonct. Direction Générale Services Judiciaires | 1 950           | 1 950             | 1 950           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-56 - Commission Nationale Droit de l'enfant         | 1 100           | 1 100             | 1 100           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-57 - Tribunal Grande Instance Bangui                | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 10-15-58 - Tribunal Grande Instance 2 è degré             | 0               | 0                 | 4 000           | 4 000                |                |
| 10-15-59 - Tribunal de Commerce                           | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                             | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| 10-15-73 - Tribunal Grande Instance 3 è degré         | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 10-15-87 - Carb. Lubr. Tribunal commerce              | 0               | 0                 | 1 000           | 1 000                |                |
| 10-15-88 - Carb lub Tribunal de Travail               | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-89 - Carb. et Lub Cour des Comptes              | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-90 - Carb lub cabinet                           | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-91 - Carb lub Maison centrale                   | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-92 - Carb. et lub Inspect Générale Judiciaire   | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-93 - Carb lub Direction Gle Services Judiciares | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-94 - Carb lub Cour de Cassation                 | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-95 - Carb lub Conseil d'Etat                    | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-96 - Carb lub Haute Cour de justice             | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-97 - Carb lub Cour d'Appel                      | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-98 - Carb lub TGI Bangui                        | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 10-15-99 - Carb lub Tribunal Administratif            | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                            | CREDITS<br>1999  | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000  | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 11 - MIN. DEFENSE</b>                       | <b>6 657 978</b> | <b>6 657 978</b>  | <b>6 657 978</b> | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| <b>11-10 - Personnel</b>                             | <b>5 620 228</b> | <b>5 620 228</b>  | <b>5 620 228</b> | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 11-10-10 - Personnel Titulaire                       | 5 593 487        | 5 593 487         | 5 593 487        | 0                    | 0,00           |
| 11-10-99 - Personnel d'appui                         | 26 741           | 26 741            | 26 741           | 0                    | 0,00           |
| <b>11-15 - Dépenses courantes et diverses</b>        | <b>1 037 750</b> | <b>1 037 750</b>  | <b>1 037 750</b> | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 11-15-10 - Cabinet                                   | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 11-15-11 - État Major                                | 6 000            | 6 000             | 6 000            | 0                    | 0,00           |
| 11-15-12 - Fonctionnement des services Centraux      | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-13 - Fonctionnement des Corps de Troupe        | 20 000           | 20 000            | 20 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-14 - Fonctionnement des Sapeurs Pompiers       | 10 400           | 10 400            | 12 000           | 1 600                | 15,38          |
| 11-15-15 - Fonctionnement Gendarmerie                | 14 000           | 14 000            | 14 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-16 - Fonctionnement régions Militaires         | 7 000            | 7 000             | 7 000            | 0                    | 0,00           |
| 11-15-17 - Forces Aériennes                          | 12 000           | 12 000            | 12 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-18 - Services de Santé                         | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-19 - Fonctionnement Service Social             | 700              | 700               | 700              | 0                    | 0,00           |
| 11-15-20 - Alimentation des Troupes                  | 328 000          | 328 000           | 330 000          | 2 000                | 0,61           |
| 11-15-21 - Alimentation opérationnelle               | 100 000          | 100 000           | 100 000          | 0                    | 0,00           |
| 11-15-22 - Habillement, couchage, camp. ameublem.    | 20 000           | 20 000            | 20 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-23 - Entretien Matériel des corps de troupe    | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-24 - Entretien Matériel Gendarmerie            | 9 000            | 9 000             | 9 000            | 0                    | 0,00           |
| 11-15-25 - Infrastructures Corp de Troupes/ Gendarm  | 31 350           | 31 350            | 31 350           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-26 - Instruction Formation Militaire           | 5 500            | 5 500             | 5 500            | 0                    | 0,00           |
| 11-15-27 - Entretien Matériel RTG                    | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-28 - Fonctionnement Tribunal Mil. Perma.       | 1 700            | 1 700             | 1 700            | 0                    | 0,00           |
| 11-15-29 - Transport aérien.                         | 23 000           | 23 000            | 23 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-30 - Mission Administr. Techniq. Intérieur     | 19 000           | 19 000            | 19 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-31 - Eau                                       | 90 000           | 90 000            | 90 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-32 - Electricité                               | 45 000           | 45 000            | 45 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-33 - Téléphone, Téléx, Fax                     | 21 000           | 21 000            | 21 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-34 - Cabinet Ministre Délégué                  | 2 000            | 2 000             | 0                | -2 000               | -100,00        |
| 11-15-89 - Carb. Lub. Ministre Délégué               | 1 600            | 1 600             | 0                | -1 600               | -100,00        |
| 11-15-90 - Carburants et lubrifiants Corps de Troupe | 99 000           | 99 000            | 99 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-91 - Carburants et lubrifiants Gendarmerie     | 37 000           | 37 000            | 37 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-92 - Carburants et lubrifiants Sap. Pompiers   | 11 000           | 11 000            | 11 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-93 - Carburants Soutes de Guerre               | 28 000           | 28 000            | 28 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-94 - Carburants RTG                            | 12 000           | 12 000            | 12 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-95 - Carb. Lub. Armée de l'air                 | 8 000            | 8 000             | 8 000            | 0                    | 0,00           |
| 11-15-96 - Carb. lub. Intendance                     | 1 000            | 1 000             | 1 000            | 0                    | 0,00           |
| 11-15-97 - Appui Logistique CT                       | 25 000           | 25 000            | 25 000           | 0                    | 0,00           |
| 11-15-98 - Appui Logistique Gendarmerie              | 5 000            | 5 000             | 5 000            | 0                    | 0,00           |
| 11-15-99 - Carb. Lub. Cabinet Ministre               | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                         | CREDITS<br>1999  | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000  | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|---------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP.13 - MIN. FINANCES ET BUDGET</b>          | <b>2 174 950</b> | <b>2 144 950</b>  | <b>2 149 950</b> | <b>5 000</b>         | <b>0,23</b>    |
| <b>13-10 - Personnel</b>                          | <b>1 627 350</b> | <b>1 587 350</b>  | <b>1 587 350</b> | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 13-10-10 - Personnel Titulaire Finances           | 1 524 412        | 1 524 412         | 1 524 412        | 0                    | 0,00           |
| 13-10-91 - Personnel appui Secrétariat Général    | 27 638           | 27 638            | 27 638           | 0                    | 0,00           |
| 13-10-92 - Personnel appui DGSC                   | 5 106            | 5 106             | 5 106            | 0                    | 0,00           |
| 13-10-93 - Personnel appui Contrôle Financier     | 2 612            | 2 612             | 2 612            | 0                    | 0,00           |
| 13-10-94 - Personnel appui Trésor                 | 4 588            | 4 588             | 4 588            | 0                    | 0,00           |
| 13-10-95 - Personnel appui Ministère              | 10 192           | 10 192            | 10 192           | 0                    | 0,00           |
| 13-10-96 - Personnel appui IGF                    | 962              | 962               | 962              | 0                    | 0,00           |
| 13-10-97 - Personnel appui DGID                   | 7 711            | 7 711             | 7 711            | 0                    | 0,00           |
| 13-10-98 - Personnel appui Douanes                | 2 129            | 2 129             | 2 129            | 0                    | 0,00           |
| 13-10-99 - Personnel appui Service marchés        | 42 000           | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| <b>13-15 - Dépenses courantes et diverses</b>     | <b>547 600</b>   | <b>557 600</b>    | <b>562 600</b>   | <b>5 000</b>         | <b>0,90</b>    |
| 13-15-10 - Cabinet Ministre                       | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-11 - Fonctionnement Chargés de Mission      | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-14 - Inspection Centrale de Finances        | 5 000            | 5 000             | 5 000            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-15 - Secrétariat Général des Finances       | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-16 - Frais récep.miss.FMI,BM,BAD,CEMAC      | 15 000           | 15 000            | 15 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-17 - Entretien matériels roulants           | 12 000           | 12 000            | 12 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-19 - Achat et Entretien Mobilier de bureau  | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-20 - Direction Générale des Impôts          | 20 000           | 20 000            | 20 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-21 - Délégations Régionales DGID            | 20 000           | 20 000            | 20 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-22 - Inspections Régionales DGID            | 16 000           | 16 000            | 16 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-23 - Direction des Ressources               | 6 000            | 6 000             | 6 000            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-30 - Direction Générale des Douanes         | 35 000           | 35 000            | 35 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-31 - Fonds de lutte contre fraude Douanière | 35 000           | 35 000            | 35 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-32 - Fonds de lutte contre fraude Fiscale   | 35 000           | 35 000            | 35 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-34 - Inspections Régionales des Douanes     | 0                | 0                 | 10 000           | 10 000               | 0,00           |
| 13-15-40 - Direction Générale du Trésor           | 25 000           | 25 000            | 25 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-41 - Agences Spéciales et Paieries Trésor   | 20 000           | 20 000            | 20 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-42 - Abonnements périodiques                | 1 500            | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-44 - Fonctionnement DMCCAB                  | 4 500            | 4 500             | 4 500            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-46 - Direction du Budget                    | 4 500            | 4 500             | 4 500            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-50 - Direction Gén. des Services Centraux   | 4 000            | 4 000             | 4 000            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-51 - Frais de confection du Budget          | 35 000           | 35 000            | 35 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-52 - Direction du Contrôle Financier        | 5 000            | 5 000             | 5 000            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-53 - Délégations du Contrôle Financier      | 9 000            | 9 000             | 9 000            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-54 - Direction de la Solde                  | 4 500            | 4 500             | 4 500            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-55 - Fonctionnement Service marchésPublics  | 15 000           | 25 000            | 20 000           | -5 000               | -20,00         |
| 13-15-56 - Imprimés Finances                      | 24 000           | 24 000            | 24 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-57 - Direction de la Dette                  | 7 000            | 7 000             | 7 000            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-58 - Eau                                    | 4 500            | 4 500             | 4 500            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-59 - Electricité                            | 13 000           | 13 000            | 13 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-60 - Téléphone, Télex, Fax                  | 35 000           | 35 000            | 35 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-61 - Service Presse                         | 1 000            | 1 000             | 1 000            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-63 - Assemblée Générale CICARé 1998         | 0                | 0                 | 0                | 0                    | 0,00           |
| 13-15-80 - Carburants et lubrifiants IGF          | 12 000           | 12 000            | 12 000           | 0                    | 0,00           |
| 13-15-81 - Carburants et lubrifiants S.G.F.       | 3 000            | 3 000             | 3 000            | 0                    | 0,00           |
| 13-15-82 - Carburants et lubrifiants D.G.I.D.     | 22 000           | 22 000            | 22 000           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                            | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| 13-15-83 - Carburants et lubrifiants Douanes         | 20 000          | 20 000            | 20 000          | 0                    | 0,0            |
| 13-15-84 - Carburant et lubrifiant Trésor            | 15 000          | 15 000            | 15 000          | 0                    | 0,0            |
| 13-15-85 - Carb. et lubr. Dir. et Délégations C.F.   | 9 000           | 9 000             | 9 000           | 0                    | 0,0            |
| 13-15-86 - Carb.lubr. Dir. Gle. Svces. Centraux      | 5 000           | 5 000             | 5 000           | 0                    | 0,0            |
| 13-15-87 - Carburants et Lubrifiants Dette           | 3 500           | 3 500             | 3 500           | 0                    | 0,0            |
| 13-15-89 - Carb. et lubr. Agences et Paeries         | 6 000           | 6 000             | 6 000           | 0                    | 0,0            |
| 13-15-90 - Carb. et lubrifiants Cabinet Finances     | 4 600           | 4 600             | 4 600           | 0                    | 0,0            |
| 13-15-91 - Carburant et lubrifiants Direction Solde  | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,0            |
| 13-15-93 - Carb.et lubr. appui Cab. accueil missions | 6 500           | 6 500             | 6 500           | 0                    | 0,0            |
| 13-15-94 - Carb.et lubr. Direction des Ressources.   | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,0            |
| 13-15-95 - Carb. et lubr. Direction du Budget        | 5 000           | 5 000             | 5 000           | 0                    | 0,0            |
| 13-15-96 - Carb. et lubr.DMCCAB                      | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,0            |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                             | CREDITS<br>1999  | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000  | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 14 - MIN. AFFAIRES.ETRANGERES</b>            | <b>1 373 805</b> | <b>1 373 805</b>  | <b>1 373 805</b> | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| <b>14-10 - Personnel</b>                              | <b>717 505</b>   | <b>717 505</b>    | <b>717 505</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 14-10-10 - Personnel Titulaire                        | 707 487          | 707 487           | 707 487          | 0                    | 0,00           |
| 14-10-99 - Personnel appui Ministère                  | 10 018           | 10 018            | 10 018           | 0                    | 0,00           |
| <b>14-15 - Dépenses courantes et diverses</b>         | <b>656 300</b>   | <b>656 300</b>    | <b>656 300</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 14-15-10 - Cabinet du Ministre                        | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-12 - Secrétariat Général                        | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-15 - Entretien Salle de Conférence              | 7 500            | 7 500             | 7 500            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-16 - Entretien de bâtiments                     | 4 000            | 4 000             | 4 000            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-17 - Mobilier matériel outillage                | 1 000            | 1 000             | 1 000            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-18 - Direction Gnle Aff. Politiques             | 800              | 800               | 800              | 0                    | 0,00           |
| 14-15-19 - Direction Gnle Protocole Etat              | 800              | 800               | 800              | 0                    | 0,00           |
| 14-15-20 - Direction Gnle Aff. Jurid. et Techn.       | 800              | 800               | 800              | 0                    | 0,00           |
| 14-15-21 - Direction Gestion Ressources               | 800              | 800               | 800              | 0                    | 0,00           |
| 14-15-22 - Direction Gestion Ambassades               | 800              | 800               | 800              | 0                    | 0,00           |
| 14-15-25 - Comité de la Francophonie - ACCT           | 800              | 800               | 800              | 0                    | 0,00           |
| 14-15-26 - Fonds communs Ambassades                   | 22 500           | 22 500            | 22 500           | 0                    | 0,00           |
| 14-15-27 - Commission Mixte                           | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-28 - Location Réhabili. Immeubles Amb.          | 245 000          | 245 000           | 245 000          | 0                    | 0,00           |
| 14-15-30 - Fonctiонт. et entretien Amb. de PARIS      | 18 000           | 18 000            | 18 000           | 0                    | 0,00           |
| 14-15-32 - Fonctiонт. et entr. Représent. ONU         | 12 000           | 12 000            | 12 000           | 0                    | 0,00           |
| 14-15-34 - Fonctiонт. et entr. Amb. WASHINGTON        | 19 000           | 19 000            | 19 000           | 0                    | 0,00           |
| 14-15-36 - Fonctiонт. et entr. Amb. BRUXELLES         | 12 000           | 12 000            | 12 000           | 0                    | 0,00           |
| 14-15-38 - Fonctiонт. et entretien Amb. BONN          | 12 000           | 12 000            | 12 000           | 0                    | 0,00           |
| 14-15-40 - Fonctiонт. et entretien Amb. YAOUNDE       | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-42 - Fonctiонт. et entr. Amb. N'DJAMENA         | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-44 - Fonctiонт. et entretien Amb.KINSHASA       | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-46 - Fonct. et entretien Amb. BRAZZAVILLE       | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-50 - Fonctiонт. et entretien Amb. Le CAIRE      | 8 000            | 8 000             | 8 000            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-52 - Fonctiонт. et entretien Amb. PEKIN         | 11 500           | 11 500            | 11 500           | 0                    | 0,00           |
| 14-15-56 - Fonctiонт. et entretien Amb. RABAT         | 8 000            | 8 000             | 8 000            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-58 - Fonctiонт. et entretien Amb. ABIDJAN       | 7 000            | 7 000             | 7 000            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-64 - Fonctiонт. et entretien Amb. MOSCOU        | 12 000           | 12 000            | 12 000           | 0                    | 0,00           |
| 14-15-68 - Fonctiонт. et entretien Rep. DOUALA        | 1 500            | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-70 - Fonctiонт. et entr. Rep. POINTE NOIRE      | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-71 - Eau                                        | 14 000           | 14 000            | 14 000           | 0                    | 0,00           |
| 14-15-72 - Electricité                                | 13 000           | 13 000            | 13 000           | 0                    | 0,00           |
| 14-15-73 - Téléphone, Téléx, Fax, Valises diplomatiq. | 45 000           | 45 000            | 45 000           | 0                    | 0,00           |
| 14-15-74 - Abonnement journaux                        | 1 000            | 1 000             | 1 000            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-91 - Carb. et lubr.Cabinet                      | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 14-15-93 - Carb. et lubr.Fonctionnement Services      | 3 000            | 3 000             | 3 000            | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                         | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|---------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>14-25 - Dépenses de personnel statut local</b> | <b>153 000</b>  | <b>153 000</b>    | <b>153 000</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 14-25-10 - Représentant Permanent NEW YORK        | 20 500          | 20 500            | 20 500          | 0                    | 0,00           |
| 14-25-11 - Ambassade WASHINGTON                   | 21 000          | 21 000            | 21 000          | 0                    | 0,00           |
| 14-25-12 - Ambassade BONN                         | 15 000          | 15 000            | 15 000          | 0                    | 0,00           |
| 14-25-13 - Ambassade Le CAIRE                     | 5 500           | 5 500             | 5 500           | 0                    | 0,00           |
| 14-25-14 - Ambassade PEKIN                        | 10 000          | 10 000            | 10 000          | 0                    | 0,00           |
| 14-25-15 - Ambassade ABIDJAN                      | 6 000           | 6 000             | 6 000           | 0                    | 0,00           |
| 14-25-16 - Ambassade PARIS                        | 15 000          | 15 000            | 15 000          | 0                    | 0,00           |
| 14-25-17 - Ambassade BRAZZAVILLE                  | 4 800           | 4 800             | 4 800           | 0                    | 0,00           |
| 14-25-18 - Ambassade N'DJAMENA                    | 4 500           | 4 500             | 4 500           | 0                    | 0,00           |
| 14-25-19 - Ambassade KINSHASA                     | 5 200           | 5 200             | 5 200           | 0                    | 0,00           |
| 14-25-20 - Ambassade YAOUNDE                      | 4 800           | 4 800             | 4 800           | 0                    | 0,00           |
| 14-25-22 - Ambassade BRUXELLES                    | 14 500          | 14 500            | 14 500          | 0                    | 0,00           |
| 14-25-24 - Ambassade RABAT                        | 8 200           | 8 200             | 8 200           | 0                    | 0,00           |
| 14-25-25 - Représentation DOUALA                  | 4 000           | 4 000             | 4 000           | 0                    | 0,00           |
| 14-25-26 - Représentation POINTE NOIRE            | 4 000           | 4 000             | 4 000           | 0                    | 0,00           |
| 14-25-27 - Ambassade MOSCOU                       | 10 000          | 10 000            | 10 000          | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                                       | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000  | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 15 MIN. ENSEIGNEMENT SUPERIEUR<br/>ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b> | <b>584 950</b>  | <b>584 950</b>    | <b>1 165 622</b> | <b>580 672</b>       | <b>99,27</b>   |
| <b>15-10 - Personnel</b>                                                        | 0               | 0                 | <b>580 672</b>   | <b>580 672</b>       |                |
| 15-10-11 - Pers. Titulaire Enseignement Supérieur                               | 0               | 0                 | 558 000          | 558 000              |                |
| 15-10-94 - Personnel Appui Enseignement Supérieur                               | 0               | 0                 | 22 672           | 22 672               |                |
| <b>15-15 - Dépenses courantes et diverses<br/>        Secrétariat d'Etat</b>    | <b>584 950</b>  | <b>584 950</b>    | <b>584 950</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 15-15-10 - Cabinet et coordination                                              | 2 500           | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-11 - Entretien Etablissm. Universitaires                                  | 16 000          | 16 000            | 16 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-12 - Entretien Cité Universitaire                                         | 10 000          | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-13 - Fournitures Etabl. Universitaires                                    | 33 000          | 33 000            | 33 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-14 - Restaurant Université et ENS                                         | 60 000          | 60 000            | 60 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-15 - Enseignem. compl. Université (vacation)                              | 250 000         | 250 000           | 250 000          | 0                    | 0,00           |
| 15-15-16 - ISDR Cité                                                            | 13 400          | 13 400            | 13 400           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-17 - ISDR Fonctionnement                                                  | 11 000          | 11 000            | 11 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-18 - Rentrée Universitaire                                                | 5 000           | 5 000             | 5 000            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-19 - ISDR Restaurant                                                      | 35 000          | 35 000            | 35 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-20 - Dir. Gén. Bourses Stage Analyse Eco.                                 | 2 000           | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-21 - Coopération Inter-Universitaire                                      | 11 000          | 11 000            | 11 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-22 - Dir. Bourses Stage                                                   | 2 000           | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-23 - Soutenance Thèse(FACSS)                                              | 10 000          | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-24 - Equipement laboratoires                                              | 15 000          | 15 000            | 15 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-25 - Dir. Analyse Eco et Sociale                                          | 1 000           | 1 000             | 1 000            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-26 - Direction Générale de la Recher. Scient.                             | 2 000           | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-28 - Entretien mat. et outillage Rech. Scient.                            | 1 500           | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-29 - Commission Bourse                                                    | 1 500           | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-31 - Sortie Pédagogique                                                   | 5 000           | 5 000             | 5 000            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-33 - Contribution CAMES                                                   | 18 000          | 18 000            | 18 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-34 - Secrétariat Général                                                  | 2 000           | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-36 - Recherche Scientifique Fondamentale                                  | 10 000          | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-37 - CURDHACA                                                             | 5 000           | 5 000             | 5 000            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-38 - Dir. Génér. Enseign. Sup.                                            | 1 500           | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-39 - Electricité                                                          | 15 000          | 15 000            | 15 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-40 - Eau                                                                  | 10 000          | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-41 - Téléphone, Téléx, Fax                                                | 16 000          | 16 000            | 16 000           | 0                    | 0,00           |
| 15-15-42 - ENS Fonctionnement                                                   | 2 000           | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-90 - ISDR carburants et lubrifiants                                       | 8 000           | 8 000             | 8 000            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-91 - Carburants et lubrifiants université                                 | 2 500           | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-92 - Carburants et lubr. Cabinet                                          | 2 500           | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-93 - Carburants et lubr. rech. Scientifique                               | 750             | 750               | 750              | 0                    | 0,00           |
| 15-15-94 - Carb. lubr. Direction Gén. Bours. Stag.                              | 1 000           | 1 000             | 1 000            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-95 - Carb. lub. Direction Génér. Enseign. Sup.                            | 750             | 750               | 750              | 0                    | 0,00           |
| 15-15-96 - Carb. lub. Secrétariat Général                                       | 1 250           | 1 250             | 1 250            | 0                    | 0,00           |
| 15-15-97 - Carb. et lubr. Accueils Miss, Université                             | 1 800           | 1 800             | 1 800            | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                                     | CREDITS<br>1999  | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000  | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 16 - MIN. EDUCATION NATIONALE</b>                                    | <b>8 781 765</b> | <b>8 781 765</b>  | <b>8 246 093</b> | <b>-535 672</b>      | <b>-6,10</b>   |
| <b>16-10 - Personnel</b>                                                      | <b>7 338 165</b> | <b>7 338 165</b>  | <b>6 757 493</b> | <b>-580 672</b>      | <b>-7,91</b>   |
| 16-10-10 - Pers. Titulaire Enseign. Fond. et Tech.                            | 6 693 301        | 6 693 301         | 6 693 301        | 0                    | 0,00           |
| 16-10-11 - Pers. Titulaire Enseignement Supérieur                             | 558 000          | 558 000           | 0                | -558 000             | -100,00        |
| 16-10-94 - Personnel Appui Enseignement Supérieur                             | 22 672           | 22 672            | 0                | -22 672              | -100,00        |
| 16-10-95 - Personnel Appui Bangui                                             | 36 619           | 36 619            | 36 619           | 0                    | 0,00           |
| 16-10-96 - Personnel Appui Provinces                                          | 27 573           | 27 573            | 27 573           | 0                    | 0,00           |
| <b>16-15 - Dépenses courantes et diverses<br/>    Ministère Education Nat</b> | <b>1 443 600</b> | <b>1 443 600</b>  | <b>1 488 600</b> | <b>45 000</b>        | <b>3,12</b>    |
| 16-15-10 - Cabinet                                                            | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-11 - Fonctionnement Services Généraux                                   | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-13 - Secrétariat Général                                                | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-14 - Inspection Académique                                              | 16 000           | 16 000            | 16 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-15 - Direction Gén. Adm. et Finances                                    | 1 500            | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-16 - Direction Générale des Enseignements                               | 1 500            | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-17 - Dir. Générale de la recherche pédag.                               | 1 500            | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-18 - Dir. Enseign. Préscol. et Fondam. 1                                | 1 500            | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-19 - Dir. Enseign. Général et Technique                                 | 1 300            | 1 300             | 1 300            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-20 - Dir. Budget, Comptabilité et Matériel                              | 1 300            | 1 300             | 1 300            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-21 - Direction des Examens et Concours                                  | 1 300            | 1 300             | 1 300            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-22 - Direction Constr. et Equip. Scolaires                              | 3 000            | 3 000             | 3 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-23 - Dir. Centre Form. Prépr. et Profess.                               | 1 300            | 1 300             | 1 300            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-24 - Direction Statistique et Carte Scolaire                            | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-26 - Direction Education Non Formelle                                   | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-27 - Direction Administration et Personnel                              | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-28 - Direction Orientation Scolaire                                     | 1 500            | 1 500             | 1 500            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-29 - Inspection Enseign. Fondamental 1                                  | 20 000           | 20 000            | 25 000           | 5 000                | 25,00          |
| 16-15-30 - Inspection Générale                                                | 3 500            | 3 500             | 3 500            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-31 - Préparation Edition Manuel Sango                                   | 8 500            | 8 500             | 8 500            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-32 - Service national Santé Scolaire ET Univ.                           | 3 000            | 3 000             | 3 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-33 - Centres Pédagogiques Régionaux                                     | 25 000           | 25 000            | 25 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-34 - Mission Nationale pour l'UNESCO                                    | 19 000           | 19 000            | 19 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-35 - Service Oeuvres Educatives                                         | 1 200            | 1 200             | 1 200            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-36 - Centre National Formation Continue                                 | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-37 - Direction Etude et Planification                                   | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-38 - Comité de suivi Etats généraux                                     | 5 000            | 5 000             | 5 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-39 - Entretien Ecoles Secondaires                                       | 170 000          | 170 000           | 170 000          | 0                    | 0,00           |
| 16-15-40 - Entretien Ecoles Primaires                                         | 250 000          | 250 000           | 260 000          | 10 000               | 4,00           |
| 16-15-41 - Fourniture Manuels Fondam1                                         | 175 000          | 175 000           | 187 500          | 12 500               | 7,14           |
| 16-15-42 - Fourniture Manuels Fondam2                                         | 120 000          | 120 000           | 132 500          | 12 500               | 10,42          |
| 16-15-43 - Impression de manuels scolaires                                    | 5 000            | 5 000             | 10 000           | 5 000                | 100,00         |
| 16-15-44 - Rentrée Scolaire                                                   | 20 000           | 20 000            | 20 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-45 - Part. fonct. Garage SERPA                                          | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-46 - Lycée B. BOGANDA                                                   | 9 000            | 9 000             | 9 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-47 - Lycée M. J. CARON                                                  | 6 000            | 6 000             | 6 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-48 - Lycée des Martyrs                                                  | 4 000            | 4 000             | 4 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-49 - Lycée des RAPIDES                                                  | 4 000            | 4 000             | 4 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-50 - Lycée de FATIMA                                                    | 4 000            | 4 000             | 4 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-51 - Lycée de MISKINE                                                   | 4 000            | 4 000             | 4 000            | 0                    | 0,00           |
| 16-15-52 - Lycée Technique                                                    | 30 000           | 30 000            | 30 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-53 - Lycée de GOBONGO                                                   | 4 000            | 4 000             | 4 000            | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                              | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|--------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| 16-15-54 - Lycée de BIMBO                              | 4 000           | 4 000             | 4 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-55 - Collège Technique Féminin                   | 10 000          | 10 000            | 10 000          | 0                    | 0,00           |
| 16-15-56 - Centre Formation Artisanale                 | 6 000           | 6 000             | 6 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-57 - ENI BAMBARI                                 | 16 800          | 16 800            | 16 800          | 0                    | 0,00           |
| 16-15-58 - Restaurant ENI BAMBARI                      | 33 000          | 33 000            | 33 000          | 0                    | 0,00           |
| 16-15-59 - Direction Générale IRFP                     | 6 000           | 6 000             | 6 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-60 - Lycée Application ENS                       | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-61 - Etablis. Provinciaux Secondaires            | 50 000          | 50 000            | 50 000          | 0                    | 0,00           |
| 16-15-65 - Documentaton Inspec. Général Enseign.       | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-66 - Carb. et Lubr. DGAF                         | 3 500           | 3 500             | 3 500           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-67- Carb. et Lubr. Direction Générale Ens.       | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-68 - Entretien Matériel Didactique               | 3 200           | 3 200             | 3 200           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-69 - Edition Fascicules Manuels Didactiques      | 8 500           | 8 500             | 8 500           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-70 - Direction Enseignement Technique            | 1 300           | 1 300             | 1 300           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-71 - Carburant UNESCO                            | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-72 - Enseignements Compl. Secondaires (vacation) | 90 000          | 90 000            | 90 000          | 0                    | 0,00           |
| 16-15-73- Carb. et Lubr. Missions IGE                  | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-77 - Organisation Concours et Examens            | 50 000          | 50 000            | 50 000          | 0                    | 0,00           |
| 16-15-78 - Téléphone, Téléx, Fax                       | 30 000          | 30 000            | 30 000          | 0                    | 0,00           |
| 16-15-86 - Eau                                         | 95 000          | 95 000            | 95 000          | 0                    | 0,00           |
| 16-15-87 - Electricité                                 | 54 500          | 54 500            | 54 500          | 0                    | 0,00           |
| 16-15-88 - Entretien RTS                               | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-89 - Carb. et Lubr. Services Généraux            | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet           | 3 500           | 3 500             | 3 500           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-91 - Carb. et Lubri. Inspections Académiques.    | 6 000           | 6 000             | 6 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-92 - Carbuarnts et Lubrifiants INRAP             | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-93 - Carb. et Lubri. Insp. Ens. Fond.            | 8 000           | 8 000             | 8 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-94 - Carb. et Lubrifiants Form. Pratiques        | 1 300           | 1 300             | 1 300           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-95- Carb. et Lubr. DGEESP                        | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-96 - Carb. et Lubr. ENI BAMBARI                  | 2 100           | 2 100             | 2 100           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-97 - Carb. et Lubr. Insp. Gén. Enseignem.        | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 16-15-98 - Car.et Lub. Secrétariat Général             | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                       | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 17 - MIN. DES MINES ET ENERGIE</b>     | <b>181 624</b>  | <b>181 624</b>    | <b>181 624</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| <b>17-10 - Personnel</b>                        | <b>147 249</b>  | <b>147 249</b>    | <b>147 249</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 17-10-10 - Personnel Titulaire                  | 132 895         | 132 895           | 132 895         | 0                    | 0,00           |
| 17-10-96 - Personnel Appui Services centraux    | 4 000           | 4 000             | 4 000           | 0                    |                |
| 17-10-97 - Personnel Appui Services Régionaux   | 4 000           | 4 000             | 4 000           | 0                    |                |
| 17-10-98 - Personnel Appui Énergie              | 1 239           | 1 239             | 1 239           | 0                    | 0,00           |
| 17-10-99 - Personnel Appui Mines                | 5 115           | 5 115             | 5 115           | 0                    | 0,00           |
| <b>17-15 - Dépenses courantes et diverses</b>   | <b>34 375</b>   | <b>34 375</b>     | <b>34 375</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 17-15-10- Cabinet du Ministre                   | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 17-15-11- Secrétariat Général                   | 1 100           | 1 100             | 1 100           | 0                    | 0,00           |
| 17-15-15- Directions régionales des Mines       | 1 400           | 1 400             | 1 400           | 0                    | 0,00           |
| 17-15-16- Direction Gén. Ressources Energétiq.  | 900             | 900               | 900             | 0                    | 0,00           |
| 17-15-17- Direction Génér. Ressourc. Minérales  | 900             | 900               | 900             | 0                    | 0,00           |
| 17-15-18- Direction Génér. Ressourc. Hydraul.   | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 17-15-20 - Lutte contre la fraude Minière       | 3 300           | 3 300             | 3 300           | 0                    | 0,00           |
| 17-15-21 - Eau                                  | 4 000           | 4 000             | 4 000           | 0                    | 0,00           |
| 17-15-22 - Electricité                          | 3 500           | 3 500             | 3 500           | 0                    | 0,00           |
| 17-15-23 - Téléphone, Téléx, Fax                | 7 000           | 7 000             | 7 000           | 0                    | 0,00           |
| 17-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet    | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 17-15-91 - Carb. et Lubr. Brigade Minière       | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 17-15-92 - Carb. et Lubr. Directions Régionales | 1 275           | 1 275             | 1 275           | 0                    | 0,00           |
| 17-15-93 - Carb. et Lubr. Services centraux     | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                                   | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 18 - MIN. de l' ECO. DU PLAN<br/>ET DE LA COOP. INTERNATIONALE</b> | <b>308 227</b>  | <b>308 227</b>    | <b>308 227</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| <b>18-10 - Personnel</b>                                                    | <b>172 327</b>  | <b>172 327</b>    | <b>172 327</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 18-10-10 - Personnel Titulaire                                              | 145 890         | 145 890           | 145 890         | 0                    | 0,00           |
| 18-10-91 - Personnel Appui Statistique                                      | 1 918           | 1 918             | 1 918           | 0                    | 0,00           |
| 18-10-92 - Personnel Appui Plan                                             | 24 519          | 24 519            | 24 519          | 0                    | 0,00           |
| <b>18-15- Dépenses courantes et diverses</b>                                | <b>135 900</b>  | <b>135 900</b>    | <b>135 900</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 18-15-10- Cabinet                                                           | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 18-15-11 - Fonctionnement services du Plan                                  | 3 500           | 3 500             | 3 500           | 0                    | 0,00           |
| 18-15-12 - Direction Statistiques                                           | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 18-15-13 - Entretien matériel informatique                                  | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 18-15-14 - Eau                                                              | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 18-15-15 - Electricité                                                      | 12 000          | 12 000            | 12 000          | 0                    | 0,00           |
| 18-15-16 - Téléphone, Téléx, Fax                                            | 18 000          | 18 000            | 18 000          | 0                    | 0,00           |
| 18-15-17- Coordination                                                      | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 18-15-18 - Direction Générale Service Appui                                 | 1 800           | 1 800             | 1 800           | 0                    | 0,00           |
| 18-15-19 - États g/raux de l'éco et table ronde bailleurs                   | 75 000          | 75 000            | 75 000          | 0                    | 0,00           |
| 18-15-90 - Carb. et lubr. Statistiques                                      | 2 600           | 2 600             | 2 600           | 0                    | 0,00           |
| 18-15-91 - Carb. et Lubr. Accueil Missions                                  | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 18-15-93 - Carb. et Lubr. Cabinet                                           | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 18-15-94 - Carb. et Lubr. Division Programme Projet                         | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 18-15-95 - Carb. et Lubr. Division Gestion Economie                         | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 18-15-96 - Carb. Lubr. Division Relations Extérieures                       | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                                    | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 19 - MIN. EMPLOI, FONCT. PUBL. ET<br/>FORMATION PROFESSIONNELLE</b> | <b>713 300</b>  | <b>713 300</b>    | <b>711 550</b>  | <b>-1 750</b>        | <b>-0,25</b>   |
| <b>19-10 - Personnel</b>                                                     | <b>660 000</b>  | <b>660 000</b>    | <b>660 000</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 19-10-10 - Personnel Titulaire                                               | 654 000         | 654 000           | 654 000         | 0                    | 0,00           |
| 19-10-99 - Personnel d'Appui Ministère                                       | 6 000           | 6 000             | 6 000           | 0                    | 0,00           |
| <b>19-15 - Dépenses courantes et diverses</b>                                | <b>53 300</b>   | <b>53 300</b>     | <b>51 550</b>   | <b>-1 750</b>        | <b>-3,28</b>   |
| 19-15-10 - Cabinet                                                           | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-11 - Fonctionnement DGFP                                               | 1 300           | 1 300             | 1 300           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-12 - Produits d'entretien                                              | 1 200           | 1 200             | 1 200           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-13 - Fonctionnement DG/Travail                                         | 900             | 900               | 900             | 0                    | 0,00           |
| 19-15-14 - Fonctionnement Direction Méd. de Travail                          | 800             | 800               | 800             | 0                    | 0,00           |
| 19-15-15 - Mobilier et matériel                                              | 0               | 0                 | 0               | 0                    | 0,00           |
| 19-15-16 - Fonctionnement SGFP                                               | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-17 - Fonctionnement DSAF                                               | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-18 - Fonctionnement Inspection Centrale                                | 750             | 750               | 0               | -750                 | -100,00        |
| 19-15-19 - Fonctionnement Inspect. Région Bria                               | 850             | 850               | 850             | 0                    | 0,00           |
| 19-15-20 - Fonctionnement Insp. région Bossangoa                             | 850             | 850               | 850             | 0                    | 0,00           |
| 19-15-21 - Multiplication Statut Fonction Publique                           | 2 200           | 2 200             | 2 200           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-30 - Insp. de Travail Centre Bangui                                    | 850             | 850               | 850             | 0                    | 0,00           |
| 19-15-31 - Insp. Rég. Secteur Est Bambari                                    | 850             | 850               | 850             | 0                    | 0,00           |
| 19-15-32 - Insp. Rég. secteur Ouest BERBERATI                                | 850             | 850               | 850             | 0                    | 0,00           |
| 19-15-33 - Insp. Rég. secteur Sud-Est BANGASSOU                              | 850             | 850               | 850             | 0                    | 0,00           |
| 19-15-34 - Insp. Régionale de M'BAIKI                                        | 850             | 850               | 850             | 0                    | 0,00           |
| 19-15-36 - Direction Système et Méthodes                                     | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-37 - Entretien Matériel Informatique                                   | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-38 - Fonctionnement Organes Réformes                                   | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-39 - Eau                                                               | 1 200           | 1 200             | 1 200           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-40 - Electricité                                                       | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-41 - Téléphone, Téléex, Fax                                            | 10 000          | 10 000            | 10 000          | 0                    | 0,00           |
| 19-15-42 - Abonnements périodiques                                           | 300             | 300               | 300             | 0                    | 0,00           |
| 19-15-90 - Carb. et lubr. Chargés de Mission                                 | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-91 - Carb. et lubr. Insp. Régionales                                   | 5 000           | 5 000             | 5 000           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-92 - Carb. lub. Secrétariat Général                                    | 1 200           | 1 200             | 1 200           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-93 - Carb. et lubr. Cabinet                                            | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-94 - Carb. lub DSAF                                                    | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-95 - Carb. lub. Dir. Med Travail                                       | 500             | 500               | 500             | 0                    | 0,00           |
| 19-15-96 - Carb. lub. DGFP                                                   | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-97 - Carb. lub. DG/Travail                                             | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-98 - Carb. lub. Services Centraux                                      | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 19-15-99 - Carb. lub Inspection Centrale                                     | 1 000           | 1 000             | 0               | -1 000               | -100,00        |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                                  | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|----------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 20 - MIN. CULTURE CIVIQUE CHARG.<br/>RELATIONS AVEC PARLEMENT</b> | <b>50 579</b>   | <b>50 579</b>     | <b>56 779</b>   | <b>6 200</b>         | <b>12,26</b>   |
| <b>20-10 - Personnel</b>                                                   | <b>34 779</b>   | <b>34 779</b>     | <b>34 779</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 20-10-10 - Personnel titulaire                                             | 31 529          | 31 529            | 31 529          | 0                    | 0,00           |
| 20-10-11 - Personnel d'Appui                                               | 3 250           | 3 250             | 3 250           | 0                    | 0,00           |
| <b>20-15 - Dépenses courantes et diverses</b>                              | <b>15 800</b>   | <b>15 800</b>     | <b>22 000</b>   | <b>6 200</b>         | <b>39,24</b>   |
| 20-15-10 - Cabinet                                                         | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 20-15-11 - Fonctionnement Services                                         | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 20-15-14 - Direction de la PCC                                             | 0               | 0                 | 2 000           | 2 000                |                |
| 20-15-15 - Abonnement et Frais impression                                  | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 20-15-16 - Intervention aux travaux parlementaires                         | 0               | 0                 | 2 000           | 2 000                |                |
| 20-15-17 - Electricité                                                     | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 20-15-18 - Eau                                                             | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 20-15-19 - Téléphone, Téléx, Fax                                           | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 20-15-20 - Formation animateurs et vulgarisateurs                          | 0               | 0                 | 2 000           | 2 000                |                |
| 20-15-91 - Carburant lubrifiant Cabinet                                    | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 20-15-92 - Carburant lubrifiant Services                                   | 1 800           | 1 800             | 2 000           | 200                  | 11,11          |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                   | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 21 - MIN. COMMUNICATION</b>                        | <b>490 166</b>  | <b>510 166</b>    | <b>484 526</b>  | <b>-25 640</b>       | <b>-5,03</b>   |
| <b>21-10 - Personnel</b>                                    | <b>299 941</b>  | <b>299 941</b>    | <b>283 101</b>  | <b>-16 840</b>       | <b>-5,61</b>   |
| 21-10-10 - Personnel titulaire Communication                | 265 513         | 265 513           | 265 513         | 0                    | 0,00           |
| 21-10-10 - Personnel titulaire poste                        | 16 000          | 16 000            | 0               | 0                    | 0,00           |
| 21-10-99 - Personnel Appui                                  | 840             | 840               | 0               | 0                    | 0,00           |
| 21-10-91 - Personnel d'appui communication                  | 17 588          | 17 588            | 17 588          | 0                    | 0,00           |
| <b>21-15 - Dépenses courantes et diverses</b>               | <b>190 225</b>  | <b>210 225</b>    | <b>201 425</b>  | <b>-8 800</b>        | <b>-4,19</b>   |
| 21-15-10 - Cabinet                                          | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 21-15-11 - Secrétariat Général                              | 1 400           | 1 400             | 1 400           | 0                    | 0,00           |
| 21-15-12 - Fournitures de bureau Communic.                  | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |
| 21-15-13 - Inspec. Générale et Chargés Missions             | 1 800           | 1 800             | 0               | 0                    | 0,00           |
| 21-15-15 - Entretien matériel radio                         | 6 200           | 6 200             | 6 200           | 0                    | 0,00           |
| 21-15-16 - Entretien matériel télévision                    | 7 200           | 7 200             | 7 200           | 0                    | 0,00           |
| 21-15-17 - Acquisition fournitures télé.(T.D.F.)            | 9 500           | 9 500             | 9 500           | 0                    | 0,00           |
| 21-15-18 - Acquisition fourmit. radio (T.D.F)               | 13 500          | 13 500            | 13 500          | 0                    | 0,00           |
| 21-15-19 - Fonctionnement ACAP                              | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 21-15-20 - Dotation Haut Conseil de la Communication        | 0               | 20 000            | 15 000          | -5 000               | -25,00         |
| 21-15-23 - Eau                                              | 16 000          | 16 000            | 16 000          | 0                    | 0,00           |
| 21-15-24 - Electricité                                      | 71 000          | 71 000            | 71 000          | 0                    | 0,00           |
| 21-15-25 - Téléphone, Téléx, Fax                            | 15 125          | 15 125            | 15 125          | 0                    | 0,00           |
| 21-15-26 - Radio Rurale                                     | 22 000          | 22 000            | 22 000          | 0                    | 0,00           |
| 21-15-90 - Carburant et lubrifiant Cabinet                  | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 21-15-91 - Carburant et lubrifiant Radio Rurale             | 14 000          | 14 000            | 14 000          | 0                    | 0,00           |
| 21-15-92 - Carb. lub. Fonctionmt. Communication             | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 21-15-93 - Carb. lub. Services Postes et Télécommunications | 2 000           | 2 000             | 0               | -2 000               | -100,00        |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                               | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|---------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 22 - MIN. DE LA JEUNESSE<br/>ET DES SPORTS</b> | <b>188 332</b>  | <b>188 332</b>    | <b>188 332</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| <b>22-10 - Personnel</b>                                | <b>125 532</b>  | <b>125 532</b>    | <b>125 532</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 22-10-10 - Personnel titulaire                          | 119 761         | 119 761           | 119 761         | 0                    | 0,00           |
| 22-10-91 - Personnel d'appui                            | 5 771           | 5 771             | 5 771           | 0                    | 0,00           |
| <b>22-15 - Dépenses courantes et diverses</b>           | <b>62 800</b>   | <b>62 800</b>     | <b>62 800</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 22-15-10 - Cabinet                                      | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 22-15-11 - Secrétariat Général                          | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 22-15-14 - Direction Gén. Jeunesse Sport                | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 22-15-15 - Inspection Centrale                          | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 22-15-16 - Centres médicaux sportifs                    | 2 400           | 2 400             | 2 400           | 0                    | 0,00           |
| 22-15-17 - Appui Maison des Jeunes                      | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 22-15-18 - Eau                                          | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 22-15-19 - Electricité                                  | 14 000          | 14 000            | 14 000          | 0                    | 0,00           |
| 22-15-21 - Téléphone, Téléx, Fax                        | 6 500           | 6 500             | 6 500           | 0                    | 0,00           |
| 22-15-24 - Acquisition matériels sportifs               | 12 000          | 12 000            | 12 000          | 0                    | 0,00           |
| 22-15-25 - Directions Régionales                        | 3 500           | 3 500             | 3 500           | 0                    | 0,00           |
| 22-15-26 - Centre d'Animation Sportive                  | 2 600           | 2 600             | 2 600           | 0                    | 0,00           |
| 22-15-27 - Fonctionnement DCNJS                         | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 22-15-90 - Carb. lub. Fonctionmt. services centraux     | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 22-25-91 - Carb. Lubr. Direction Régionales             | 1 800           | 1 800             | 1 800           | 0                    | 0,00           |
| 22-15-93 - Carburant et lubrifiant Cabinet              | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                                         | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 23 - MIN. DES AFFAIRES SOCIALES DE<br/>LA PROMO.FAMILLE ET DES HAND.</b> | <b>605 175</b>  | <b>605 175</b>    | <b>601 675</b>  | <b>-3 500</b>        | <b>-0,58</b>   |
| <b>23-10 - Personnel</b>                                                          | <b>485 000</b>  | <b>485 000</b>    | <b>485 000</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 23-10-10 - Personnel Titulaire                                                    | 450 000         | 450 000           | 450 000         | 0                    | 0,00           |
| 23-10-99 - Personnel d' Appui                                                     | 35 000          | 35 000            | 35 000          | 0                    | 0,00           |
| <b>23-15 - Dépenses courantes et diverses</b>                                     | <b>120 175</b>  | <b>120 175</b>    | <b>116 675</b>  | <b>-3 500</b>        | <b>-2,91</b>   |
| 23-15-10 - Cabinet Ministre                                                       | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-11 - Cabinet Secrétaire d'Etat                                              | 2 000           | 2 000             | 0               | -2 000               |                |
| 23-15-12 - Secrétariat Général                                                    | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-13 - Mobilier matériel et outillages                                        | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-15 - Direction centre de DAMARA (Annexe)                                    | 0               | 0                 | 0               | 0                    |                |
| 23-15-16 - Centre de la Mère et de l'Enfant                                       | 13 000          | 13 000            | 13 000          | 0                    | 0,00           |
| 23-15-17 - Secours assistance aux indigents                                       | 22 500          | 22 500            | 22 500          | 0                    | 0,00           |
| 23-15-18 - Services sociaux Spécialisés                                           | 10 000          | 10 000            | 10 000          | 0                    | 0,00           |
| 23-15-19 - Ecoles maternelles Bangui                                              | 5 000           | 5 000             | 5 000           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-20 - Ecoles maternelles Provinces                                           | 10 500          | 10 500            | 10 500          | 0                    | 0,00           |
| 23-15-21 - Direct. Gén. Solidarité Nationale                                      | 6 000           | 6 000             | 6 000           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-22 - Direct. Gén. Promotion Femme                                           | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-23 - Inspect. Région. Actio. Social Com.                                    | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-24 - Institutions Formations Spécialisées                                   | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-25 - Manifestations Sociales                                                | 5 675           | 5 675             | 5 675           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-26 - Eau                                                                    | 500             | 500               | 500             | 0                    | 0,00           |
| 23-15-27 - Electricité                                                            | 4 500           | 4 500             | 4 500           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-28 - Téléphone, Téléx, Fax                                                  | 6 500           | 6 500             | 6 500           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-29 - DGPSA                                                                  | 7 500           | 7 500             | 7 500           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-30 - DGAS                                                                   | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-91 - Carburants lubrifiants Cabinet                                         | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-92 - Carb. lub. Fonctionnement services                                     | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-93 - Carb. lubr. Develop. Commun.                                           | 4 500           | 4 500             | 4 500           | 0                    | 0,00           |
| 23-15-94 - Carb. lubr. Secrétaire d'Etat                                          | 1 500           | 1 500             | 0               | -1 500               |                |
| 23-15-95 - Carb; Lub. Direction Régionale                                         | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                          | CREDITS<br>1999  | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000  | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|--------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 24 - MIN. DE LA SANTE</b>                                 | <b>4 725 309</b> | <b>4 725 309</b>  | <b>4 960 309</b> | <b>235 000</b>       | <b>4,97</b>    |
| <b>24-10 - Personnel</b>                                           | <b>2 889 709</b> | <b>2 889 709</b>  | <b>2 889 709</b> | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 24-10-10 - Personnel Titulaire                                     | 2 523 032        | 2 523 032         | 2 523 032        | 0                    | 0,00           |
| 24-10-96 - Personnel d'Appui Bangui                                | 189 555          | 189 555           | 189 555          | 0                    | 0,00           |
| 24-10-97 - Personnel d'Appui Provinces                             | 153 085          | 153 085           | 153 085          | 0                    | 0,00           |
| 24-10-98 - Personnel d'Appui Hopital Amitié                        | 24 037           | 24 037            | 24 037           | 0                    | 0,00           |
| <b>24-15 - Dépenses courantes et diverses</b>                      | <b>1 835 600</b> | <b>1 835 600</b>  | <b>2 070 600</b> | <b>235 000</b>       | <b>12,80</b>   |
| 24-15-10 - Cabinet Ministre                                        | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 24-15-11 - Fournitures DGSA-DGSPP et CM                            | 15 000           | 15 000            | 15 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-16 - Matériels, outillages                                   | 6 000            | 6 000             | 6 000            | 0                    | 0,00           |
| 24-15-17 - Maintenance Biomédicale                                 | 6 500            | 6 500             | 20 000           | 13 500               | 207,69         |
| 24-15-21 - Direction Médecine Préventive                           | 3 500            | 3 500             | 3 500            | 0                    | 0,00           |
| 24-15-23 - Direction Santé Familiale et Population                 | 4 500            | 4 500             | 4 000            | -500                 | -11,11         |
| 24-15-24 - Direction des Etablissements des soins                  | 0                | 0                 | 2 000            | 2 000                | 0,00           |
| 24-15-27 - Laboratoire National de biologie clinique et santé pub. | 50 000           | 50 000            | 50 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-29 - Direction Santé Communautaire                           | 15 000           | 15 000            | 10 000           | -5 000               | -33,33         |
| 24-15-30 - Hôpital central (CNHUB+Complexe pédiatrique)            | 50 000           | 50 000            | 180 000          | 130 000              | 260,00         |
| 24-15-31 - Complexe Pédiatrique CNHUB                              | 130 000          | 130 000           | 0                | -130 000             | -100,00        |
| 24-15-32 - Service Coordination et Suivi SSP                       | 5 000            | 5 000             | 5 000            | 0                    | 0,00           |
| 24-15-33 - Soins de Santé Prim. (Régions San.)                     | 170 000          | 170 000           | 200 000          | 30 000               | 17,65          |
| 24-15-34 - C N T S                                                 | 75 000           | 75 000            | 75 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-35 - D M P (Direct. Pharma. et Médicam.)                     | 3 500            | 3 500             | 3 500            | 0                    | 0,00           |
| 24-15-36 - Centre REF MST/SIDA                                     | 50 000           | 50 000            | 50 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-37 - Hôpitaux Préfectoraux                                   | 0                | 0                 | 150 000          | 150 000              | 0,00           |
| 24-15-40 - Hôpital de l'Amitié                                     | 150 000          | 150 000           | 150 000          | 0                    | 0,00           |
| 24-15-41 - Hôpital Communautaire                                   | 165 000          | 165 000           | 165 000          | 0                    | 0,00           |
| 24-15-42 - Hôpitaux et Formation (Régions San.)                    | 250 000          | 250 000           | 100 000          | -150 000             | -60,00         |
| 24-15-43 - Achat anti Tuberculeux                                  | 80 000           | 80 000            | 80 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-44 - IEC                                                     | 5 000            | 5 000             | 5 000            | 0                    | 0,00           |
| 24-15-45 - Achat anti rabique, sérum antibiotique                  | 0                | 0                 | 10 000           | 10 000               | 0,00           |
| 24-15-50 - Centres santé urb. et Matern. BANGUI                    | 55 000           | 55 000            | 55 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-52 - Centre de Nutrition BOSSANGO                            | 12 000           | 12 000            | 5 000            | -7 000               | -58,33         |
| 24-15-55 - Prise en charge malades SIDA (Trithérapie)              | 0                | 0                 | 200 000          | 200 000              | 0,00           |
| 24-15-56 - Service National lutte contre SIDA                      | 20 000           | 20 000            | 20 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-57 - Direction Méd. Préventive (Lèpre)                       | 9 000            | 9 000             | 9 000            | 0                    | 0,00           |
| 24-15-58 - Eau                                                     | 150 000          | 150 000           | 150 000          | 0                    | 0,00           |
| 24-15-59 - Electricité                                             | 160 000          | 160 000           | 150 000          | -10 000              | -6,25          |
| 24-15-60 - Téléphone, Téléx, Fax                                   | 80 000           | 80 000            | 80 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-80 - Carb Lub. Supervision SSP Régions sanitaires            | 20 000           | 20 000            | 8 000            | -12 000              | -60,00         |
| 24-15-81 - Carb Lub. Intervention Urgence                          | 5 000            | 5 000             | 7 000            | 2 000                | 40,00          |
| 24-15-82 - Carb. Lub. Superv. SSP Préfectures sanitaires           | 0                | 0                 | 12 000           | 12 000               | 0,00           |
| 24-15-83 - Carb.Lubri. Service national lutte VIH-SIDA             | 3 000            | 3 000             | 3 000            | 0                    | 0,00           |
| 24-15-84 - Carb. et Lubri.Direct. Santé Communaut                  | 7 000            | 7 000             | 7 000            | 0                    | 0,00           |
| 24-15-85 - Carburant C N T S                                       | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 24-15-86 - Carburant Dir. Pharm. Méd.                              | 1 000            | 1 000             | 1 000            | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                   | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| 24-15-87 - Carburant Santé Familiale et Population          | 2 800           | 2 800             | 2 800           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-88 - Carb et Lubr Services Généraux                   | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-89 - Carb.Lubr. Centre Ref MST/SIDA                   | 2 800           | 2 800             | 2 800           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet                | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-91 - Carburants et lubrifiants CNHUB                  | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-92 - Carburants et lubrifiants Hôp. Amitié            | 6 500           | 6 500             | 6 500           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-93 - Carb. et lubr. Hôp. Communautaire                | 8 000           | 8 000             | 8 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-94 - Carburants et lubrifiants fonction. Régions San. | 24 000          | 24 000            | 24 000          | 0                    | 0,00           |
| 24-15-95 - Carburants et lubrifiants Lab. National          | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-96 - Carb. lub. DMP et lutte contre maladie           | 8 000           | 8 000             | 8 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-97 - Carburant Complexe Pédiatrique                   | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-98 - Carb. Lub. Inspection générale                   | 4 000           | 4 000             | 4 000           | 0                    | 0,00           |
| 24-15-99 - Carburants et lubr. DGSA & DGSP                  | 6 000           | 6 000             | 6 000           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                | CREDITS<br>1999  | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000  | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|----------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 25 - MIN. AGRICULTURE ET<br/>ELEVAGE</b>        | <b>1 478 881</b> | <b>1 478 881</b>  | <b>1 481 881</b> | <b>3 000</b>         | <b>0,20</b>    |
| <b>25-10 - Personnel</b>                                 | <b>1 343 281</b> | <b>1 343 281</b>  | <b>1 343 281</b> | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 25-10-10 - Personnel Titulaire Ministère                 | 1 253 646        | 1 253 646         | 1 253 646        | 0                    | 0,00           |
| 25-10-73 - Personnel Appui Service Trav agricoles        | 27 217           | 27 217            | 27 217           | 0                    | 0,00           |
| 25-10-74 - Personnel Appui Statistique                   | 3 340            | 3 340             | 3 340            | 0                    | 0,00           |
| 25-10-75 - Personnel Appui Etablis. scol agric.          | 4 111            | 4 111             | 4 111            | 0                    | 0,00           |
| 25-10-76 - Personnel Appui Coordinat. agricole           | 1 694            | 1 694             | 1 694            | 0                    | 0,00           |
| 25-10-77 - Personnel Appui Délégation Régionale          | 8 010            | 8 010             | 8 010            | 0                    | 0,00           |
| 25-10-78 - Personnel Appui agricole administra.          | 3 340            | 3 340             | 3 340            | 0                    | 0,00           |
| 25-10-79 - Personnel Appui Service administra.           | 5 020            | 5 020             | 5 020            | 0                    | 0,00           |
| 25-10-80 - Personnel Appui CREF                          | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 25-10-85 - Personnel Appui SCNP                          | 4 750            | 4 750             | 4 750            | 0                    | 0,00           |
| 25-10-97 - Personnel Appui Instit. agricoles             | 18 089           | 18 089            | 18 089           | 0                    | 0,00           |
| 25-10-98 - Personnel Appui Etud. Suiv. Evaluat.          | 2 032            | 2 032             | 2 032            | 0                    | 0,00           |
| 25-10-99 - Personnel d'Appui Cabinet                     | 2 032            | 2 032             | 2 032            | 0                    | 0,00           |
| <b>25-15 - Dépenses courantes et diverses</b>            | <b>135 600</b>   | <b>135 600</b>    | <b>138 600</b>   | <b>3 000</b>         | <b>2,21</b>    |
| 25-15-10 - Cabinet du Ministre                           | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-12 - Fournitures de bureau                         | 5 000            | 5 000             | 5 000            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-14 - Fournit. Serv. Civ. National                  | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-16 - Fonctionnement PDSV                           | 5 500            | 5 500             | 5 500            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-18 - Fonctionnement maraîchage BANGUI              | 1 200            | 1 200             | 1 200            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-22 - Fonctionnement CREF                           | 4 000            | 4 000             | 4 000            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-23 - Fonctio. Hydraulique Villageoise              | 3 500            | 3 500             | 3 500            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-24 - Etablissements Scolaires Agricoles            | 12 000           | 12 000            | 12 000           | 0                    | 0,00           |
| 25-15-25 - Centre de multiplication agricole             | 2 200            | 2 200             | 2 200            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-26 - Fonctionnement PAPAAV                         | 0                | 0                 | 2 000            | 2 000                | 0,00           |
| 25-15-27 - Fonctionnement clinique vétéri.               | 800              | 800               | 800              | 0                    | 0,00           |
| 25-15-28 - Fonctionnement LANDJA                         | 600              | 600               | 600              | 0                    | 0,00           |
| 25-15-29 - Formation des Jeunes (SCNPJ)                  | 2 000            | 2 000             | 2 000            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-30 - Matériel et Outillage (SCNPJ)                 | 2 000            | 2 000             | 1 000            | -1 000               | -50,00         |
| 25-15-31 - Inspection Centrale                           | 1 200            | 1 200             | 1 200            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-32 - Fonctionnement ANDE                           | 0                | 0                 | 6 000            | 6 000                | 0,00           |
| 25-15-33 - Fonctionnement Irrigation                     | 800              | 800               | 800              | 0                    | 0,00           |
| 25-15-36 - Rétributions Professeurs vacataires           | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-37 - Eau                                           | 3 000            | 3 000             | 3 000            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-38 - Electricité                                   | 20 000           | 20 000            | 17 500           | -2 500               | -12,50         |
| 25-15-39 - Téléphone, Téléc, Fax                         | 20 000           | 20 000            | 17 500           | -2 500               | -12,50         |
| 25-15-40 - Organisation Journée Mondiale d'Aliment.      | 20 000           | 20 000            | 20 000           | 0                    | 0,00           |
| 25-15-90 - Carburants et Lubrifiants Cabinet             | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-91 - Carb. et lubr. SCNPJ                          | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-92 - Carb. et lubr. Délégations Régionales         | 4 500            | 4 500             | 4 500            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-93 - Carb. et lubr. Etablissement Scolaire         | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-94 - Carb. et lubr. Inspection Centrale            | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-95 - Carb. et lubr. PAPAAV                         | 0                | 0                 | 1 000            | 1 000                | 0,00           |
| 25-15-96 - Carb. et lubr. Hydraulique Villag.            | 2 500            | 2 500             | 2 500            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-97 - Carb. et lubr. Chargés de Mission             | 1 800            | 1 800             | 1 800            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-98 - Carb. et lubr. Dir. Gén. Planif. Etudes suivi | 3 000            | 3 000             | 3 000            | 0                    | 0,00           |
| 25-15-99 - Carb. lubr. Dir. Gén. Ap. Agri Ad. Res. Hu.   | 3 000            | 3 000             | 3 000            | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                               | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|---------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 26 - MIN. DE LA CULTURE</b>                    | <b>89 925</b>   | <b>89 925</b>     | <b>89 925</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| <b>26-10 - Personnel</b>                                | <b>65 000</b>   | <b>65 000</b>     | <b>65 000</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 26-10-10 - Personnel Titulaire Ministère                | 59 000          | 59 000            | 59 000          | 0                    | 0,00           |
| 26-10-73 - Personnel Appui                              | 6 000           | 6 000             | 6 000           | 0                    | 0,00           |
| <b>26-15 - Dépenses courantes et diverses</b>           | <b>24 925</b>   | <b>24 925</b>     | <b>24 925</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 26-15-10 - Cabinet                                      | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 26-15-11 - Secrétariat Général                          | 0               | 0                 | 0               | 0                    |                |
| 26-15-12 - Direction Générale du Tourisme               | 0               | 0                 | 0               | 0                    |                |
| 26-15-13 - Délégations Régionales du Tourisme           | 0               | 0                 | 0               | 0                    |                |
| 26-15-14 - Manifestations Culturelles                   | 4 000           | 4 000             | 4 000           | 0                    | 0,00           |
| 26-15-15 - Direction Générale Arts et Culture           | 3 000           | 3 000             | 3 000           | 0                    | 0,00           |
| 26-15-16 - Fournitures Arts et Culture                  | 0               | 0                 | 0               | 0                    |                |
| 26-15-17 - Musées Monuments Provinciaux                 | 1 700           | 1 700             | 1 700           | 0                    | 0,00           |
| 26-15-20 - Mobilier et matériel de bureau               | 0               | 0                 | 0               | 0                    |                |
| 26-15-21 - Eau                                          | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 26-15-22 - Electricité                                  | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 26-15-23 - Téléphone, Télèx, Fax                        | 5 500           | 5 500             | 5 500           | 0                    | 0,00           |
| 26-15-24 - Entretien matériel informatique              | 0               | 0                 | 0               | 0                    |                |
| 26-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet            | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 26-15-91 - Carburants Direction Gle Arts et Culture     | 1 225           | 1 225             | 1 225           | 0                    | 0,00           |
| 26-15-92 - Carburant et lubrifiants fonctionmt services | 1 000           | 1 000             | 1 000           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                   | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 27 - MIN. DU TOURISME</b>                          | 0               | 0                 | 26 500          | 26 500               |                |
| <b>27-10 - Personnel</b>                                    | 0               | 0                 | 0               | 0                    |                |
| 27-10-10 - Personnel Titulaire Ministère                    | 0               | 0                 | 0               | 0                    |                |
| 27-10-73 - Personnel Appui                                  | 0               | 0                 | 0               | 0                    |                |
| <b>27-15 - Dépenses courantes et diverses</b>               | 0               | 0                 | 26 500          | 26 500               |                |
| 27-15-10 - Cabinet                                          | 0               | 0                 | 2 500           | 2 500                |                |
| 27-15-11 - Direction Générale des Services Centraux         | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 27-15-12 - Direction Générale du Tourisme                   | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |
| 27-15-13 - Délégations Régionales du Tourisme               | 0               | 0                 | 2 000           | 2 000                |                |
| 27-15-14 - Mobilier et matériel de bureau                   | 0               | 0                 | 3 000           | 3 000                |                |
| 27-15-15 - Eau                                              | 0               | 0                 | 1 000           | 1 000                |                |
| 27-15-16 - Electricité                                      | 0               | 0                 | 1 000           | 1 000                |                |
| 27-15-17 - Téléphone, Téléx, Fax                            | 0               | 0                 | 8 000           | 8 000                |                |
| 27-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet                | 0               | 0                 | 2 500           | 2 500                |                |
| 27-15-91 - Carburants et lubrifiants Directions Générales   | 0               | 0                 | 2 000           | 2 000                |                |
| 27-15-92 - Carburants et lubrifiants Délégations Régionales | 0               | 0                 | 1 500           | 1 500                |                |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                              | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 28 - MIN. ENVIRONNEMENT EAUX,<br/>FORETS, CHASSES, PECHEs</b> | <b>365 853</b>  | <b>365 853</b>    | <b>365 853</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| <b>28-10 - Personnel</b>                                               | <b>323 053</b>  | <b>323 053</b>    | <b>323 053</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 28-10-10 - Personnel Titulaire                                         | 300 495         | 300 495           | 300 495         | 0                    | 0,00           |
| 28-10-90 - Personnel Appui Centre Pisciculture                         | 13 208          | 13 208            | 13 208          | 0                    | 0,00           |
| 28-10-91 - Personnel Appui Parc et Environnement                       | 9 350           | 9 350             | 9 350           | 0                    | 0,00           |
| <b>28-15 - Dépenses courantes et diverses</b>                          | <b>42 800</b>   | <b>42 800</b>     | <b>42 800</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 28-15-10 - Cabinet                                                     | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-11 - Secrétariat Général                                         | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-13 - Direction Gén. Services centraux                            | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-14 - Direction Gén. Services régionaux                           | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-15 - Mobilier , matériel                                         | 0               | 0                 | 0               | 0                    | 0,00           |
| 28-15-16 - Entretien centre Pisciculture                               | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-17 - Alimentation Poissons                                       | 2 100           | 2 100             | 2 100           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-18 - Dir. Ecole Gardes Chasse BAMINGUI                           | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-19 - Recherche Pisciculture                                      | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-20 - Divisions forestières                                       | 6 700           | 6 700             | 6 700           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-21 - Eau                                                         | 6 000           | 6 000             | 6 000           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-22 - Electricité                                                 | 4 000           | 4 000             | 4 000           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-23 - Téléphone, Télèx, Fax                                       | 4 500           | 4 500             | 4 500           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-24 - Direction Gén. Environnement                                | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet                           | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-91 - Carburants et lubrifiants Pisciculture                      | 1 500           | 1 500             | 1 500           | 0                    | 0,00           |
| 28-15-92 - Carb. lub. Fonctionn. Services                              | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                                  | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|----------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 29 - MIN. URBANISME, DE L'HABITAT ET<br/>DES EDIFICES PUBLICS</b> | <b>110 300</b>  | <b>110 300</b>    | <b>110 300</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| <b>29-10 - Personnel</b>                                                   | <b>80 000</b>   | <b>80 000</b>     | <b>80 000</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 29-10-10 - Personnel Titulaire                                             | 70 000          | 70 000            | 70 000          | 0                    | 0,00           |
| 29-10-92 - Personnel Appui                                                 | 10 000          | 10 000            | 10 000          | 0                    | 0,00           |
| <b>29-15 - Dépenses courantes et diverses</b>                              | <b>30 300</b>   | <b>30 300</b>     | <b>30 300</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 29-15-10 - Cabinet                                                         | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 29-15-16 - Dir.Général. Améng. Territ.                                     | 4 600           | 4 600             | 4 600           | 0                    | 0,00           |
| 29-15-17 - Eau                                                             | 1 800           | 1 800             | 1 800           | 0                    | 0,00           |
| 29-15-18 - Electricité                                                     | 6 000           | 6 000             | 6 000           | 0                    | 0,00           |
| 29-15-19 - Téléphone, Téléx, Fax;                                          | 5 800           | 5 800             | 5 800           | 0                    | 0,00           |
| 29-15-20 - DGLC                                                            | 2 500           | 2 500             | 2 500           | 0                    | 0,00           |
| 29-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet                               | 2 000           | 2 000             | 2 000           | 0                    | 0,00           |
| 29-15-91 - Carburants et lubrifiants Services                              | 5 100           | 5 100             | 5 100           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                          | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|----------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 30 - MIN.RELATION AVEC LE MONDE ARABE</b> | 0               | 0                 | 30 000          | 30 000               |                |
| <b>30-10 - Personnel</b>                           | 0               | 0                 | 0               | 0                    |                |
| 30-10-10 - Personnel Titulaire                     | 0               | 0                 |                 | 0                    |                |
| 30-10-92 - Personnel Appui                         | 0               | 0                 |                 | 0                    |                |
| <b>30-15 - Dépenses courantes et diverses</b>      | 0               | 0                 | 30 000          | 30 000               |                |
| 30-15-10 - Cabinet                                 | 0               | 0                 | 2 500           | 2 500                |                |
| 30-15-11 - Fonctionnement services                 | 0               | 0                 | 15 000          | 15 000               |                |
| 30-15-20 - Eau                                     | 0               | 0                 |                 | 0                    |                |
| 30-15-21 - Electricité                             | 0               | 0                 |                 | 0                    |                |
| 30-15-22 - Téléphone, Téléx, Fax;                  | 0               | 0                 |                 | 0                    |                |
| 30-15-23 - Achats mobiliers et matériels de bureau | 0               | 0                 | 8 000           | 8 000                |                |
| 30-15-90 - Carburants et lubrifiants Cabinet       | 0               | 0                 | 2 500           | 2 500                |                |
| 30-15-91 - Carburants et lubrifiants Services      | 0               | 0                 | 2 000           | 2 000                |                |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                      | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP. 31 - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL</b> | 0               | 0                 | 15 000          | 15 000               |                |
| <b>31-10 - Personnel</b>                       | 0               | 0                 | 0               | 0                    |                |
| 31-10-10 - Personnel Titulaire                 | 0               | 0                 |                 | 0                    |                |
| 31-10-92 - Personnel Appui                     | 0               | 0                 |                 | 0                    |                |
| <b>31-15 - Dépenses courantes et diverses</b>  | 0               | 0                 | 15 000          | 15 000               |                |
| 31-15-11 - Fonctionnement courant              | 0               | 0                 | 12 000          | 12 000               |                |
| 31-15-12 - Carburants et lubrifiants           | 0               | 0                 | 3 000           | 3 000                |                |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                      | CREDITS<br>1999  | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000  | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|----------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|----------------------|----------------|
| <b>TITRE 03 : DEPENSES COMMUNES</b>                            | <b>2 688 300</b> | <b>3 283 400</b>  | <b>3 669 900</b> | <b>386 500</b>       | <b>11,77</b>   |
| <b>CHAP. 36 - DEPENSES COMMUNES</b>                            | <b>2 688 300</b> | <b>3 283 400</b>  | <b>3 669 900</b> | <b>386 500</b>       | <b>11,77</b>   |
| <b>36-15 - Dépenses courantes et diverses</b>                  | <b>1 796 300</b> | <b>2 045 300</b>  | <b>2 569 900</b> | <b>524 600</b>       | <b>25,65</b>   |
| 36-15-10 - Location immeubles                                  | 350 000          | 475 000           | 475 000          | 0                    | 0,00           |
| 36-15-11 - Réparations civiles                                 | 50 000           | 50 000            | 50 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-12 - Imprimés                                            | 30 000           | 30 000            | 30 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-13 - Fêtes publiques                                     | 25 000           | 25 000            | 25 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-14 - Elections                                           | 150 000          | 150 000           | 0                | -150 000             | -100,00        |
| 36-15-15 - Traitement inform. impôts, solde, budget            | 300 000          | 300 000           | 300 000          | 0                    | 0,00           |
| 36-15-17 - Cellules informatiques finances                     | 15 000           | 15 000            | 15 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-18 - Remboursements divers                               | 20 000           | 35 000            | 35 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-21 - Redevance Postale et Timbres                        | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-22 - Accueil missions étrangères                         | 5 000            | 5 000             | 5 000            | 0                    | 0,00           |
| 36-15-23 - Hébergement missions étrangères                     | 18 000           | 18 000            | 18 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-24 - Hébergement des coopérants                          | 38 000           | 38 000            | 28 000           | -10 000              | -26,32         |
| 36-15-25 - Consultations FMI; BM; Comité Tech. PAS             | 3 500            | 3 500             | 3 500            | 0                    | 0,00           |
| 36-15-26 - Aide sociale aux famil. fonct. décédés              | 65 000           | 65 000            | 65 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-27 - Frais hospitalisation                               | 115 000          | 215 000           | 215 000          | 0                    | 0,00           |
| 36-15-28 - Habillement Service Para Militaires                 | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-29 - Contrôle physique personnel d'Etat (Fonctionnaires) | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-30 - Contrôle Physique Personnel d'appui                 | 0                | 0                 | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-34 - Entretien central téléphonique                      | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-35 - Relance Campagne économique                         | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-36 - Entretien de matériel roulant                       | 20 000           | 22 500            | 22 100           | -400                 | -1,78          |
| 36-15-37 - Entretien de matériel informatique                  | 7 000            | 7 000             | 7 000            | 0                    | 0,00           |
| 36-15-38 - Entretien matériel et outillage                     | 3 300            | 3 300             | 3 300            | 0                    | 0,00           |
| 36-15-39 - Achat de mobilier d'habitation                      | 15 000           | 15 000            | 15 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-40 - Achat de mobilier de bureau                         | 25 000           | 31 500            | 31 500           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-41 - Entretien de bâtiments d'habitation                 | 15 000           | 15 000            | 15 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-42 - Entretien de bâtiments de bureau                    | 25 000           | 25 000            | 25 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-43 - Entretien install. (eau, électricité)               | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-44 - Honoraires et frais divers(Avocat -Cons.)           | 20 000           | 20 000            | 20 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-45 - Maintien Sécurité intérieure                        | 200 000          | 200 000           | 350 000          | 150 000              | 75,00          |
| 36-15-48 - Formation Gestionnaire des Crédits                  | 3 500            | 3 500             | 3 500            | 0                    | 0,00           |
| 36-15-51 - Formation Recyclage Perfectionnement                | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-52 - Quote-Part Régies Financières                       | 100 000          | 100 000           | 100 000          | 0                    | 0,00           |
| 36-15-53 - Quote-Part Bloc-Finances, SGF, IGF et Cabinet       | 50 000           | 50 000            | 100 000          | 0                    | 0,00           |
| 36-15-58 - Fonction. Comm. Caisse Aut. Pensions                | 3 000            | 3 000             | 3 000            | 0                    | 0,00           |
| 36-15-59 - Plénipotentiaires de la CEMAC                       | 15 000           | 15 000            | 15 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-60 - CEBEVIRHA                                           | 15 000           | 15 000            | 15 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-15-62 - Dépouillement élections                             | 25 000           | 25 000            | 0                | -25 000              |                |
| 36-15-63 - Arriérés consommation publique Téléphone            | 0                | 0                 | 150 000          | 150 000              |                |
| 36-15-64 - Arriérés consommation publique Eau                  | 0                | 0                 | 200 000          | 200 000              |                |
| 36-15-65 - Arriérés consommation Electricité                   | 0                | 0                 | 150 000          | 150 000              |                |
| <b>36-16 - Frais de mission</b>                                | <b>245 000</b>   | <b>353 000</b>    | <b>350 000</b>   | <b>-3 000</b>        | <b>-0,85</b>   |
| 36-16-10 - Frais de mission étranger                           | 200 000          | 300 000           | 300 000          | 0                    | 0,00           |
| 36-16-24 - Frais de mission à l'intérieur                      | 30 000           | 38 000            | 35 000           | -3 000               | -7,89          |
| 36-16-25 - Carb.et Lubr.Mission intérieures                    | 15 000           | 15 000            | 15 000           | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                 | CREDITS<br>1999 | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000 | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|-----------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------|----------------------|----------------|
| <b>36-17 - Frais de transport</b>                         | <b>647 000</b>  | <b>885 100</b>    | <b>750 000</b>  | <b>-135 100</b>      | <b>-15,26</b>  |
| 36-17-11 - Frais de transport étranger                    | 180 000         | 280 000           | 230 000         | -50 000              | -17,86         |
| 36-17-12 - Frais de transport intérieur                   | 35 000          | 45 000            | 40 000          | -5 000               | -11,11         |
| 36-17-13 - Transport diplomates                           | 30 000          | 30 000            | 30 000          | 0                    | 0,00           |
| 36-17-14 - Rapatriement diplomates                        | 90 000          | 100 000           | 90 000          | -10 000              | -10,00         |
| 36-17-15 - Transport candidats et membre du jury          | 5 000           | 5 000             | 5 000           | 0                    | 0,00           |
| 36-17-16 - Transport matériel                             | 17 000          | 29 600            | 25 500          | -4 100               | -13,85         |
| 36-17-17 - Transports Evacuations sanitaires              | 70 000          | 95 000            | 74 000          | -21 000              | -22,11         |
| 36-17-18 - Transport étudiants à l'étranger               | 80 000          | 115 000           | 100 000         | -15 000              | -13,04         |
| 36-17-19 - Transport contractuels                         | 20 000          | 20 000            | 20 000          | 0                    | 0,00           |
| 36-17-20 - Autres transports à l'extérieur (Posit. stage) | 20 000          | 25 500            | 25 500          | 0                    | 0,00           |
| 36-17-21 - Voyages présidentiels                          | 70 000          | 110 000           | 80 000          | -30 000              | -27,27         |
| 36-17-26 - Transferts des Dépouilles mortelles            | 30 000          | 30 000            | 30 000          | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                     | CREDITS<br>1999  | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000  | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|---------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|----------------------|----------------|
| <b>TITRE 4 : INTERVENTIONS DE L'ETAT</b>                      | <b>5 823 780</b> | <b>6 748 380</b>  | <b>8 209 780</b> | <b>1 461 400</b>     | <b>21,66</b>   |
| <b>CHAP. 37 - TRANSFERTS ORGANISM. NATIONAUX</b>              | <b>3 800 400</b> | <b>4 669 400</b>  | <b>5 693 400</b> | <b>1 024 000</b>     | <b>21,93</b>   |
| <b>37-15 - Transferts intra administ. publique</b>            | <b>2 036 000</b> | <b>2 817 000</b>  | <b>2 007 000</b> | <b>-810 000</b>      | <b>-28,75</b>  |
| 37-15-10 - Dotation CAPMEA                                    | 18 000           | 18 000            | 0                | -18 000              | -100,00        |
| 37-15-11 - Subvention aux chambres consulaires                | 48 500           | 48 500            | 48 500           | 0                    | 0,00           |
| 37-15-12 - Subv. conseils généraux préfectures                | 23 500           | 23 500            | 23 500           | 0                    | 0,00           |
| 37-15-13 - Subv. Conseils Sous-Prefectures.                   | 45 000           | 45 000            | 45 000           | 0                    | 0,00           |
| 37-15-14 - Subv. Comité Luttre contre la drogue               | 14 000           | 0                 | 10 000           | 10 000               |                |
| 37-15-15 - Coûts sociaux de restruct. sect. para-public       | 105 000          | 0                 | 75 000           | 75 000               |                |
| 37-15-16 - Subv. Comité Technique Permant PAS                 | 35 000           | 35 000            | 35 000           | 0                    | 0,00           |
| 37-15-17 - Subvention d'équilibre à la SOCOCA                 | 1 677 000        | 2 577 000         | 1 700 000        | -877 000             | -34,03         |
| 37-15-18 - Indem. Chefs villages et quartiers                 | 70 000           | 70 000            | 70 000           | 0                    | 0,00           |
| <b>37-16 - Transferts aux administ. auton.</b>                | <b>610 000</b>   | <b>610 000</b>    | <b>610 000</b>   | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 37-16-10 - Quote-parts des pdts affec. aux Communes           | 310 000          | 310 000           | 310 000          | 0                    | 0,00           |
| 37-16-13 - Subvention aux collectivités locales               | 300 000          | 300 000           | 300 000          | 0                    | 0,00           |
| <b>37-17 - Transferts aux institutions à but non lucratif</b> | <b>183 000</b>   | <b>196 000</b>    | <b>162 000</b>   | <b>-34 000</b>       | <b>-17,35</b>  |
| 37-17-10 - Subv. aux Organis. Culturelles                     | 20 000           | 20 000            | 20 000           | 0                    | 0,00           |
| 37-17-11 - Subv. aux Fédérations Sportives                    | 25 000           | 36 000            | 40 000           | 4 000                | 11,11          |
| 37-17-12 - Subv. aux organisations Nationales                 | 20 000           | 22 000            | 22 000           | 0                    | 0,00           |
| 37-17-13 - Subv. aux Organisations Jeunesse                   | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 37-17-14 - Comité Suivi Pacte Reconciliation                  | 40 000           | 40 000            | 20 000           | -20 000              | -50,00         |
| 37-17-15 - Subv. Comité Interlocuteur MINURCA                 | 15 000           | 15 000            | 5 000            | -10 000              | -66,67         |
| 37-17-16 - Commission Réparation Victimes Mutineries          | 53 000           | 53 000            | 0                | -53 000              | -100,00        |
| 37-17-16 - Subv. Comité Jeux Olympics                         | 0                | 0                 | 45 000           | 45 000               |                |
| <b>37-18 - Transferts aux ménages</b>                         | <b>50 000</b>    | <b>125 000</b>    | <b>50 000</b>    | <b>-75 000</b>       | <b>-60,00</b>  |
| 37-18-11 - Indem. Licent Plan d'effectifs                     | 35 000           | 35 000            | 35 000           | 0                    | 0,00           |
| 37-18-12 - Aide aux Victimes Calamités.                       | 15 000           | 90 000            | 15 000           | -75 000              | -83,33         |
| <b>37-19 - Pensions</b>                                       | <b>921 400</b>   | <b>921 400</b>    | <b>2 864 400</b> | <b>1 943 000</b>     | <b>210,87</b>  |
| 37-19-10 - Pensions veuves et orphelins                       | 58 000           | 58 000            | 58 000           | 0                    | 0,00           |
| 37-19-11 - Allocations viagères et Capital décès              | 4 000            | 4 000             | 19 000           | 15 000               | 375,00         |
| 37-19-12 - Emoluments Anciens Chefs d'Etat                    | 49 400           | 49 400            | 49 400           | 0                    | 0,00           |
| 37-19-13 - Allocations d'invalidité                           | 10 000           | 10 000            | 10 000           | 0                    | 0,00           |
| 37-19-14 - Caisse des pensions                                | 400 000          | 400 000           | 2 328 000        | 1 928 000            | 482,00         |
| 37-19-15 - OCSS                                               | 400 000          | 400 000           | 400 000          | 0                    | 0,00           |

| NOMENCLATURE DES DEPENSES                                        | CREDITS<br>1999   | COLLECTIF<br>1999 | CREDITS<br>2000   | VARIATION<br>MONTANT | VARIATION<br>% |
|------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------|----------------|
| <b>CHAP.38 - TRANSFERTS ORGANISM. INTERNATIONAUX</b>             | <b>590 000</b>    | <b>595 600</b>    | <b>1 033 000</b>  | <b>437 400</b>       | <b>73,44</b>   |
| <b>38-15 - Transferts à des organismes Internationaux</b>        | <b>590 000</b>    | <b>595 600</b>    | <b>1 033 000</b>  | <b>437 400</b>       | <b>73,44</b>   |
| 38-15-10 - Contribution à l'ONU                                  | 200 000           | 200 000           | 200 000           | 0                    | 0,00           |
| 38-15-12 - ASECNA                                                | 45 000            | 45 000            | 45 000            | 0                    | 0,00           |
| 38-15-14 - CEMAC et Institu. Spécial.                            | 100 000           | 100 000           | 400 000           | 300 000              | 300,00         |
| 38-15-15 - Autres organismes                                     | 125 000           | 130 600           | 130 600           | 0                    | 0,00           |
| 38-15-16 - Contribution OHADA                                    | 75 000            | 75 000            | 75 000            | 0                    | 0,00           |
| 38-15-17 - CIMA & IIA                                            | 45 000            | 45 000            | 20 000            | -25 000              | -55,56         |
| 38-15-18 - Contribution au Fonds Africain de l'Habitat           | 0                 | 0                 | 6 200             | 6 200                |                |
| 38-15-19 - Contribution à AFRISTAT                               | 0                 | 0                 | 66 200            | 66 200               |                |
| 38-15-20 - Contribution EIER - ETSHER                            | 0                 | 0                 | 50 000            | 50 000               |                |
| 38-15-21 - Contribution Org. Inter. Protection Civile            | 0                 | 0                 | 10 000            | 10 000               |                |
| 38-15-22 - Contribution Alliance Franco-Centrafricaine           | 0                 | 0                 | 30 000            | 30 000               |                |
| <b>CHAP. 39 - BOURSES ETUDES FORMATIONS<br/>ET FRAIS ANNEXES</b> | <b>1 433 380</b>  | <b>1 483 380</b>  | <b>1 483 380</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| <b>39-15 - Bourses d'Etudes et Formations</b>                    | <b>1 303 380</b>  | <b>1 303 380</b>  | <b>1 303 380</b>  | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 39-15-10 - Université de Bangui                                  | 400 000           | 400 000           | 400 000           | 0                    | 0,00           |
| 39-15-11 - Enseignement secondaire                               | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,00           |
| 39-15-12 - Ecole de formation enseignants                        | 55 000            | 55 000            | 55 000            | 0                    | 0,00           |
| 39-15-13 - Ecole de formation technique                          | 10 000            | 10 000            | 10 000            | 0                    | 0,00           |
| 39-15-15 - ENAM                                                  | 15 000            | 15 000            | 15 000            | 0                    | 0,00           |
| 39-15-16 - Ecole de formation agricole                           | 25 000            | 25 000            | 25 000            | 0                    | 0,00           |
| 39-15-17 - FRANCE                                                | 280 000           | 280 000           | 280 000           | 0                    | 0,00           |
| 39-15-18 - AFRIQUE                                               | 300 000           | 300 000           | 300 000           | 0                    | 0,00           |
| 39-15-19 - Bourse Elèves Régisseurs                              | 5 000             | 5 000             | 5 000             | 0                    | 0,00           |
| 39-15-20 - Europe Amérique et Russie                             | 150 000           | 150 000           | 150 000           | 0                    | 0,00           |
| 39-15-21 - Bourses Instituteurs Formation Accélérée              | 53 380            | 53 380            | 53 380            | 0                    | 0,00           |
| <b>39-16 - Frais de scolarité et Frais annexes</b>               | <b>130 000</b>    | <b>180 000</b>    | <b>180 000</b>    | <b>0</b>             | <b>0,00</b>    |
| 39-16-10 - Frais annexes de bourses                              | 30 000            | 30 000            | 30 000            | 0                    | 0,00           |
| 39-16-11 - Frais de scolarité à l'étranger                       | 100 000           | 150 000           | 150 000           | 0                    | 0,00           |
| <b>TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT</b>                            | <b>65 115 536</b> | <b>66 705 236</b> | <b>79 755 140</b> | <b>13 049 904</b>    | <b>19,56</b>   |

**DEPENSES**

**DES INVESTISSEMENTS**

**LOI DE FINANCES 2000**  
**BUDGET D'INVESTISSEMENT PAR MINISTERE**

| Code Budget | Ministère de tutelle des projets                            | Fin. Intérieur B.E.C. | Fin. Extérieur |           | Total      |
|-------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------|----------------|-----------|------------|
|             |                                                             |                       | Subvent.       | Emprunt   |            |
| 1           | Présidence                                                  | 67 000                | 0              | 0         | 67 000     |
| 2           | Assemblée Nationale                                         | 60 000                | 0              | 0         | 60 000     |
| 3           | Primature                                                   | 80 000                | 0              | 0         | 80 000     |
| 4           | Défense, restructuration de l'Armée                         | 400 000               | 773 000        | 0         | 1 173 000  |
| 5           | Intérieur                                                   | 131 000               | 3 537 000      | 0         | 3 668 000  |
| 6           | Equipements et Aménagement du Territoire                    | 3 166 000             | 21 830 000     | 0         | 24 996 000 |
| 7           | Justice, Garde des Sceaux                                   | 45 000                | 0              | 0         | 45 000     |
| 8           | Finances , Budget                                           | 400 000               | 0              | 0         | 400 000    |
| 9           | Economie, Plan                                              | 350 000               | 716 000        | 0         | 1 066 000  |
| 10          | Agriculture, Elevage                                        | 278 000               | 7 497 000      | 1 200 000 | 8 975 000  |
| 11          | Enseignement Supérieur                                      | 162 000               | 0              | 0         | 162 000    |
| 12          | Education Nationale                                         | 300 000               | 84 000         | 100 000   | 484 000    |
| 13          | Santé Publique, Populatic 1                                 | 419 000               | 5 325 000      | 0         | 5 744 000  |
| 14          | Fonction Publique, Travail, Formation Professionnelle       | 22 000                | 0              | 0         | 22 000     |
| 15          | Poste et Télécommunication                                  | 20 000                | 0              | 0         | 20 000     |
| 16          | Mines et Energie                                            | 362 000               | 4 763 000      | 0         | 5 125 000  |
| 17          | Transports, Aviation Civile                                 | 42 000                | 0              | 0         | 42 000     |
| 18          | Industries, Commerce                                        | 42 000                | 0              | 0         | 42 000     |
| 19          | Communication                                               | 22 000                | 0              | 0         | 22 000     |
| 20          | Culture                                                     | 20 000                | 0              | 0         | 20 000     |
| 21          | Promotion de la Famille, Affaires Sociales, Solidarité Nat. | 60 000                | 1 134 000      | 0         | 1 194 000  |
| 22          | Environnement, Eaux, Forêts, Chasse, Pêches                 | 960 000               | 2 720 000      | 0         | 3 680 000  |
| 23          | Urbanisme, Habitat, Edifices Publics                        | 404 000               | 500 000        | 1 900 000 | 2 804 000  |
| 24          | Tourisme                                                    | 220 000               | 0              | 0         | 220 000    |
| 25          | Jeunesse, Sports                                            | 29 000                | 90 000         | 0         | 119 000    |
| 26          | Promotion Culture Civique, Relation avec le Parlement       | 20 000                | 0              | 0         | 20 000     |
| 27          | Affaires Etrangères                                         | 22 000                | 440 000        | 0         | 462 000    |
| 28          | Relation avec le monde arabe                                | 20 000                | 0              | 0         | 20 000     |
| 29          | Cour Constitutionnelle                                      | 20 000                | 0              | 0         | 20 000     |
| 30          | Haut Conseil de la Communication                            | 20 000                | 0              | 0         | 20 000     |
| 31          | Droits de douanes projets                                   | 4 000 000             | 0              | 0         | 4 000 000  |

|                                      |                   |                   |                  |                   |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| <b>Total Budget d'Investissement</b> | <b>12 163 000</b> | <b>49 409 000</b> | <b>3 200 000</b> | <b>64 772 000</b> |
|--------------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|

| Code projet | Code Budget | Ministère de tutelle des projets                            | Fin. Intérieur B.E.C. | Fin. Extérieur    |          | Total             |
|-------------|-------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------|----------|-------------------|
|             |             |                                                             |                       | Subvent.          | Emprunt  |                   |
| 1           |             | <b>Présidence</b>                                           |                       |                   |          |                   |
| 90 942      | 80-30-13    | Réhabilitation Palais de la Renaissance                     | 37 000                |                   |          | 37 000            |
| 90 943      | 80-30-05    | Appui à l'Inspection Générale d'Etat                        | 30 000                |                   |          | 30 000            |
|             |             | <b>Total</b>                                                | <b>67 000</b>         | <b>0</b>          | <b>0</b> | <b>67 000</b>     |
| 2           |             | <b>Assemblée Nationale</b>                                  |                       |                   |          |                   |
| 90 830      | 80-30-41    | Equipement Assemblée Nationale                              | 60 000                |                   |          | 60 000            |
|             |             | <b>Total</b>                                                | <b>60 000</b>         | <b>0</b>          | <b>0</b> | <b>60 000</b>     |
| 3           |             | <b>Primature</b>                                            |                       |                   |          |                   |
| 90 813      | 80-30-43    | Equipement de la Primature                                  | 40 000                |                   |          | 40 000            |
| 90 833      | 80-30-01    | Renforcement de l'ENAM                                      | 10 000                |                   |          | 10 000            |
| 90 869      | 80-30-23    | Equipement Haut Commissariat aux Droits de l'Homme          | 10 000                |                   |          | 10 000            |
| 90 870      | 80-30-24    | Programme Décentralisation, Régionalisation                 | 10 000                |                   |          | 10 000            |
| 90 871      | 80-30-25    | Appui au Secrétariat Général du Gouvernement                | 10 000                |                   |          | 10 000            |
|             |             | <b>Total</b>                                                | <b>80 000</b>         | <b>0</b>          | <b>0</b> | <b>80 000</b>     |
| 4           |             | <b>Défense, restructuration de l'Armée</b>                  |                       |                   |          |                   |
| 83 912      | 80-30-74    | Démobilisation, Réinsertion                                 | 200 000               | 773 000           |          | 973 000           |
| 90 951      | 80-30-20    | Restructuration des armées                                  | 200 000               |                   |          | 200 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                                | <b>400 000</b>        | <b>773 000</b>    | <b>0</b> | <b>1 173 000</b>  |
| 5           |             | <b>Intérieur</b>                                            |                       |                   |          |                   |
| 50 309      |             | Travaux à Haute intensité de main-d'oeuvre (THIMO II)       |                       | 2 389 000         |          | 2 389 000         |
| 50 314      | 70-30-13    | Réhabilitation des voiries de Bangui                        | 22 000                |                   |          | 22 000            |
|             | 80-30-72    | Appui au programme de remobilisation des policiers          | 86 000                |                   |          | 86 000            |
| 50 315      |             | Aménagement quartiers Bacongo, Ngouciment, Ouango           |                       | 1 148 000         |          | 1 148 000         |
| 90 834      | 80-30-73    | Renforcement du Ministère de l'Intérieur                    | 23 000                |                   |          | 23 000            |
|             |             | <b>Total</b>                                                | <b>131 000</b>        | <b>3 537 000</b>  | <b>0</b> | <b>3 668 000</b>  |
| 6           |             | <b>Equipement, Aménagement du Territoire</b>                |                       |                   |          |                   |
| 61 203      | 70-30-10    | Entretien du réseau routier (Fonds routiers)                | 3 166 000             | 1 500 000         |          | 4 666 000         |
| 61 205      |             | Appui au PST 1                                              |                       | 2 230 000         |          | 2 230 000         |
| 61 206      |             | Bitumage de la route Bossemptélé-Baoro                      |                       | 5 500 000         |          | 5 500 000         |
| 61 720      |             | Programme de formation                                      |                       | 140 000           |          | 140 000           |
| 61 225      |             | Réhabilitation du pont sur la M'poko PK 26                  |                       | 1 750 000         |          | 1 750 000         |
| 61 227      |             | Programme sectoriel de transport (PST 2)                    |                       | 5 710 000         |          | 5 710 000         |
| 61 629      |             | Construction du pont sur la rivière Lim                     |                       | 5 000 000         |          | 5 000 000         |
|             |             | <b>Total</b>                                                | <b>3 166 000</b>      | <b>21 830 000</b> | <b>0</b> | <b>24 996 000</b> |
| 7           |             | <b>Justice</b>                                              |                       |                   |          |                   |
| 90 815      | 80-30-06    | Réhabilitation maisons d'arrêt périphériques                | 25 000                |                   |          | 25 000            |
| 90 872      | 80-30-27    | Réhabilitation de la Cour d'Appel                           | 5 000                 |                   |          | 5 000             |
| 90 873      | 80-30-26    | Construction du Palais de Justice                           | 15 000                |                   |          | 15 000            |
|             |             | <b>Total</b>                                                | <b>45 000</b>         | <b>0</b>          | <b>0</b> | <b>45 000</b>     |
| 8           |             | <b>Finances, Budget</b>                                     |                       |                   |          |                   |
| 90 818      | 80-30-18    | Equipement Trésorerie Générale                              | 25 000                |                   |          | 25 000            |
| 90 819      | 80-30-02    | Equipement du Ministère des Finances                        | 20 000                |                   |          | 20 000            |
| 90 820      | 80-30-93    | Renforcement de la DGID                                     | 25 000                |                   |          | 25 000            |
| 90 821      | 80-30-14    | Renforcement Inspection Générale Finances                   | 15 000                |                   |          | 15 000            |
| 90 822      | 80-30-31    | Renforcement, équipement Services Douanes                   | 25 000                |                   |          | 25 000            |
| 90 823      | 80-30-03    | Renforcement Direction Générale des Services Centraux       | 25 000                |                   |          | 25 000            |
| 90 826      | 80-30-90    | Informatisation de la solde (Fichier Unique)                | 25 000                |                   |          | 25 000            |
| 90 838      | 80-30-32    | Appui CTPAS                                                 | 15 000                |                   |          | 15 000            |
| 90 875      | 80-30-33    | Acquisition Logiciel Gestion dettes                         | 25 000                |                   |          | 25 000            |
|             | 80-30-34    | Achats matériels roulants                                   | 200 000               |                   |          | 200 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                                | <b>400 000</b>        | <b>0</b>          | <b>0</b> | <b>400 000</b>    |
| 9           |             | <b>Economie, Plan</b>                                       |                       |                   |          |                   |
| 11 222      | 60-10-14    | Création d'une ferme pilote au PK 22                        | 10 000                |                   |          | 10 000            |
| 83 402      | 50-20-08    | Programme IEC                                               | 10 000                |                   |          | 10 000            |
| 83 928      | 50-20-18    | Amélioration état nutritionnel communautés vulnérables      | 40 000                | 470 000           |          | 510 000           |
| 83 928      | 50-20-05    | Mise en place d'un observatoire de lutte contre la pauvreté | 10 000                |                   |          | 10 000            |
| 90 101      | 50-20-06    | Fonds national d'étude des projets de développement         | 30 000                |                   |          | 30 000            |
|             | 50-20-13    | Fonds de solidarité pour la lutte contre la pauvreté        | 150 000               |                   |          | 150 000           |
| 90 103      | 50-10-08    | Préparation du recensement général de la population         | 40 000                |                   |          | 40 000            |
| 90 711      | 20-20-17    | Renforcement capacité Division Statistiques                 | 15 000                |                   |          | 15 000            |
| 90 824      | 50-20-07    | Renforcement du Ministère de l'Economie et du Plan          | 7 000                 |                   |          | 7 000             |
| 90 825      | 50-20-14    | Elaboration, Suivi et Evaluation du PTI                     | 15 000                |                   |          | 15 000            |
| 90 827      | 50-20-15    | Appui au garage Serpa                                       | 3 000                 |                   |          | 3 000             |
| 90 828      | 50-20-21    | Renforcement coordination aides extérieures                 | 10 000                |                   |          | 10 000            |
| 90 944      | 50-20-12    | Appui au système de planification                           | 10 000                |                   |          | 10 000            |
| 90 945      |             | Appui à l'ordonnateur national du FED                       |                       | 246 000           |          | 246 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                                | <b>350 000</b>        | <b>716 000</b>    | <b>0</b> | <b>1 066 000</b>  |

| Code projet | Code Budget | Ministère de tutelle des projets                                 | Fin. intérieur B.E.C. | Fin. Extérieur   |                  | Total            |
|-------------|-------------|------------------------------------------------------------------|-----------------------|------------------|------------------|------------------|
|             |             |                                                                  |                       | Subvent.         | Emprunt          |                  |
| 12          |             | <b>Agriculture, Elevage</b>                                      |                       | 987 000          |                  | 987 000          |
| 11 202      |             | Développement rural dans l'Ouham-Pendé                           |                       |                  |                  | 95 000           |
| 11 204      | 60-10-09    | Appui à la promotion agricole, l'autopromotion (PAPAAV)          | 45 000                | 50 000           |                  | 1 050 000        |
| 11 205      | 60-10-08    | Développement rural des Savanes vivrières(PDSV)                  | 50 000                |                  | 1 000 000        | 200 000          |
| 11 206      |             | Développement rural de la région de Bouca                        |                       | 205 000          |                  | 205 000          |
| 11 407      |             | Introduction technique maîtrise de l'eau                         | 30 000                |                  |                  | 30 000           |
| 11 709      | 60-10-10    | Appui aux organisations paysannes (PAOP)                         |                       | 200 000          |                  | 200 000          |
| 11 810      |             | Recherche agro.savanes Afrique Cent.(PRASAC)                     |                       | 394 000          |                  | 394 000          |
| 11 813      |             | Relance de la production de la filière Coton                     |                       | 1 600 000        |                  | 1 600 000        |
| 11 814      |             | Appui à l'augmentation production alimentaire                    |                       | 134 000          |                  | 134 000          |
| 11 815      |             | Appui aux organisations de base dans l'Ouham-Pendé               |                       | 624 000          |                  | 624 000          |
| 11 216      |             | Développement rural en zone tabacole                             |                       |                  |                  | 30 000           |
| 11 917      | 60-10-03    | Appui agence centrafricaine de développement agricole (ACDA)     | 30 000                |                  |                  | 18 000           |
| 11 918      | 60-10-02    | Appui à la préparation du recensement agricole                   | 18 000                |                  |                  | 15 000           |
| 11 919      | 60-10-01    | Appui service national de promotion de la jeunesse (SNPJ)        | 15 000                |                  |                  | 30 000           |
| 11 820      | 60-10-13    | Appui au Ministère de l'Agriculture                              | 30 000                |                  |                  | 30 000           |
| 11 921      | 60-10-12    | Appui à l'Institut Centrafricain de la Recherche Agricole (ICRA) | 30 000                |                  |                  | 30 000           |
| 12 803      | 60-10-07    | Fonds Inter-Profess. de Dév. de l'Elevage                        | 30 000                |                  |                  | 2 000 000        |
| 42 406      |             | Hydraulique villageoise en zone cotonnière                       |                       | 2 000 000        |                  | 1 303 000        |
| 61 226      |             | Construction des pistes rurales                                  |                       | 1 303 000        |                  | 8 976 000        |
|             |             | <b>Total</b>                                                     | <b>278 000</b>        | <b>7 497 000</b> | <b>1 200 000</b> | <b>8 976 000</b> |
| 13          |             | <b>Enseignement Supérieur</b>                                    |                       |                  |                  | 100 000          |
| 82 226      | 80-40-22    | Réhabilitation de l'ISDR                                         | 100 000               |                  |                  | 32 000           |
| 82 227      | 80-40-23    | Appui à la FACSS (annexe de Bambari)                             | 32 000                |                  |                  | 30 000           |
| 82 228      | 80-40-24    | Equipement de l'Université de Bangui                             | 30 000                |                  |                  | 162 000          |
|             |             | <b>Total</b>                                                     | <b>162 000</b>        | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>162 000</b>   |
| 13          |             | <b>Education Nationale</b>                                       |                       |                  |                  | 80 000           |
| 82 604      | 80-40-10    | Réfection, équipement Lycées (Caron, Gobongo, Martyrs)           | 80 000                |                  |                  | 70 000           |
| 82 605      | 80-40-19    | Réfection, équipement écoles (Yakité, Bégooua)                   | 70 000                |                  |                  | 20 000           |
| 82 705      | 80-40-15    | Equipement Lycée Technique                                       | 20 000                |                  |                  | 10 000           |
| 82 810      | 80-40-08    | Refection, équipement ENI Bambari                                | 10 000                |                  |                  | 15 000           |
| 82 811      | 80-40-33    | Appui Centre National Formation, Production artisanale           | 15 000                |                  |                  | 20 000           |
| 82 812      | 80-40-31    | Réhabilitation, équipement du Collège Technique Féminin          | 20 000                |                  |                  | 30 000           |
| 82 622      | 80-40-14    | Construction 2 bâtiments de 3 classes, 1 bureau (IASE et IAO)    | 30 000                |                  |                  | 30 000           |
| 82 624      | 80-40-13    | Equipement établissements secondaires en table-bancs             | 30 000                |                  |                  | 100 000          |
| 82 829      |             | Construction de l'école technique de Kaïmba                      |                       |                  | 100 000          | 10 000           |
| 82 830      | 80-40-11    | Réhabilitation bibliothèques lycées Baganda, Berbérati           | 10 000                |                  |                  | 15 000           |
| 82 631      | 80-40-12    | Construction de 4 bâtiment de 3 classes des établis. Secondaires | 15 000                |                  |                  | 84 000           |
| 82 634      |             | Promotion éducation filles système formels, non formels (NG,UA)  |                       | 84 000           |                  | 484 000          |
|             |             | <b>Total</b>                                                     | <b>300 000</b>        | <b>84 000</b>    | <b>100 000</b>   | <b>484 000</b>   |
| 14          |             | <b>Santé Publique</b>                                            |                       |                  |                  | 21 000           |
| 81 403      | 80-10-36    | Santé Famille et Population                                      | 9 000                 | 12 000           |                  | 772 000          |
| 81 405      | 80-10-37    | Programme élargi de vaccinations                                 | 51 000                | 721 000          |                  | 116 000          |
| 81 406      | 80-10-25    | Lutte contre les MST et le sida                                  | 100 000               | 16 000           |                  | 153 000          |
| 81 407      | 80-10-53    | Programme national de lutte contre la lèpre                      | 3 000                 | 150 000          |                  | 36 000           |
| 81 408      | 80-10-09    | Lutte contre les maladies diarrhéiques et le Paludisme           | 24 000                | 12 000           |                  | 62 000           |
| 81 409      | 80-10-44    | Lutte contre la tuberculose et la druncuncolose                  | 7 000                 | 55 000           |                  | 3 000            |
| 81 410      | 80-10-11    | Suivi-Evaluation du PNDS                                         | 3 000                 |                  |                  | 178 000          |
| 81 711      | 80-10-17    | Enseignement santé de la reproduction à la FACSS                 | 6 000                 | 172 000          |                  | 185 000          |
| 81 712      | 80-10-54    | Nutrition. lutte contre troubles dus carence d'iode              | 6 000                 | 179 000          |                  | 101 000          |
| 81 814      | 80-10-55    | Développement des ressources humaines                            | 28 000                | 73 000           |                  | 51 000           |
| 81 815      | 80-10-07    | Eau et assainissement                                            | 5 000                 | 46 000           |                  | 744 000          |
| 81 816      | 80-10-47    | Soins de Santé Primaire (SSP)                                    | 3 000                 | 741 000          |                  | 25 000           |
| 81 817      | 80-10-48    | Renforcement des services de santé                               | 25 000                |                  |                  | 136 000          |
| 81 818      | 80-10-50    | Réhabilitation des infrastructures sanitaires                    | 136 000               |                  |                  | 371 000          |
| 81 819      |             | Coopération technique                                            |                       | 371 000          |                  | 254 000          |
| 81 421      |             | Santé de Base à Bossangoa                                        |                       | 254 000          |                  | 25 000           |
| 81 823      |             | Opérations d'urgence et action humanitaires                      |                       | 25 000           |                  | 47 000           |
| 81 824      |             | Epidémiologie, information sanitaires                            |                       | 47 000           |                  | 49 000           |
| 81 825      |             | Système et politique nationaux de santé                          |                       | 49 000           |                  | 135 000          |
| 81 826      |             | Système de santé de district                                     |                       | 135 000          |                  | 80 000           |
| 81 827      |             | Bourse d'études                                                  |                       | 80 000           |                  | 21 000           |
| 81 828      |             | Programme d'action pour les médicaments                          |                       | 21 000           |                  | 128 000          |
| 81 829      | 80-10-51    | Santé des adolescents                                            | 3 000                 | 125 000          |                  | 10 000           |
| 81 830      |             | Santé de la femme                                                |                       | 10 000           |                  | 12 000           |
| 81 831      |             | Vieillessement et santé                                          |                       | 12 000           |                  | 17 000           |
| 81 832      |             | Santé mentale                                                    |                       | 17 000           |                  | 25 000           |
| 81 833      |             | Promotion de la santé                                            |                       | 25 000           |                  | 99 000           |
| 81 834      |             | Salubrité, environnement, aménagement urbain                     |                       | 99 000           |                  | 9 000            |
| 81 835      |             | Tuberculose                                                      |                       | 9 000            |                  | 13 000           |
| 81 836      |             | Maladies émergentes (choléra et autres)                          |                       | 13 000           |                  | 35 000           |
| 81 837      |             | Lutte contre les maladies non transmissibles                     |                       | 35 000           |                  | 12 000           |
| 81 839      |             | Lutte contre les maladies tropicales                             |                       | 12 000           |                  | 9 000            |
| 81 840      |             | Politique de santé et plan intérimaire                           |                       | 9 000            |                  | 10 000           |
| 81 841      | 80-10-52    | Appui à la planification et évaluation secteur santé             | 10 000                |                  |                  | 1 800 000        |
| 81 842      |             | Programme sectoriel Santé                                        |                       | 1 800 000        |                  | 5 744 000        |
|             |             | <b>Total</b>                                                     | <b>419 000</b>        | <b>5 326 000</b> | <b>0</b>         | <b>5 744 000</b> |

| Code projet | Code Budget | Ministère de tutelle des projets                                    | Fin. intérieur B.E.C. | Fin. Extérieur   |                  | Total            |
|-------------|-------------|---------------------------------------------------------------------|-----------------------|------------------|------------------|------------------|
|             |             |                                                                     |                       | Subvent.         | Emprunt          |                  |
| 15          |             | <b>Fonction Publique</b>                                            |                       |                  |                  |                  |
| 90 608      | 80-30-10    | Renforcement du Ministère de la Fonction Publique                   | 10 000                |                  |                  | 10 000           |
| 90 836      | 80-30-11    | Informatisation de la solde (Fichier Unique)                        | 12 000                |                  |                  | 12 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>22 000</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>22 000</b>    |
| 17          |             | <b>Poste et Télécommunication</b>                                   |                       |                  |                  |                  |
| 64 201      | 80-30-22    | Renforcement de la poste                                            | 20 000                |                  |                  | 20 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>20 000</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>20 000</b>    |
| 16          |             | <b>Mines et Energie</b>                                             |                       |                  |                  |                  |
| 20 905      | 60-40-11    | Projets de développement du secteur minier                          | 200 000               |                  |                  | 200 000          |
| 41 214      |             | Réhabilitation du réseau électrique de Bangui                       |                       | 918 000          |                  | 918 000          |
| 42 101      | 70-70-10    | Etude développement eaux souterraines Bangui                        | 9 000                 |                  |                  | 9 000            |
| 42 202      |             | 4 ième projet Alimentation en Eau Potable (AEP)                     |                       | 1 950 000        |                  | 1 950 000        |
| 42 405      | 70-70-21    | Programme Eau et Assainissement                                     | 50 000                | 444 000          |                  | 494 000          |
| 42 407      |             | Equipement des forages dans les villes de Bangui-Bimbo              |                       | 21 000           |                  | 21 000           |
| 42 408      | 70-70-19    | Mise en valeur du secteur eaux                                      | 32 000                | 612 000          |                  | 644 000          |
| 42 409      | 70-70-09    | Projet national alimentation eaux, assainis. (MB,HB,BK,MP,LB)       | 51 000                |                  |                  | 51 000           |
| 42 310      | 70-70-08    | Approvisionnement en eau potable dans l'Ouham-Pendé                 | 20 000                | 818 000          |                  | 838 000          |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>362 000</b>        | <b>4 763 000</b> | <b>0</b>         | <b>5 125 000</b> |
| 17          |             | <b>Transports, Aviation Civile</b>                                  |                       |                  |                  |                  |
| 90 874      | 80-30-28    | Equipement du Ministère des Transports                              | 42 000                |                  |                  | 42 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>42 000</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>42 000</b>    |
| 18          |             | <b>Commerce, Industrie, Secteur privé</b>                           |                       |                  |                  |                  |
| 90 968      | 80-30-21    | Equipement Ministère du Commerce                                    | 42 000                |                  |                  | 42 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>42 000</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>42 000</b>    |
| 19          |             | <b>Communication</b>                                                |                       |                  |                  |                  |
| 65 303      | 80-45-03    | Réhabilitation des radios locales                                   | 22 000                |                  |                  | 22 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>22 000</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>22 000</b>    |
| 20          |             | <b>Culture</b>                                                      |                       |                  |                  |                  |
| 82 817      | 80-40-20    | Réhabilitation et équipement de la maison de la culture (ex Socada) | 15 000                |                  |                  | 15 000           |
| 82 830      | 80-40-21    | Réhabilitation du musée de Bouar                                    | 5 000                 |                  |                  | 5 000            |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>20 000</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>20 000</b>    |
| 21          |             | <b>Promotion de la Famille</b>                                      |                       |                  |                  |                  |
| 83 403      | 80-10-16    | Appui institutionnel à la Dir. Générale Promotion Féminine          | 6 000                 | 45 000           |                  | 51 000           |
| 83 808      |             | Réinsertion enfants en situation difficile                          |                       | 192 000          |                  | 192 000          |
| 83 913      | 80-10-13    | Genre, Population et Développement                                  | 5 000                 |                  |                  | 5 000            |
| 83 914      | 80-10-41    | Fonds d'action sociale                                              | 30 000                |                  |                  | 30 000           |
| 83 916      |             | Appui aux actions d'auto-développement villageois                   |                       | 588 000          |                  | 588 000          |
| 83 823      |             | ACABEF/ Ouaka-Ouham                                                 |                       | 212 000          |                  | 212 000          |
| 83 826      | 80-10-40    | Appui institutionnel Ministère des Affaires Sociales                | 14 000                |                  |                  | 14 000           |
| 83 827      | 80-10-39    | Appui au développement et à la vulgarisation techno appropriée      | 5 000                 |                  |                  | 5 000            |
| 83 830      |             | Soutien aux enfants en besoin de protection spéciale                |                       | 97 000           |                  | 97 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>60 000</b>         | <b>1 134 000</b> | <b>0</b>         | <b>1 194 000</b> |
| 22          |             | <b>Environnement, Eaux, Forêts, Chasse, Pêches</b>                  |                       |                  |                  |                  |
| 13 401      | 60-10-04    | Protection Forêts Bangassou                                         | 10 000                | 569 000          |                  | 579 000          |
| 13 403      |             | Réhabilitation écologique                                           |                       | 532 000          |                  | 532 000          |
| 13 905      | 60-10-05    | Projet régional Gestion Information Environnement (PRGIE)           |                       | 379 000          |                  | 379 000          |
| 13 908      |             | Conservation et utilisation rationnelle éco-systèmes forestiers     |                       | 400 000          |                  | 400 000          |
| 13 810      | 60-10-15    | Appui à la réalisation plans aménagements forestiers (Berbérati)    |                       | 578 000          |                  | 578 000          |
| 13 911      | 60-10-16    | Protection de la couche d'ozone                                     |                       | 112 000          |                  | 112 000          |
| 15 301      |             | Aménagement de la réserve de Dzanga Sangha                          |                       | 150 000          |                  | 150 000          |
| 70 302      | 60-10-17    | Projets et développement du secteur touristique et forestier        | 950 000               |                  |                  | 950 000          |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>960 000</b>        | <b>2 720 000</b> | <b>0</b>         | <b>3 680 000</b> |
| 23          |             | <b>Logement, Urbanisme</b>                                          |                       |                  |                  |                  |
| 50 201      | 70-30-09    | Construction de 80 logements sociaux                                | 50 000                |                  |                  | 50 000           |
| 50 204      | 70-30-12    | Construction de 100 logements sociaux (route de Boali)              | 240 000               |                  | 1 900 000        | 2 140 000        |
| 50 806      |             | Programme développement municipal Bangui                            |                       | 500 000          |                  | 500 000          |
| 50 812      | 70-30-11    | Réhabilitation des équipements urbains                              | 114 000               |                  |                  | 114 000          |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>404 000</b>        | <b>500 000</b>   | <b>1 900 000</b> | <b>2 804 000</b> |
| 24          |             | <b>Tourisme</b>                                                     |                       |                  |                  |                  |
|             | 60-10-06    | Mise en valeur du secteur Tourisme (Exposition 2000-Hanovre)        | 200 000               |                  |                  | 200 000          |
|             | 80-30-35    | Appui au ministère du Tourisme                                      | 20 000                |                  |                  | 20 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>220 000</b>        |                  |                  | <b>220 000</b>   |
| 25          |             | <b>Promotion Jeunesse, Sports</b>                                   |                       |                  |                  |                  |
| 82 503      |             | Mobilisation des jeunes, sports de proximité                        |                       | 90 000           |                  | 90 000           |
| 90 829      | 80-45-09    | Renforcement activités en matière de jeunesse, sports               | 29 000                |                  |                  | 29 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>29 000</b>         | <b>90 000</b>    | <b>0</b>         | <b>119 000</b>   |
| 26          |             | <b>Relations avec le Parlement</b>                                  |                       |                  |                  |                  |
| 90 606      | 80-30-08    | Equip. Ministère chargé des Relat. avec le Parlement                | 20 000                |                  |                  | 20 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                                        | <b>20 000</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>20 000</b>    |

| Code projet | Code Budget | Ministère de tutelle des projets                     | Fin. Intérieur B.E.C. | Fin. Extérieur |          | Total            |
|-------------|-------------|------------------------------------------------------|-----------------------|----------------|----------|------------------|
|             |             |                                                      |                       | Subvent.       | Emprunt  |                  |
| 27          |             | <b>Affaires Etrangères</b>                           |                       |                |          | 22 000           |
| 90 831      | 80-30-29    | Réhabilitation, Equipement des Ambassades            | 22 000                | 440 000        |          | 440 000          |
| 90 867      |             | Appui à l'administration des Affaires Etrangères     |                       |                | 0        | 462 000          |
|             |             | <b>Total</b>                                         | <b>22 000</b>         | <b>440 000</b> | <b>0</b> | <b>462 000</b>   |
| 28          |             | <b>Relation avec le monde arabe</b>                  |                       |                |          | 20 000           |
| 90 865      | 80-30-70    | Appui au Ministère des relations avec le monde arabe | 20 000                |                |          | 20 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                         | <b>20 000</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>20 000</b>    |
| 29          |             | <b>Cours Constitutionnelle</b>                       |                       |                |          | 20 000           |
| 90 832      | 80-30-12    | Appui à la Cour Constitutionnelle                    | 20 000                |                |          | 20 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                         | <b>20 000</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>20 000</b>    |
| 30          |             | <b>Haut Conseil de la Communication</b>              |                       |                |          | 20 000           |
| 65 905      | 80-45-05    | Création d'un centre de documentation médiatique     | 20 000                |                |          | 20 000           |
|             |             | <b>Total</b>                                         | <b>20 000</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>20 000</b>    |
|             |             |                                                      | 4 000 000             |                |          | 4 000 000        |
|             | 80-30-10    | Droits de Douanes Projets                            |                       |                | 0        | 4 000 000        |
|             |             | <b>Total</b>                                         | <b>4 000 000</b>      | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>4 000 000</b> |